

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 2006

PERSPECTIVES 2007-2008

Tableau de bord de l'économie



Paul TOUNGUI

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances,
du Budget et de la Privatisation

Tableau de bord de l'économie

LE MOT DU MINISTRE D'ETAT

Au moment où notre pays est résolument engagé sur la voie des réformes visant à moderniser son économie, la publication du Tableau de Bord de l'Economie (TBE) apparaît plus que nécessaire, ceci, dans le souci de communiquer et d'informer sur l'état d'avancement des différentes actions menées dans le domaine économique.

Le Président de la République Chef de l'Etat, EL HADJ OMAR BONGO ONDIMBA dans son projet de société dénommé « Mon projet, des Actes pour le Gabon », indique clairement que l'heure est à la diversification de l'économie, étape importante du développement du Gabon en déclarant :

« Aujourd'hui, je peux affirmer que toutes les conditions sont réunies pour une reprise de la croissance, la relance des investissements productifs, la diversification de notre économie... ».

Le présent numéro du Tableau de Bord de l'Economie laisse entrevoir clairement les bons résultats engrangés en 2006 par notre économie, notamment dans le secteur hors pétrole. En effet, la croissance des activités non-pétrolières demeure positive pour la troisième année consécutive, atteignant un peu plus de 4% en 2006. Cette croissance du secteur hors pétrole culminerait à 6% en 2007 et s'établirait en moyenne à 5% d'ici à 2010 d'après les prévisionnistes.

Une telle évolution nous conforte dans l'idée de poursuivre résolument les actions visant à diversifier la base productive du pays et assainir les finances de l'Etat.

J'aime à espérer que le présent numéro puisse aujourd'hui, comme hier, permettre aux différents lecteurs d'appréhender nos réalités économiques.

Bonne lecture à tous !

Paul TOUNGUI

Tableau de bord de l'économie

**Hugues Alexandre
BARRO CHAMBIER**

Ministre délégué auprès du
ministre d'Etat, ministre de
l'Economie, des Finances, du
Budget et de la Privatisation.



Tableau de bord de l'économie



Charles MBA

Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

Tableau de bord de l'économie

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE (DGE) a été créée par le décret n° 1207/PR du 17 Novembre 1977. Elle a pour missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale;
- de déterminer la stratégie économique de L'État ;
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale ;
- d'élaborer des prévisions à court terme ;

La DGE est organisée en quatre directions :

• **Direction des Institutions Financières (DIF)**

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières;
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur;
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité monétaire et des Commissions de contrôle des banques.

• **Direction des Programmes Sectoriels (DPS)**

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises parapubliques.

• **Direction des Études Macro-économiques (DEM)**

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques;
- étudier les outils de la puissance publique;
- analyser l'impact économique du budget de L'État.

Tableau de bord de l'économie

• **Direction des Synthèses Economiques et de la Recherche (DSER)**

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières; élaborer les prévisions économiques;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politiques économiques.

◆ **Direction des Personnels et des Moyens (DPM)**

Missions :

- gérer le budget, le matériel et les fournitures ;
- gérer le personnel.

◆ **Instruments d'études**

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme;
- Modèle EGC

◆ **Publications**

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL ;
- LES NOTES DE LA DEM;
- LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE;
- ÉCO-RATIOS;
- INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ;
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES;
- TABLEAU DE BORD MENSUEL;
- TABLEAU DE BORD SOCIAL.

Tableau de bord de l'économie

S O M M A I R E

INTRODUCTION	11
I • L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	15
I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2006.....	15
I.2 ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....	20
II • ACTIVITE NATIONALE	29
II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION	29
II.1.1 Le Pétrole.....	29
II.1.2 Le Manganèse.....	30
II.1.3 Le Bois.....	31
II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE	34
II.2.1 L'Agriculture.....	34
II.2.2 L'Élevage.....	36
II.2.3 La Pêche.....	37
II.3 LES INDUSTRIES	38
II.3.1 Le Secteur agro-alimentaire.....	38
II.3.2 Les Industries du bois.....	42
II.3.3 Le Raffinage.....	45
II.3.4 La Production et la distribution d'eau et d'électricité.....	47
II.3.5 Les Autres industries de transformation.....	48
II.3.6 L'Imprimerie, l'Édition et la Presse.....	52
II.4 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	53
II.5 LE SECTEUR DES TRANSPORTS	54
II.5.1 Le Transport terrestre.....	54
II.5.2 Le Transport ferroviaire.....	55
II.5.3 Le Transport aérien.....	57
II.5.4 Les Transports maritime et fluvial.....	59
II.5.5 Les Auxiliaires de transport.....	61
II.6 LES TELECOMMUNICATIONS	62
II.7 LE COMMERCE	63
II.8 L'HÔTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME	66
II.8.1 L'Hôtellerie.....	67
II.8.2 La Restauration.....	68
II.8.3 Le Tourisme et les Loisirs.....	68
II.9 LES AUTRES SERVICES	69
II.9.1 Les Services rendus aux particuliers.....	69
II.9.2 Les Services immobiliers.....	69
II.9.3 Les Services rendus aux entreprises.....	70
II.9.4 Les Services de réparation automobile.....	71
II.9.5 Les Services parapétroliers.....	71

Tableau de bord de l'économie

II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	72
II.10.1 Les Banques commerciales et de développement.....	72
II.10.2 Les Etablissements financiers.....	75
II.10.3 La microfinance.....	76
II.10.4 Les Compagnies d'assurances.....	77
II.10.5 Le Marché monétaire.....	78
III • GRANDEURS MACRO-ÉCONOMIQUES	83
III.1. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	84
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité.....	84
III.1.2 Le PIB par la demande.....	86
III.2. LE BUDGET DE L'ÉTAT	87
III.2.1 L'Equilibre budgétaire.....	88
III.2.2 L'Exécution du budget.....	89
III.3. LA MONNAIE ET LE CRÉDIT	92
III.3.1 Les Ressources du système monétaire.....	93
III.3.2 Les Contreparties de la masse monétaire.....	93
III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2006	96
III.4.1 La Balance des transactions courantes.....	96
III.4.2 La Balance des capitaux.....	97
III.4.3 La Balance globale.....	97
III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	98
III.5.1 L'Emploi.....	98
III.5.2 Le Chômage.....	100
III 5.3 Les Salaires.....	100
III.5.4 Les Prix.....	101
IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2006 ...105	
IV.1 La Politique budgétaire.....	105
IV.2 Les Mesures structurelles.....	106
IV.3 Les Politiques sectorielles.....	107
IV.4 La Politique monétaire.....	110
IV.5 La Politique sociale.....	112
V. PERSPECTIVES 2007-2008	115
V.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2007-2008	117
V.2. LE CONTEXTE NATIONAL	121
V.2.1 L'Activité sectorielle.....	121
V.2.2 Les Prévisions macro-économiques 2007-2008.....	125
V.2.2.1 Les principales hypothèses.....	125
V.2.2.2 La Formation du PIB prévisionnel en 2007 et 2008.....	125
V.3. LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT	130
V.3.1 La Politique budgétaire.....	130

Tableau de bord de l'économie

V.3.2 Les Réformes structurelles.....	131
V.3.3 La Politique sociale	132
V.3.4 Les Politiques sectorielles.....	133
CONCLUSION	139
ANNEXES	141

Tableau de bord de l'économie

I N T R O D U C T I O N

L'accroissement des cours du pétrole et des autres produits de base, la crise du secteur immobilier en Europe et aux Etats-Unis, ainsi que l'ampleur des déficits publics dans les principaux pays industrialisés n'ont pas réussi à freiner le rythme d'une croissance mondiale portée par un niveau soutenu de l'activité économique au plan international.

Cette consolidation des indicateurs économiques mondiaux a été favorisée par des politiques publiques efficaces dans plusieurs pays de l'OCDE, un affermissement des échanges au niveau mondial et une reprise de la consommation des ménages.

Dans ce contexte, la plupart des grands ensembles économiques du monde ont bénéficié d'une expansion élevée, d'abord l'Amérique du nord, avec les Etats-Unis, mais également plusieurs pays de la zone euro et les pays en transition d'Europe.

Les pays en développement dans leur ensemble, portés par un commerce des matières premières en hausse au niveau mondial, ont réussi à améliorer leurs performances économiques. Particulièrement, l'économie chinoise est restée très dynamique et est parvenue à maintenir un rythme de croissance supérieur à celui de la moyenne de tous les pays en développement.

La croissance mondiale s'est établie à 5,1% après 4,8% en 2005.

Au niveau national, l'activité économique globale a enregistré une forte décélération en 2006, imputable à la baisse de la production pétrolière. L'économie gabonaise a atteint une croissance nominale de 9,2% ; cependant, en termes réels, l'économie n'a progressé que de 1,2%.

Les activités du secteur tertiaire ont largement soutenu la croissance, tandis que celles du secteur secondaire ont enregistré un ralentissement et celles du secteur primaire une baisse.

S'agissant des finances publiques, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire en hausse, du fait d'une appréciation des recettes pétrolières et d'un meilleur recouvrement des recettes non pétrolières. Le solde base engagement s'est accru à un rythme moins élevé que l'année précédente, tandis que le solde global s'est inscrit en hausse.

Le solde global excédentaire de la balance des paiements contraste avec la situation déficitaire de la balance des transferts courants. Les bons résultats de la balance des transactions courantes, obtenus grâce à un solde commercial positif, ont contribué à renforcer ce solde. La balance globale a induit ainsi une augmentation des avoirs de réserve correspondant dans leur quasi-totalité à une hausse des avoirs en devises.

La politique économique du Gouvernement s'est traduite par la mise en œuvre d'actions visant à consolider la croissance économique du pays. Ainsi, la poursuite de l'assainissement des finances publiques et la diversification de la base productive ont constitué des axes majeurs de cette politique.

Tableau de bord de l'économie

La politique monétaire, menée par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale s'est soldée par un accroissement de la masse monétaire, un recul du crédit intérieur, un renforcement des avoirs extérieurs nets et une amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) envers le système bancaire. Tout ceci, dans un contexte de détente de la politique monétaire et de surliquidité du secteur bancaire.

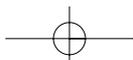
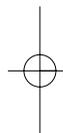
La Direction Générale de l'Economie renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce document.

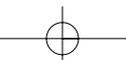
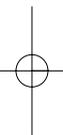
L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse de la Direction générale de l'Economie d'une enquête de conjoncture réalisée en 2006, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du modèle MEGA.

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des centres de décisions économiques gabonaises.

PREMIÈRE PARTIE

L'Environnement International





L'environnement international

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I-1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2006

En 2006, l'économie mondiale connaît à nouveau une période de forte croissance, marquée par une bonne tenue de l'activité dans la plupart des grands pôles économiques du monde.

Ce dynamisme de l'activité économique mondiale s'est traduit par le maintien à un niveau élevé de la croissance américaine en dépit d'une crise du secteur immobilier et la consolidation de l'expansion au Japon et dans les pays de la zone euro. Les pays en transition et ceux en développement dans leur ensemble ont profité de l'amélioration des termes de l'échange et de la vigueur de leur demande intérieure.

Toutefois, ces évolutions favorables se sont opérées dans un contexte économique global de hausse des cours du pétrole, de relèvement progressif des taux d'intérêt dans les principaux pays développés et du maintien à des seuils élevés des déficits publics dans de nombreux pays de l'OCDE.

L'expansion mondiale a induit, néanmoins, une légère baisse du taux de chômage dans plusieurs pays industrialisés, un affermissement du commerce mondial de marchandises (8%), au regard de la forte demande en matières premières et en produits manufacturés.

Dans ce contexte, le produit intérieur brut mondial (PIB) a enregistré une évolution de 5,1% contre 4,8% en 2005.

I.1.1 L'activité

En 2006, l'activité économique mondiale a maintenu le cap. Toutes les régions du monde y ont contribué.

Aux Etats-Unis, il a été observé une légère décélération de l'activité économique. La croissance du PIB s'est établie à 3,3% contre 3,5% en 2005. Cette évolution a été induite par la crise du marché de l'immobilier et le repli de l'investissement privé.

Au Japon, le PIB a progressé de 2,8% en 2006 contre 2,7% un an plus tôt. Cette croissance a été largement soutenue par un commerce extérieur excédentaire et un investissement en hausse.

Dans la zone euro, la croissance est demeurée à la hausse, passant de 1,3% en 2005 à 2,6% en 2006. Celle-ci a été essentiellement influencée par une forte demande domestique et une amélioration du marché du travail. Presque tous les pays de la zone ont ainsi contribué à cette accélération de la croissance.

Particulièrement, l'économie allemande a retrouvé son rôle de locomotive de la zone euro avec une croissance estimée à 2,5% après 0,9% en 2005. Tous les indicateurs économiques se sont améliorés. Ainsi, les exportations, les investissements des entreprises et la demande intérieure ont permis le retour à une croissance plus forte.

L'environnement international

L'évolution du PIB est estimée à 3,6% en Espagne et 2,1% en France où l'on note une bonne tenue de la demande intérieure.

Au Royaume-Uni, la croissance, orientée à la hausse, est de 2,6%.

Dans les pays en transition d'Europe, l'activité est restée dynamique malgré une hausse de 5,3% de l'inflation en 2006. Les taux de croissance par pays se présentent comme suit : République Slovaque 6,5 %, République Tchèque 6%, Hongrie et Turquie 5%.

Avec une activité en progression de 6,8% en 2006 contre 6,4% en 2005, la Russie demeure le moteur des pays d'Europe centrale.

Les pays en développement d'Asie ont maintenu un taux de croissance supérieur à 8% sous l'impulsion des économies chinoise et indienne. La forte demande extérieure et intérieure, le niveau élevé des investissements et la vigueur de l'industrie des services expliquent cette vitalité.

Dans ce contexte, l'économie chinoise a enregistré, en 2006, une croissance à deux chiffres estimée à 10,5%, confirmant ainsi son rôle déterminant dans l'économie mondiale.

En Inde, l'activité économique a bénéficié d'une expansion de 8,3% en 2006.

Profitant d'une forte demande domestique et des prix de matières premières favorables, les pays d'Amérique Latine ont obtenu un taux de croissance du PIB consolidé à 4,8%.

L'économie du Brésil, première puissance économique de la zone, soutenue par la consommation privée et l'investissement a atteint 3,1% de croissance après 2,3% en 2005.

L'Argentine, malgré une légère régression, est restée sur un rythme de croissance soutenu avec une progression de 8% du PIB en 2006 contre 9,2% en 2005.

Au Mexique, la croissance est restée forte avec un taux de 4% après 3% en 2005.

Pour la troisième année consécutive, le continent africain a enregistré une croissance supérieure à 5%. Cette évolution a été favorisée par les prix élevés des matières premières, des conditions climatiques favorables, l'amélioration des politiques économiques, la poursuite des réformes structurelles et les effets de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale.

Au Maghreb, le dynamisme de l'industrie pétrolière et du secteur tertiaire a contribué à l'amélioration des performances économiques notamment au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Dans ces pays, les taux de croissance se sont établis respectivement à 7,3%, 4,9% et 5,8%.

L'Afrique du Sud, première puissance économique du continent, progresse sous l'effet de l'embellie économique mondiale et voit son PIB se situer à 4,2%.

L'environnement international

Les pays africains producteurs de pétrole profitent des effets liés à l'envolée des cours du brut. Ainsi, le Nigeria et l'Angola bénéficient d'une croissance respective de 5,2% et 14,3%.

Dans la zone CEMAC, la croissance a baissé pour la deuxième année consécutive. Celle-ci s'est établie à 3,3% en 2006 contre 4% en 2005. Ce ralentissement résulte essentiellement de la baisse de la production pétrolière (-1,1% en 2006), malgré la bonne tenue d'ensemble du secteur non pétrolier.

Le PIB des différentes économies de la zone se présente comme suit : Cameroun (3,5%), République Centrafricaine (3,3%), Congo (6,1%), Gabon (1,2%), Guinée Equatoriale (5,5%) et Tchad (1,6%).

I.1.2 L'emploi

Les politiques mises en oeuvre dans le domaine de l'emploi ont porté des résultats positifs, dans plusieurs pays industrialisés, au regard de la baisse du taux de chômage.

Ainsi, aux Etats-Unis, il a été observé une diminution à fin décembre 2006 du taux de chômage à 4,5% de la population active contre 5,1% il y a un an.

Au Japon, le taux de chômage a été ramené en fin d'année à 4% de la population active contre 4,4% un an plus tôt. L'embellie de la production industrielle (+4,8% sur un an) explique cette tendance.

Dans la zone euro, la consolidation de la croissance a permis de nombreuses créations d'emplois en 2006. Le taux de chômage, s'est établi à 7,9% de la population active en 2006 contre 8,6% en 2005.

En Allemagne, le retour à une croissance plus forte a favorisé la réduction du taux de chômage à 9,6% de la population active en novembre 2006, contre 10% un an auparavant.

En France, le taux de chômage a atteint le seuil des 8,6% en fin d'année contre 9,6% en 2005, taux le plus faible jamais atteint depuis plusieurs années.

En Espagne, les progrès économiques s'accompagnent de la baisse du nombre de chômeurs. Ainsi, le taux de chômage se situe à 8,4% de la population active contre 8,7% en décembre 2005.

Au Royaume-Uni, l'accroissement de la population active, alimenté par l'immigration, entraîne une hausse du chômage estimée à 5,3% en 2006 contre 4,8% en 2005.

I.1.3 L'inflation

En dépit de tensions inflationnistes observées dans certains pays industrialisés, à cause notamment du renchérissement du prix des produits énergétiques et des biens immobiliers, le niveau de l'inflation est

L'environnement international

resté toutefois contenu à des seuils relativement faibles. Des politiques monétaires prudentes expliqueraient cette situation.

Aux Etats-unis, après s'être accélérés au mois de mai suite à une forte hausse des salaires, les prix à la consommation ont marqué une pause. Globalement, l'inflation a été stabilisée à 3,2% en moyenne annuelle à fin décembre.

La hausse des prix des produits observée en 2006 au Japon est très faible. L'inflation n'a pas dépassé le seuil de 0,6% en moyenne annuelle.

Dans la zone euro, l'inflation s'est stabilisée à 2% en moyenne. Les taux les plus élevés ont été observés en Espagne (3,4%) et en Italie (2,2%). En Allemagne le taux s'est maintenu à 1,6%.

Dans la zone CEMAC, des tensions inflationnistes ont été observées. Elles résultent de la levée effective par les différents gouvernements des mécanismes de blocage des prix des hydrocarbures avec pour conséquence immédiate le renchérissement des prix à la pompe.

Par ailleurs, la pression sur la demande de viande et de poisson, en liaison avec les craintes de l'épizootie de la grippe aviaire a également influencé le niveau des prix dans la zone.

L'inflation en glissement annuel s'inscrit en hausse, à 5,2% en 2006 contre 3,1% en 2005. Elle est de 4,8% au Cameroun, 6,6% en RCA, 5,5% au Congo, 6,5% au Gabon, 5% en Guinée Equatoriale et 8,1% au Tchad.

I.1.4 Les finances publiques

L'état des finances publiques dans les principaux pays industrialisés est demeuré préoccupant, en dépit des réductions de dettes observées aux Etats-Unis, et dans plusieurs pays de l'Union Européenne.

Aux Etats-Unis, l'implication de ce pays dans le conflit iraquien a été un facteur d'accroissement de la dette publique. Toutefois, après avoir atteint un déficit record de 413 milliards de dollars en 2004, celui-ci a baissé à 248 milliards de dollars (2% du PIB) en 2006, suite à d'importantes et inattendues rentrées fiscales.

En Allemagne, le Gouvernement s'est attelé à réduire le déficit budgétaire d'environ 16 milliards d'euros. Plusieurs mesures importantes, telle la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée de 3 points, ont été adoptées. En fin juin, le déficit public allemand représentait 2,5% du PIB, soit 28,5 milliards d'euros.

En France, la situation des finances publiques est inquiétante. En dix ans, la dette s'est accrue de près de 400 milliards d'euros constants. Selon l'Insee, en 2006, la dette publique française représente 63,9 % du PIB et le déficit public est fixé à 2,5% du PIB.

Dans les pays de la CEMAC, l'excédent budgétaire, base engagement, hors dons, s'est consolidé de 8,9% après 8,2% en 2005. Cette

L'environnement international

évolution a découlé principalement de l'augmentation des recettes pétrolières, ainsi que de la consolidation des rendements fiscaux et douaniers.

1.1.5 Les taux d'intérêt

Le renchérissement des cours du pétrole et des autres produits de base, la hausse des prix des biens immobiliers ont contribué à un retour de l'inflation. Dès lors, plusieurs interventions des banques centrales des principaux pays industrialisés ont été observées en cours d'année. Celles-ci visaient à lutter contre l'inflation tout en veillant à ne pas casser le rythme de croissance.

Aux Etats-Unis, la politique des taux d'intérêts menée par la banque centrale américaine (Fed) est demeurée très prudente. A fin décembre 2006, le taux directeur se situait à 5,25% contre 4,25% en décembre 2005.

Au Japon, la banque centrale a augmenté le principal taux directeur à 0,25% depuis le mois de juillet 2006.

Dans les pays de la zone euro, les taux ont été relevés à quatre reprises en 2006. Ils sont ainsi passés de 2,5% en mars à 3,5% au mois de décembre, ce qui représente le taux le plus élevé depuis cinq ans.

Au Royaume-Uni, le taux directeur est fixé à 5% depuis le mois de novembre 2006.

La banque centrale de Chine a augmenté à deux reprises ses taux de base, qui sont désormais de 6,12% pour les taux d'intérêt sur les prêts et 2,79% pour les dépôts. Ces interventions visaient à freiner la hausse continue du crédit par crainte de crises de surcapacités dans plusieurs secteurs industriels.

Dans la CEMAC, la BEAC a procédé à une réduction de plusieurs taux dont le taux créditeur minimum (TCM) à 4,25% contre 4,75% auparavant ; le taux débiteur minimum (TDM) à 15% contre 17% et enfin, le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) à 7% contre 7,25%.

1.1.6 Le commerce extérieur

Après une progression de 7,5% en 2005, le commerce mondial des marchandises a enregistré une nouvelle augmentation de 8% en 2006, sous l'impulsion de la forte demande mondiale en produits manufacturés et en matières premières.

Le maintien à un niveau élevé des cours du pétrole brut a amené une élévation de la facture énergétique dans de nombreux pays industrialisés, renforçant ainsi le déficit du commerce extérieur.

Aux Etats-Unis, le déficit commercial a atteint, le seuil cumulé de 736,6 milliards de dollars.

L'excédent commercial japonais a fléchi de 7%. Il se situe à 51,2 mil-

L'environnement international

liards de dollars en 2006, en raison des prix élevés de l'énergie. La flambée des prix des matières premières a induit une progression de 17,9% des importations en valeur, alors que les exportations ne s'appréciaient que de 14,6% dans le même temps. La faiblesse du yen a accentué ce phénomène.

En Allemagne, le commerce extérieur, l'un des plus dynamiques au monde s'est très bien comporté au regard de l'excédent d'environ 170 milliards d'euros obtenu en 2006.

En France, l'appréciation de l'euro par rapport aux autres monnaies et le renchérissement des prix de l'énergie ont fortement pénalisé le commerce extérieur qui a enregistré un déficit annuel de près de 30 milliards d'euros contre 23,1 milliards en 2005.

En Espagne, le déficit du commerce extérieur s'est aggravé en 2006 et s'est soldé à 80,5 milliards d'euros. Ce lourd déséquilibre a mis en lumière la fragilité des entreprises espagnoles, peu compétitives et qui peinent à conquérir des parts de marché dans les pays émergents.

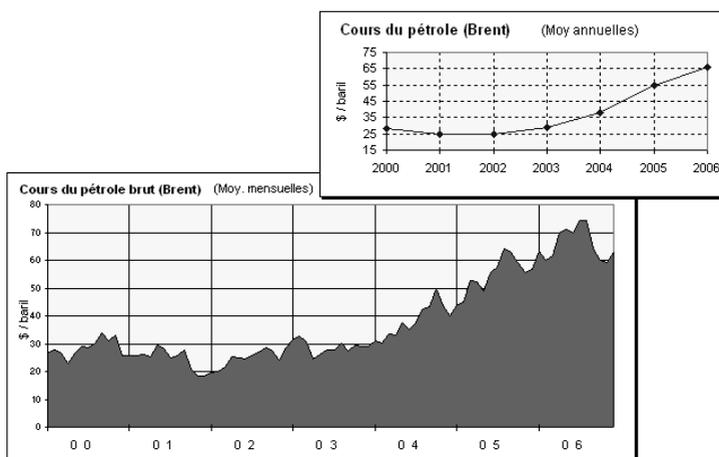
L'excédent de la balance commerciale chinoise en 2006, s'est accru de près de 75% par rapport à 2005 pour s'établir à 177,5 milliards de dollars.

Dans la CEMAC, le solde extérieur courant a été positif et représente 1,2% du PIB grâce au raffermissement de l'excédent commercial.

I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

I.2.1 Le pétrole

Après s'être envolés au premier semestre pour atteindre un record historique de 78 dollars le 8 août 2006, les cours du Brent se sont ensuite inscrits en baisse sur le dernier semestre pour retomber à 59,15 dollars



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

L'environnement international

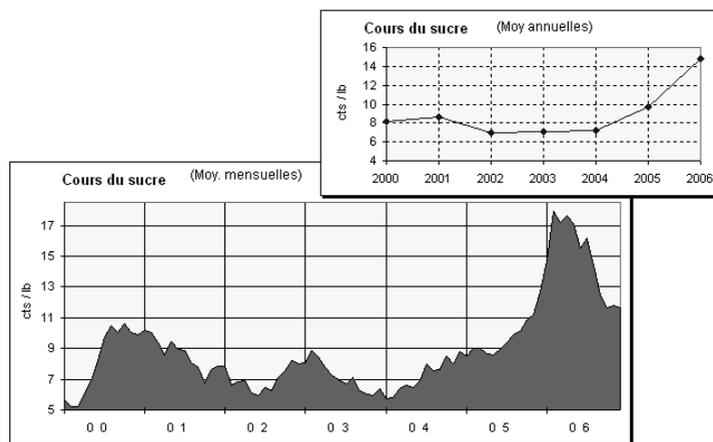
le baril en novembre, soit leur niveau le plus bas depuis un an. En glissement annuel, le cours moyen du Brent a progressé de 19,8% pour se situer à 65,14 dollars/baril en 2006 contre 54,38 dollars en 2005.

Le raffermissement des cours du pétrole traduit les nombreux obstacles rencontrés par les marchés pétroliers durant le premier semestre 2006 : incertitudes sur les exportations iraniennes en liaison avec le dossier nucléaire, heurts au Nigeria, crainte de nouveaux ouragans dans le golfe du Mexique et décisions de nationalisation du secteur pétrolier en Amérique Latine.

Cependant, l'absence des ouragans tant redoutés, le niveau élevé des stocks mondiaux et la clémence du climat en Amérique et en Europe ont été des facteurs baissiers des cours du pétrole vers la fin de l'année.

1.2.2 Le sucre

Les cours mondiaux du sucre ont connu un premier semestre exceptionnel où ils ont atteint un pic à 19,5cts/lb à mi-février, avant de s'infléchir pour se maintenir autour de 11,65 cents en fin d'année. En dépit d'une offre plus importante que prévue, imputable aux récoltes records au Brésil, en Inde et Thaïlande, le retournement des cours du pétrole, rendant l'éthanol moins compétitif et la menace grandissante de l'arrivée d'El Nino sur les régions productrices, ont pesé sur les cours du



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

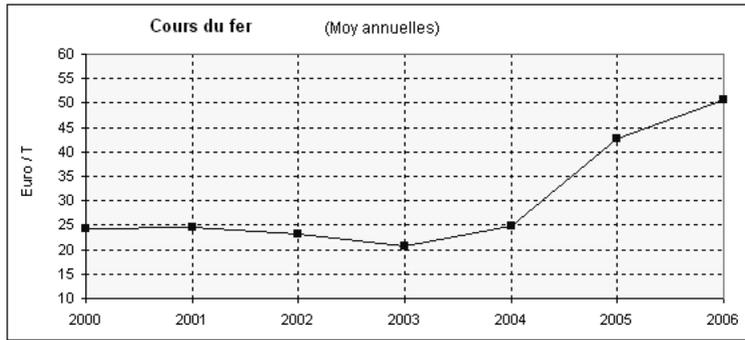
sucre. En moyenne annuelle, le cours de ce produit est passé de 9,74 cents la livre (cts/lb) en 2005 à 14,84 cts/lb en 2006, soit un accroissement de 52,4%..

1.2.3. Le minerai de fer

En 2006, les cours du minerai de fer ont bénéficié de la conjoncture favorable du marché sidérurgique international. En effet, la production mondiale de l'acier, en hausse de 9,5%, la plus forte croissance enregist-

L'environnement international

trée depuis plus de trente ans, pour atteindre 1,237 milliard de tonnes, s'est traduite par une demande vigoureuse de minerai de fer, principalement en Chine et en Europe.



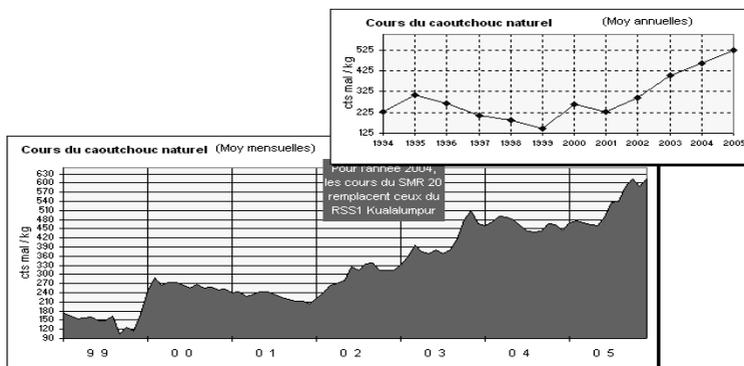
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

Dans ce contexte favorable, le prix référentiel de base du minerai de fer en vigueur à partir du début avril 2006 a connu une progression de 19% par rapport à 2005, en se situant autour de 50,78 euros la tonne.

1.2.4 Le caoutchouc naturel

Le marché du caoutchouc naturel s'est caractérisé par la flambée des prix durant les sept premiers mois de 2006 causée par l'augmentation des prix du pétrole, source de tensions sur le caoutchouc synthétique et par la demande soutenue de l'industrie automobile chinoise. Cependant, la baisse observée en fin d'année provient essentiellement du retournement du marché du pétrole et des interventions des fonds d'investissement.

La production mondiale de caoutchouc naturel est estimée en 2006 par l'IRSG (International Rubber Study Group) à 8,930 millions de tonnes (Mt), alors que la demande est évaluée à 9,1 Mt, soit un déficit de 170 000 tonnes.



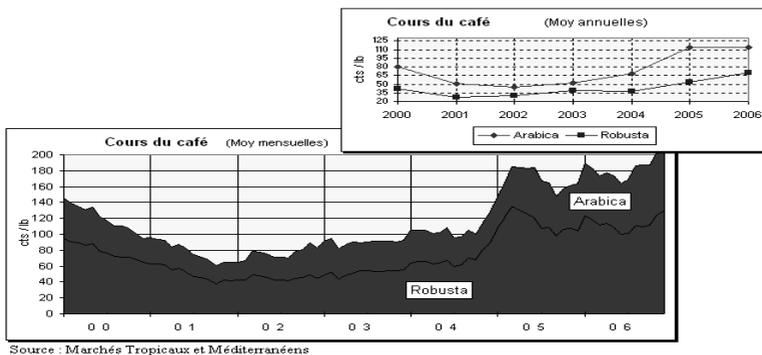
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

L'environnement international

Le prix moyen du caoutchouc naturel de qualité SMR 20 s'est apprécié de 34,8% par rapport à 2005, soit 708,58 cts malais le kilo.

1.2.5 Le café

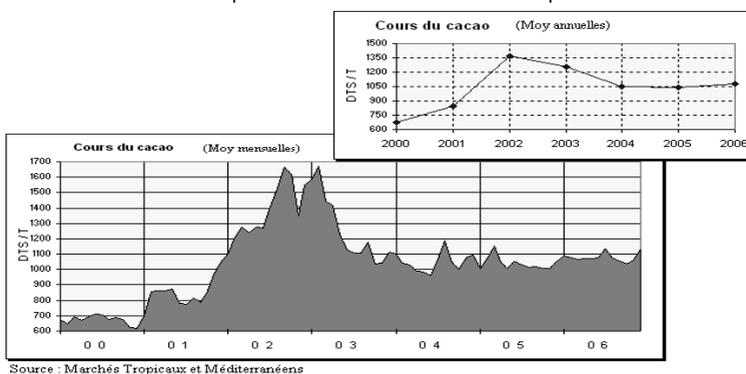
Le marché international du café a connu un raffermissement des cours en 2006. Cette appréciation est consécutive à une révision à la baisse de la production mondiale inférieure à la consommation, nécessitant un appoint par des prélèvements sur les stocks existants. Par ailleurs, la sécheresse qui a affecté au cours de ces dernières années la production du Vietnam, deuxième producteur mondial de café, et les incertitudes sur la récolte brésilienne ont alimenté les tensions sur les prix.



Ainsi, le cours moyen du café robusta s'est accru de 31,3% en 2006 atteignant 70,06 cts/lb contre 53,36 cts/lb l'année précédente. Par contre, les prix de l'arabica sont restés relativement stables (-0,6%) à 113,56 cts/lb en 2006, en raison de la bonne tenue du robusta et de la sécheresse qui a pesé sur la récolte brésilienne.

1.2.6. Le cacao

Les prix du cacao sur le marché international sont restés fermes, entretenus par les incertitudes pesant sur l'offre disponible, eu égard aux conditions climatiques défavorables en Afrique de l'Ouest et aux



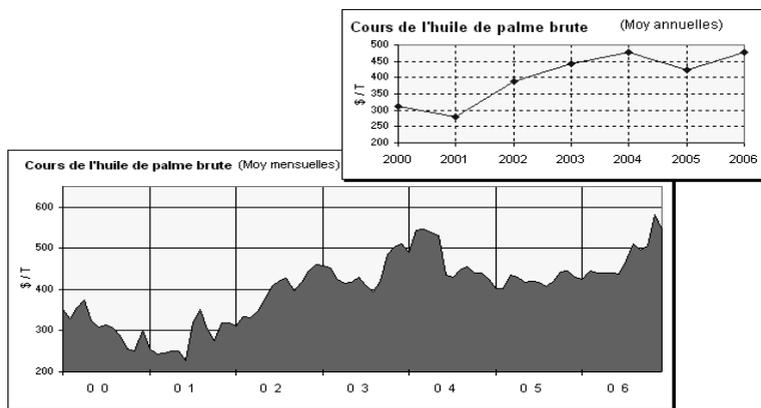
L'environnement international

troubles socioprofessionnels dans la filière en Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial. La vigueur de la consommation dans certains pays, tels que les Etats-unis, l'Allemagne et le Brésil a participé à la fermeté des cours. Ainsi, ces derniers se sont établis à 1078,57 Dts la tonne, en hausse de 3,7% par rapport à 2005.

La production mondiale pour la campagne 2005/2006, en raison de la campagne intermédiaire en Côte-d'Ivoire, s'est élevée à 3,59 millions de tonnes selon l'organisation ICCO et les broyages mondiaux ont atteint 3,48 Mt. Le solde offre - demande pour 2005-2006 s'est conclu par un excédent global de 80 000 tonnes, contre un déficit de 5 000 tonnes initialement prévu.

I.2.7. L'huile de palme brute

Soutenus par une forte demande essentiellement liée au développement des biocarburants, les cours de l'ensemble des oléagineux sont restés fermes en 2006. Dans ce contexte, les cours de l'huile de palme ont progressé tout au long de l'année 2006 pour se fixer à 478,33 dollars la tonne, en hausse de 13,3% comparativement à 2005. La demande vigoureuse des industries alimentaires, oléo-chimiques et des biocarburants explique cette embellie.



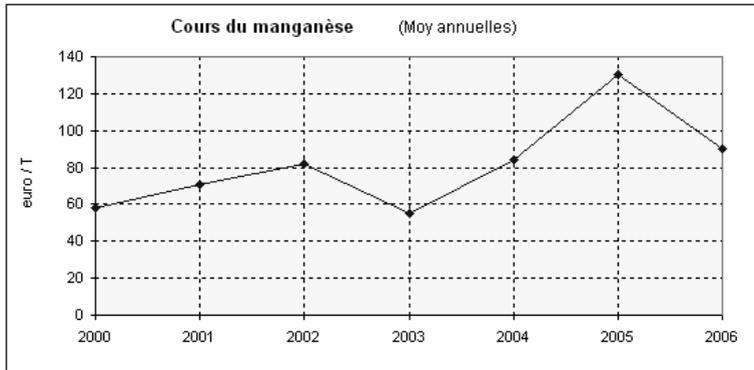
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

La production mondiale d'huile de palme, a progressé de 5,9% pour atteindre 34,4 millions de tonnes, contre 33,3 millions en 2005 selon Oil World. Parallèlement, les stocks sont estimés au même niveau qu'en 2005, soit 4,8 millions de tonnes, représentant un mois et demi de la consommation annuelle.

I.2.8. Le minerai de manganèse

En 2006, l'environnement est marqué par une demande en forte croissance tirée par la vigueur de l'industrie sidérurgique mondiale, notamment la demande de la Chine dont la production d'acier brut est en hausse de 20%. Mais, dans un contexte de vive concurrence entre les

L'environnement international

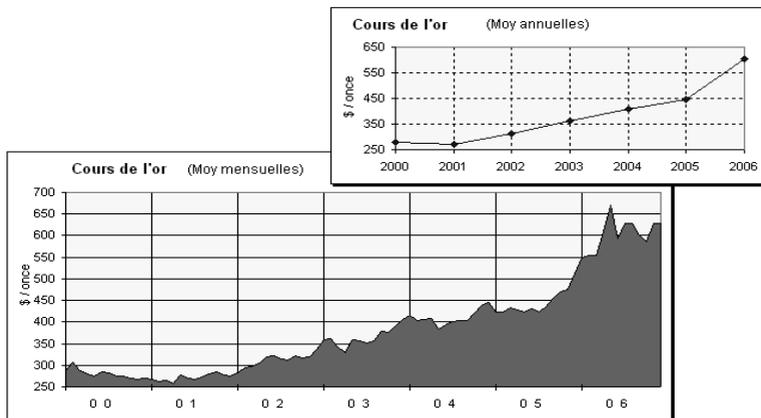


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

pays producteurs, les prix se sont repliés pour atteindre 90 euros la tonne en moyenne annuelle en 2006, soit un fléchissement de 30,8% par rapport à l'année 2005.

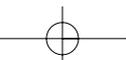
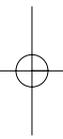
1.2.9. L'or

La faiblesse du dollar, les tensions géopolitiques et la cherté des matières premières, notamment la hausse des cours du pétrole sont autant de facteurs qui ont contribué au renforcement de la valeur refuge du métal jaune. Après avoir atteint le pic de 730 dollars l'once en mai, le cours de l'or s'est apprécié de 35,5% en 2006 à 602,65 dollars l'once en moyenne annuelle.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

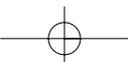
Par ailleurs, l'once du métal jaune a été également influencé par les craintes inflationnistes, le rebond de la demande de la joaillerie, la baisse des ventes d'or des banques centrales dans un contexte de recul de 3% de la production minière.



Activité nationale

DEUXIÈME PARTIE

Activité nationale



II. ACTIVITE NATIONALE

II.1. LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.1.1 Le pétrole

En 2006, le secteur pétrolier a connu une intense activité, à la faveur de la flambée des cours du baril. C'est ainsi que le nombre d'entreprises intervenant dans le secteur a augmenté, passant de 34 en 2005 à 37 en 2006.

Concernant l'activité domaniale, le Gabon a attribué 43 permis à 21 opérateurs dont 13 font uniquement de l'exploration, 2 de la production et 6 de l'exploration/production. Une superficie de 119 005 km² a été concédée sur un domaine minier total de 248 729 km² en matière d'exploration au 31 décembre 2006.

Sur le plan opérationnel, les nouvelles sociétés ont entrepris des travaux d'exploration, tandis que les six spécialisées en production ont privilégié les activités d'exploration/appréciation afin de maintenir leur niveau de production. Ainsi, ces dernières ont réalisé 19 puits en exploration/appréciation sur les 28 initialement prévus. Le nombre de découvertes d'huile reste marginal.

Par ailleurs, 1586 km² de sismique « 3D » ont été effectués en mer et 1671 km de sismique « 2D » ont eu lieu à terre.

Enfin, en termes de contrats entre l'Etat et les sociétés, 104 étaient en vigueur en 2006, soit 39 en exploration et 65 en production.

La production

La production a atteint 11,93 millions de tonnes en 2006, soit un recul de 10,4% par rapport à celle de 2005 (13,30 millions de tonnes). Cette contre-performance est liée au vieillissement de la plupart des champs arrivés à maturité, malgré les efforts de récupération de brut entrepris par les opérateurs, en l'absence de découvertes majeures.

Evolution de la production et des exportations de pétrole

(en milliers de tonnes)	2004	2005	2006	06/05
Production	13,48	13,30	11,93	-10,4%
Exportations	12,73	12,49	11,01	-11,8%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Activité nationale

Les exportations

Les exportations s'élèvent à 11,01 millions de tonnes en 2006 contre 12,49 millions l'année précédente, soit une réduction de 11,8%, induite par l'évolution de la production.

Les prix

Les aléas climatiques et la persistance des tensions géopolitiques (Irak, Iran et Nigeria) ont soutenu la hausse des cours du brut sur le marché international. Ainsi, en moyenne annuelle, le baril de Brent et celui du brut gabonais progressent respectivement de 19,8% à 65,13 dollars et de 22,5% à 61,83 dollars.

Evolution des prix et du taux de change

	2004	2005	2006	06/05
Prix moyen du Brent (USD/baril)	38,22	54,38	65,13	19,8%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	35,75	50,49	61,83	22,5%
Taux moyen de change (USD/Fcfa)	528,18	527,84	522,89	-0,9%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Le dollar est resté quasi-stable face à l'euro. En moyenne annuelle, il s'échange à 522, 89 Fcfa contre 527,84 Fcfa en 2005, soit un léger repli de 0,9%.

Les investissements

Les investissements ont permis de stabiliser le déclin de la production. A cet effet, 402,4 milliards de Fcfa ont été dépensés contre 388,3 milliards en 2005, soit une amélioration de 3,6%.

II.1.2 Le manganèse

En 2006, sur le marché mondial, l'industrie sidérurgique s'est caractérisée par une hausse de la production de l'acier brut (20% en Chine et 10% sur toutes les zones), une baisse des prix des minerais et une concurrence très ardue.

C'est dans ce contexte que la Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog), filiale du groupe minier et métallurgique Eramet a évolué, obtenant, malgré tout, des résultats satisfaisants.

La production

Grâce à un raffermissement de ses activités tant au niveau de la mine qu'à celui du complexe industriel, Comilog a enregistré une augmentation de la production de minerai de l'ordre de 8,3%, atteignant 2,979 millions de tonnes dont 570 000 tonnes d'agglomérés. Cette embellie a été favorisée par une forte demande de l'acier sur le marché mondial.

Activité nationale

Les exportations et les ventes

Sur le plan commercial, on note une quasi-stabilité des exportations du minerai à 2,89 millions de tonnes en 2006 contre 2,88 l'année précédente, soit une légère amélioration de 0,2%.

Corrélativement, les ventes ont augmenté de 0,5% atteignant 2,900 millions de tonnes en 2006. Cette bonne performance est liée aux grosses opérations de vente spot. La Chine demeure le premier client de Comilog avec l'achat de 1,1 million de tonnes en 2006, suivi par les pays de l'Europe de l'Est et des Etats-Unis d'Amérique.

Ainsi, les ventes des produits de Comilog ont généré un chiffre d'affaires en hausse de 1,76%, passant de 186,979 milliards l'année précédente à 190,269 milliards de Fcfa en 2006.

Evolution de la production, des exportations, des ventes.

	2004	2005	2006	06/05
Production (milliers de tonnes)	2 459	2 750	2 979	8,33%
Exportations (milliers de tonnes)	2 491	2 889	2 896	0,24%
Ventes (milliers de tonnes)	2 494	2 884	2 900	0,55%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	142 756	186 979	190 269	1,76%
Investissements (en millions de Fcfa)	5 200	22 122	26 273	18,76%
Effectifs	1 322	1 467	1 489	1,50%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	15 331	16 045	16 881	5,21%

Source : Comilog

Les investissements

Afin de poursuivre l'objectif d'atteindre les 3,5 millions de tonnes de production en 3 ans (2005-2008), Comilog a investi environ 26 milliards de Fcfa en 2006 contre 22 milliards l'an passé, soit une hausse de 18,76%. Ces investissements ont été affectés essentiellement à la mine, au port minéralier d'Owendo, au réseau ferroviaire (achat de 500 wagons et de 12 locomotives) et au Complexe Industriel de Moanda (CIM).

Les effectifs et la masse salariale

En 2006, Comilog a un effectif de 1 489 agents, soit 1,5% de plus qu'en 2005. De même, sa masse salariale croît de 5,2% pour se situer à 16,881 milliards de Fcfa contre 16,045 milliards en 2005.

II.1.3 Le bois

Le Gabon est un pays essentiellement forestier. En effet, plus de 85% de la superficie totale est couverte de forêt, soit plus de 21 millions d'hectares. Celle-ci recèle de nombreuses essences forestières classées en fonction de leur demande sur le marché local et extérieur. Environ une soixantaine est exploitée sur les 8 000 essences répertoriées et divisées en trois catégories : l'Okoumé, l'Ozigo et les bois divers.

Activité nationale

En 2006, l'entrée massive des asiatiques dans les forêts gabonaises du fait de l'accroissement de leur besoin en bois a contribué largement à rehausser le niveau de la production de bois. Cet état de fait a eu pour conséquence l'accroissement du prix du bois sur le marché local.

La production

Après une année morose due essentiellement aux problèmes d'évacuation des grumes vers les ports d'embarquement, l'exploitation forestière s'est caractérisée par une reprise de l'activité en 2006. Ainsi, la production des grumes, toutes essences confondues, a connu un relèvement de 5,1%, passant de 2 386 761 m³ en 2005 à 2 507 831 m³ en 2006. La forte demande des marchés extérieurs, notamment chinois, a été à l'origine de cette situation.

Evolution de la production de grumes

(en mètres cubes)	2004	2005	2006	06/05
Okoumé	1 024 800	960 238	1 010 170	5,2%
Ozigo	52 140	47 552	52 500	10,4%
Bois divers	1 485 960	1 378 971	1 445 161	4,8%
Total	2 562 900	2 386 761	2 507 831	5,1%

Sources : Snbg, Sepbg

Les exportations

Les exportations totales de grumes sont en augmentation de 11,5% en 2006 par rapport à 2005. Cette hausse est imputable à la forte demande des pays Asiatiques, plus précisément de la Chine.

Ainsi, les ventes libres de l'Okoumé et l'Ozigo passent de 208 096 m³ en 2005 à 364 915 m³ en 2006, soit un accroissement de 75,4% dû à la mise en application des quotas à l'exportation sur les grumes. Parallèlement, les bois divers progressent de 17,4% pour se stabiliser à 906 224 m³.

A l'inverse, la levée du monopole sur la commercialisation de l'Okoumé et l'Ozigo, la mise en place des quotas d'exportation et l'industrialisation de la filière ont contribué fortement à réduire le niveau des volumes achetés par la SNBG. Ses exportations d'okoumé ont baissé de 17,2% tandis que celles de l'Ozigo ont chuté de 81,8%.

Activité nationale

Evolution des exportations de grumes

(en mètres cubes)	2004	2005	2006	06/05
Okoumé	687 356	598 856	495 626	-17,2%
Ozigo	1 465	7 237	1 315	-81,8%
Ventes libres (Ok+Oz)	159 449	208 096	364 915	75,4%
Bois divers	673 913	772 039	906 224	17,4%
Total	1 522 183	1 586 228	1 768 080	11,5%

Sources : Snbg, Sepbg

L'analyse par pays de destination des grumes montre et confirme la prédominance de l'Asie avec 73% des exportations en 2006 contre 65,1% en 2005. La Chine absorbe 60% de l'ensemble des exportations contre 50,3% en 2005.

Evolution des exportations de grumes par continent

Continent	2005	%	2006	%
Asie	1 033 117	65,1%	1 290 094	73,0%
Europe	479 398	30,2%	391 392	22,1%
Amérique	84	0,0%	0	0,0%
Afrique	73 628	4,6%	86 594	4,9%
Total	1 586 027		1 768 080	

Source : Snbg

Les parts de marché de l'Europe sont en net recul par rapport à 2005 et la situent à la seconde place avec près de 22% des exportations.

Les prix

Les prix d'achat des grumes ont été soutenus en 2006, grâce à la fermeté des prix de vente sur le marché mondial. La répercussion des prix sur le plan local est une politique mise en place par la SNBG qui a pour but de faire bénéficier à ses fournisseurs de l'embellie du marché mondial et de maintenir un niveau de marge raisonnable.

Evolution des prix moyens « plage » et « Fas »

(en Fcfa/m ³)	2003	2004	2005	05/04
Prix plage (achats)				
- Okoumé	60 071	60 816	63 000	3,59%
- Ozigo	47 526	35 183	43 000	22,22%
- Bois divers	59 994	70 000	98 000	40,00%
Prix Fas (exportation)				
- Okoumé	92 100	93 306	94 339	1,11%
- Ozigo	74 100	65 869	73 533	11,64%
- Bois divers	88 000	105 422	135 000	28,06%

Source : Snbg

Activité nationale

Les prix de vente ont progressé de 1,11% pour l'Okoumé, 11,64% pour l'Ozigo et 28,06% pour les bois divers. Cette conjoncture favorable s'explique par la bonne tenue des bois tropicaux sur le marché asiatique dans un contexte de reconstitution des stocks dans les ports chinois, en vue de répondre aux besoins sans cesse croissants de ce pays.

II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

Suite à la reprise de la production de caoutchouc et des achats de cacao et café, l'activité dans le secteur « Agriculture, élevage et pêche » a enregistré une légère amélioration en 2006.

II.2.1 L'agriculture

On distingue trois types de cultures : les cultures vivrières, les cultures maraîchères et les cultures de rente. La production vivrière et maraîchère est destinée principalement aux besoins du marché local.

II.2.1.1 Les cultures vivrières

L'agriculture pratiquée par les paysans est itinérante sur brûlis, destinée principalement à l'autoconsommation. L'inutilisation des techniques agricoles modernes, mais surtout le manque de routes induisent une faible production.

En 2006, on relève une légère amélioration des produits vivriers. Ainsi, la production de manioc augmente de 0,3%, celle de banane plantain de 0,1%. Les taros/ignames/patates douces, le maïs et l'arachide suivent la même tendance en progressant respectivement de 0,3%, 0,9% et 1,6%.

Evolution de la production vivrière

	2004	2005	2006	06/05
Production (en tonnes)				
- Manioc	228 000	229 333	230 000	0,3%
- Banane plantain	270 000	269 767	270 000	0,1%
- Taro/igname/patate douce	54 000	54 833	55 000	0,3%
- Maïs	26 000	25 767	26 000	0,9%
- Arachides	17 000	16 733	17 000	1,6%

Source : Direction Générale de l'Agriculture

II.2.1.2 Les cultures maraîchères

La Société Agricole de Port-Gentil (AGRIPOG)

Suite à l'obsolescence de son unité de production qui n'a jamais été réhabilitée depuis sa création, il y a plus de 25 ans, Agripog a enregistré une baisse de son activité en 2006 par rapport à 2005.

Activité nationale

Ainsi, malgré l'augmentation de la production de salades de 39,1%, la production de légumes et parallèlement le chiffre d'affaires ont fléchi respectivement de 12,4% et 2%.

Evolution de l'activité d'Agripog

	2003	2004	2005	05/04
Production				
- Légumes (en tonnes)	281,1	314,6	275,5	-12,4%
- Salade (en bottes)	86 892	64 837	90 200	39,1%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	658,1	675,8	662,3	-2,0%

Source : Agripog

L'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD)

L'IGAD a démarré son Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Périurbain (PADAP) en octobre 2004 après l'obtention d'un financement extérieur qui a fortement redynamisé ses activités, l'objectif étant la couverture globale du pays.

La formation professionnelle

L'IGAD assure l'apprentissage agricole dans trois centres situés dans le Haut Ogooué (Franceville) et l'Estuaire (Libreville et Ntoum). Le centre de Libreville est spécialisé dans le maraîchage, celui de Ntoum s'occupe des produits vivriers, exploités en système de couloirs, tandis que le centre de Franceville est polyvalent (maraîchers et vivriers).

En 2006, l'activité de formation a été moins importante, se traduisant par la baisse du nombre de stagiaires de l'ordre de 42,1% (281 en 2006 pour 485 en 2005). La formation s'est répartie comme suit : 58 en initiation maraîchère, 34 en spécialisation maraîchère, 16 en initiation polyculture vivrière, 32 en spécialisation polyculture vivrière, 43 en formation thématique, 53 en formation d'élevage de poules pondeuses et 45 en formation d'élevage porcin.

Le maraîchage

Dans le cadre du maraîchage, les surfaces cultivées en 2006 ont été de 10 hectares. L'installation de nouveaux exploitants, dans le cadre du PADAP, a permis d'atteindre une production de 2 423,64 tonnes en 2006 contre 1 715 tonnes en 2005, soit une hausse de 41,3%. En revanche, le chiffre d'affaires baisse considérablement de 44,8%, soit 740 millions de Fcfa en 2006 contre 1,34 milliard en 2005, en raison de la baisse des prix liée à la concurrence.

Activité nationale

Les cultures vivrières

Les surfaces cultivées ont été de 58 hectares. L'activité de cette branche est nettement en décroissance suite à l'abandon et à l'arrêt des activités sur certaines exploitations. A cet effet, la production s'est établie à 577,787 tonnes en 2006 contre 2 343 tonnes en 2005, soit une baisse de 75,3%. Le chiffre d'affaires suit la même tendance en se situant à 155 millions de Fcfa pour 815 millions en 2005, soit 81% de baisse.

On note par ailleurs l'apparition de plusieurs exploitants indépendants sur le marché.

II.2.1.3 Les cultures de rente

En 2006, la Caisse Cacao-Café connaît un regain de son activité qui résulte de la consolidation des achats de cacao et de café auprès des planteurs nationaux après l'obtention d'une subvention de l'Etat en 2005. Ainsi, la Caisse a procédé aux achats de 76,22 tonnes de café de cerise au prix de 400 Fcfa le kilogramme, contre 31,7 tonnes en 2005, soit une hausse de 140,4%.

Parallèlement, 144,504 tonnes de cacao de grade supérieur et 71,27 tonnes de cacao de grade inférieur ont été achetées aux prix respectifs de 600 Fcfa et 400Fcfa le kilo.

Le secteur de l'hévéa se caractérise par des performances appréciables depuis la reprise des activités par le groupe SIAT. Ainsi, la production du caoutchouc humide s'est établie à 25 733 tonnes en 2006 contre 23 622 tonnes en 2005.

Cette progression de 8,9% résulte de l'accroissement du nombre d'arbres saignés et de l'apport des plantations du volet villageois. Parallèlement, la production du caoutchouc usiné s'accroît de 23,1%, soit 11 609 tonnes en 2006 contre 9 429 tonnes en 2005.

En conséquence, le chiffre d'affaires engendré par les ventes de caoutchouc s'est élevé à 12,665 milliards de Fcfa, en progression de 67,5%, en raison des prix rémunérateurs sur le marché international.

II.2.2 L'élevage

Les activités d'élevage restent quasiment au stade rudimentaire et sont le fait de quelques nationaux et expatriés.

Le département de l'élevage a enregistré en 2006 un total de 2105 éleveurs sur l'ensemble du territoire national qui ont produit 35 millions d'unités d'œufs et 8 831 tonnes de viande, répartie comme suit :

- 2 512 tonnes de viande bovine (élevage extensif) ;
- 420 tonnes de viande ovine (élevage traditionnel) ;
- 260 tonnes de viande caprine (élevage traditionnel) ;
- 2 534 tonnes de viande porcine (50% élevage traditionnel et 50% semi moderne) ;
- 3 105 tonnes de volaille (80% élevage traditionnel).

Activité nationale

En 2006, le Ranch Nyanga, repris par SIAT, a enregistré un élargissement de son cheptel de l'ordre de 55,8%, soit 1 787 têtes contre 1 147 en 2005. C'est la résultante de la reconstitution naturelle du cheptel et d'un meilleur suivi du bétail.

II.2.3 La pêche

Le Gabon possède d'importants atouts, insuffisamment exploités en matière de pêche. Il s'agit en effet d'une façade maritime de 800 kilomètres, de nombreux cours d'eau sur une superficie globale de 10.000 km², des réserves halieutiques maritimes et continentales estimées respectivement à plus de 210.000 et 24.000 tonnes.

On distingue trois (3) types de pêches :

- la pêche industrielle ;
- la pêche artisanale maritime et continentale ;
- la pisciculture.

Au regard des statistiques, le secteur pêche a connu une tendance à la baisse de l'ordre de 4,8%, soit une production totale de 41 842,6 tonnes en 2006 contre 43 941 tonnes l'année précédente.

Evolution de la production de poissons, mollusques et crustacés

(en tonnes)	2004	2005	2006	06/05
Production				
- Pêche industrielle	12 560	11 620	9 786	-15,8%
- Pêche artisanale (maritime et continentale)	32 500	32 243	31 983	-0,8%
- Pisciculture	80	78	74	-5,1%
Total	45 140	43 941	41 843	-4,8%

Source : Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture

II.2.3.1 La pêche industrielle

La pêche industrielle se pratique, d'une part dans la zone comprise entre 3 et 6 miles marins pour les navires battant pavillon gabonais, d'autre part entre 6 et 200 miles marins pour les navires battant pavillon étranger. La pêche industrielle est dominée par les prises de crevettes qui se caractérisent par une forte valeur marchande.

La production a décliné de 15,8% en 2006 du fait de la baisse du nombre de navires (problème lié à l'approvisionnement en carburant et au non renouvellement des licences) et de la vétusté des unités de pêche.

II.2.3.2 La pêche artisanale

La pêche artisanale englobe une variété élargie d'espèces de poissons et représente plus de 75% de la production totale.

La pêche artisanale maritime est dominée par les étrangers, tandis

Activité nationale

que celle artisanale continentale, plus propice en saison sèche, est davantage pratiquée par les nationaux. En dépit de l'effort de pêche, le problème de renouvellement des unités de production a induit en 2006 une baisse de la production de l'ordre de 0,8%.

II.2.3.3 La pisciculture

Malgré la réhabilitation de certaines unités de production, l'activité de l'aquaculture est en diminution de 5,1% en raison du manque d'expertise en la matière de la part des opérateurs et des difficultés d'approvisionnement en aliments pour poissons.

II.3 LES INDUSTRIES

II.3.1 Le secteur agro-alimentaire

Le secteur agroalimentaire comprend :

- la production meunière et avicole ;
- les huiles et les corps gras ;
- la production sucrière ;
- les produits laitiers et les glaces ;
- les boissons et le tabac.

D'une manière globale, les industries agroalimentaires connaissent en 2006 un raffermissement de leur activité, compte tenu des bons résultats enregistrés par la plupart des branches de ce secteur. Cet affermissement s'explique, entre autres, par le regain d'activité observé dans les autres secteurs et par les effets positifs liés à l'organisation des fêtes tournantes et des élections législatives.

II.3.1.1 La production meunière et avicole

La production meunière et avicole est assurée en grande partie par la SMAG. Les performances appréciables observées en 2006 résultent de la hausse de la demande domestique et de la meilleure qualité des produits SMAG.

La production de farine a augmenté de 9,3%, s'établissant à 58 161 tonnes. L'accroissement de petits éleveurs (porcs, volailles, etc.) a induit une hausse de 9,3% de la production des aliments pour bétail. En dépit de l'effet grippe aviaire, la production des oeufs a progressé légèrement de 0,6%.

Le raffermissement des ventes à hauteur de 1,1%, s'est traduit par une progression du chiffre d'affaires de 3,3% en 2006 pour un montant de 21,03 milliards de Fcfa contre 20,361 milliards en 2005, dans un contexte de hausse des prix des principaux produits.

Activité nationale

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2004	2005	2006	06/05
Productions				
Farine (en tonnes)	52 490	53 220	58 161	9,3%
Issues (en tonnes)	12 771	13 430	14 653	9,1%
Aliments pour bétail (en tonnes)	11 259	12 417	13 571	9,3%
œufs (en milliers d'unités)	35 245	40 553	40 812	0,6%
Ventes locales de farine (en tonnes)	51 887	54 185	54 780	1,1%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	19 532	20 361	21 030	3,3%
Investissements (en millions)		650	2 334	259,1%
Effectifs (nombre d'agents)	269	261	259	-0,8%
Masse salariale (en million de Fcfa)	1 841	2 323	1 971	-15,2%

Source : Smag

Les investissements réalisés en 2006 ont été multipliés par 3 et ont consisté en l'extension de la nouvelle usine de production de farine pour un montant de 2,334 milliards de Fcfa. Les effectifs restent quasiment stables (259 contre 261 en 2005), tandis que la masse salariale baisse de 15,2%.

II.3.1.2 Les huiles et corps gras

En 2006, la filière huile et corps gras s'est caractérisée par des difficultés sur le plan agronomique et industriel. En effet, l'accès aux plantations durant la saison de pluies a été rendu difficile à cause du mauvais état des routes, se traduisant par la putréfaction des régimes de palme. Par ailleurs, au niveau de l'usine, les problèmes techniques rencontrés en cours d'année ont empêché le fonctionnement à pleine capacité de l'outil de production (taux d'utilisation de 65%).

la société SIAT a donc récolté 35 168 tonnes de régime de palme pour une production de 7 587 tonnes d'huile brute en 2006. Sur le plan industriel, 4 377 tonnes d'huile raffinée (oléine) et 1 359 tonnes de savon ont été produites.

II.3.1.3 La production sucrière

La Société Sucrière de Franceville (SUCAF) détient l'exclusivité de la production et de la vente de sucre. En 2006, l'observé conjoncturel fait ressortir des contre-performances tant sur le plan agronomique qu'industriel et commercial.

Sur le plan agronomique, la forte pluviométrie observée n'a pas permis une bonne concentration du sucre dans les cannes.

Sur le plan industriel, la production de sucre baisse de 14,8% pour un volume de 21 475 tonnes. Malgré le bon comportement du sucre granulé en sachet en raison de son appréciation par les consommateurs, la

Activité nationale

transformation de sucre se solde par une baisse de 1,8% du sucre en morceaux et de 22,5% pour ce qui est des autres granulés.

Cette morosité au niveau de la production a induit une contraction des ventes locales et des exportations de l'ordre de 12,8% et partant, celle du chiffre d'affaires à hauteur de 4,6%, s'établissant à 14,421 milliards de Fcfa contre 15,119 milliards en 2005.

Evolution de l'activité sucrière

	2004	2005	2006	06/05
Production (en tonnes)	23 522	25 207	21 475	-14,8%
Sucre (en morceaux)	9 072	9 346	9 179	-1,8%
Autres granulés	14 450	15 861	12 296	-22,5%
Ventes (en tonnes)	22 506	27 989	24 408	-12,8%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	13 095	15 119	14 421	-4,6%
Valeur ajoutée (en millions de Fcfa)		5 790	6 771	16,9%
Investissements (en millions de Fcfa)		1 738	1 656	-4,7%
Effectifs (nombre d'agents)		493	475	-3,7%
Masse salariale (en millions de Fcfa)		2 852	2 960	3,8%

Source : Sucaf

II.3.1.4 Les produits laitiers et les glaces

Spécialisée dans la branche laitière, la Société Industrielle Gabonaise de Laiterie Librevilloise (SIGALLI) a amélioré ses performances en 2006 par rapport à 2005.

Ainsi, la production de yaourts a progressé de 11,73% et celle de jus de fruit de 18,26% suite au changement du réseau de distribution et à l'apparition de nouveaux produits.

Parallèlement, le chiffre d'affaires a augmenté de 15,64% s'établissant ainsi à 6,375 milliards de Fcfa en 2006 contre 5,513 milliards en 2005.

Evolution de l'activité de la branche des produits laitiers

	2004	2005	2006	06/05
Productions				
- Yaourts (en tonnes)	2507	2771	3096	11,73%
- Jus de fruits (en milliers de litres)	4758,6	5090,3	6020	18,26%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	5124	5513	6375	15,64%

Source : Sigalli

II.3.1.5 Les boissons et le tabac

La branche des boissons et du tabac est marquée en 2006 par un raffermissement de l'activité sous l'impulsion de la demande locale et de la vigueur des exportations vers les pays de la CEMAC.

Activité nationale

II.3.1.5.1 Les bières et les boissons gazeuses

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré au cours de l'année 2006 des résultats forts appréciables en raison de la forte demande de ces produits sur le marché domestique. Cette évolution est à mettre sur le compte de l'organisation des fêtes tournantes dans la province de l'Estuaire, des fêtes de fin d'année et des élections législatives.

Ainsi, la production de bières et de boissons gazeuses connaît des hausses respectives de 7,1% et 14,4% pour s'établir à 912 486 et 709 771 hectolitres. De même, les vins progressent de 15,48% au cours de la même période.

En conséquence, le chiffre d'affaires généré par les ventes des boissons gazeuses et alcoolisées est passé de 63,646 milliards de Fcfa en 2005 à 70,657 milliards, soit une hausse de 11,02%.

Evolution de l'activité (boissons gazeuses et alcoolisées)

	2004	2005	2006	06/05
Productions (en hectolitres)				
Bières	750 112	852 063	912 486	7,09%
Boissons gazeuses	548 311	620 163	709 771	14,45%
Vins	32 514	32 420	37 439	15,48%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	60 894	63 646	70 657	11,02%

Sources : Sobraga, Sovingab, Soboleco

II.3.1.5.2 L'eau minérale

Pour l'année 2006, l'activité a été marquée par l'incendie survenu le 3 juin et qui a ravagé une partie de l'usine, en détruisant uniquement le stock de matières premières et de produits finis.

En dépit de ce sinistre qui a occasionné deux semaines d'inactivité, la production d'eau s'est établie à 113 818 hectolitres, soit une progression de 19,3% en 2006.

Parallèlement, le chiffre d'affaires a atteint 3,640 milliards de Fcfa, en hausse de 2,9% par rapport à 2005, suite à la vigueur de la demande, inhérente aux élections législatives et aux fêtes tournantes de l'indépendance.

Les effectifs demeurent stables, soit 36 employés, alors que la masse salariale augmente de 19,7% du fait de la revalorisation des salaires.

Activité nationale

Evolution de la branche de l'eau minérale

	2004	2005	2006	06/05
Production d'eau (en hectolitres)	65 376	95 423	113 818	19,28%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	1 877,80	3 536	3 640	2,94%
Effectifs	36	36	36	0,00%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	196,7	230	275,576	19,82%

Source : Soboleco

II.3.1.5.3 L'industrie du tabac

Dans son ensemble, l'activité du secteur tabac dégage des résultats mitigés.

Ainsi, la fermeté de la demande des pays de la sous-région a induit une augmentation des productions de scaferlatis de 19,57% et de cigarettes de 6,09%. A cet effet, les exportations de cigarettes se sont multipliées par deux, tandis que, celles de scaferlatis ont progressé de 9,01%.

En dépit de ces performances, le chiffre d'affaires a baissé de 9,38% en raison de la faiblesse du marché local et principalement à cause de la perte de la licence de DUNHILL.

Evolution de l'activité de la filière du Tabac

	2004	2005	2006	06/05
Production				
- Scaferlatis (en tonnes)	552,1	1 731,7	2 070,7	19,57%
- Cigarettes (millions d'unités)	459,9	550,4	583,9	6,09%
- Tabac en feuilles (caisses)	3 143,0	2 826,0	2 192,0	-22,43%
Ventes locales				
- Cigarettes (millions d'unités)	346,4	343,0	156,9	-54,26%
- Tabac en feuilles (caisses)	3 081,0	2 821,0	2 268,0	-19,60%
Exportation				
- Scaferlatis (en tonnes)	791,0	1 474,4	1 607,2	9,01%
- Cigarettes (millions d'unités)	86,3	207,0	425,8	105,71%
Chiffre d'affaires (en millions)	13 389,0	18 692,0	16 938,0	-9,38%

Source : Sociga

II.3.2 Les industries du bois

Dans le contexte de diversification de l'économie nationale, l'industrialisation de la filière bois a constitué l'un des axes majeurs de la loi 01/01 du 31 décembre 2001, portant code forestier au Gabon, tout comme l'aménagement des forêts et la protection des écosystèmes. Ce processus d'industrialisation s'est poursuivi en 2006.

Activité nationale

On recense dans cette filière quatre types d'industries, avec la prédominance des activités liées à la première transformation. Il s'agit des unités de sciage, de déroulage, de tranchage et enfin les unités de menuiseries, d'ébénisterie, de tapisserie et les dépôts de vente de bois.

La structure de production industrielle de bois ouvrés comprend 65 usines en 2006, toutes activités confondues contre 49 en 2005, soit une hausse de 32,65%. Ce relèvement incombe au segment sciage qui, à lui seul, compte 53 unités dont 16 nouvellement implantées, mais de très petite taille.

II.3.2.1 Les unités de sciage

Les unités de sciage sont disséminées à travers le pays et sont plus concentrées dans les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime (plus de 80% de l'ensemble du segment) qui détiennent les principaux points d'évacuation des produits. Elles produisent en général les chevrons, les lattes et les planches.

Toutefois, comparativement à 2005, le segment sciage a enregistré une contraction de la production de 25,1% en 2006. Celle-ci passe de 229 687 m³ à 171 922 m³, ce en raison des difficultés d'approvisionnement rencontrées surtout par les petites unités de production.

Cette situation s'est traduite par la baisse des ventes locales et des exportations respectivement de 58,4% et 1,5%.

Evolution de l'activité des unités de sciage

(en mètres cubes)	2004	2005	2006	06/05
Production	170 185	229 687	171 922	-25,1%
Ventes locales	16 147	20 197	8 400	-58,4%
Exportations	120 921	166 089	163 522	-1,5%

Source : Direction du Développement de l'Industrie et du Commerce du Bois (DDICB)

II.3.2.2 Les unités de déroulage

Ce segment comprend les unités de placages dont les produits sont commercialisés en l'état et les unités de fabrication de contreplaqués qui utilisent les placages comme consommations intermédiaires.

Les unités de placage

La production de placage est passé de 175 247 m³ en 2005 à 195 240 m³ en 2006, soit une hausse de 11,4%, grâce à la stratégie mise en place par certaines entreprises de ce segment consistant à élargir la gamme de ce produit en réduisant au maximum le rejet de bois.

Les ventes aux industries locales ont régressé de 38,5% en raison d'une faible demande.

Les exportations, quant à elles, ont augmenté de 24,2% pour se situer à 178 655 m³ en 2006 sous l'effet de la forte demande extérieure.

Activité nationale

Evolution de l'activité des unités de placage

(en mètres cubes)	2004	2005	2006	06/05
Production	120 715	175 247	195 240	11,4%
Ventes locales	645	156	96	-38,5%
Exportations	117 804	143 791	178 655	24,2%

Source : Ddcib

Les unités de contreplaqué

Au nombre de 3, après la fermeture de Siboga, ces unités réalisent du contreplaqué à base d'Okoumé.

La production de contreplaqué augmente de 30,8% à 55 931 m³, suite aux efforts consentis par les opérateurs en matière d'investissement afin d'améliorer les performances des usines et partant, la qualité du produit.

En dépit de la rude concurrence exercée par les produits camerounais sur le marché national, les ventes locales s'apprécient considérablement de 76,2% en raison de la forte demande des entreprises des travaux publics, en rapport avec les fêtes tournantes.

Les exportations ont progressé de 31,5% sous l'effet de la fermeté de la demande extérieure.

Evolution de la production et des ventes de contreplaqué

(en mètres cubes)	2004	2005	2006	06/05
Production	52 766	42 759	55 931	30,8%
Ventes locales	2 330	6 667	11 746	76,2%
Exportations	49 262	30 471	40 069	31,5%

Sources: Cora wood, Rougier Gabon, Get

II.3.2.3 Les unités de tranchage

Seule l'entreprise « Bois Tranchés » opère dans ce segment. Elle produit ses placages tranchés à base du Longhi et de l'Okoumé. Elle se lance désormais dans une politique de diversification des essences à l'exportation. « Bois Tranchés » emploie 101 agents en 2006 contre 94 en 2005.

Evolution de l'activité tranchage

(en mètres cubes)	2004	2005	2006	06/05
Production	3 493	2 393	2 074	-13,3%
Ventes locales		73	12	-83,6%
Exportations		2 146	1 397	-34,9%

Source : Bois Tranchés

Activité nationale

En 2006, l'activité de cette entreprise est morose à cause des difficultés d'approvisionnement en matière première et de la concurrence des pays comme le Cameroun, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Au 31 décembre 2006, l'entreprise a produit un volume de 2 074 m³, en retrait de 13,3%, alors que les ventes locales et les exportations chutent respectivement de 83,6% et 34,9%.

II.3.2.4 Les unités de menuiserie et d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

Ce sont les unités de troisième transformation dont le nombre serait de 300 menuiseries et ébénisteries contre 265 unités en 2005. Elles évoluent généralement dans le secteur informel et l'approvisionnement se fait auprès des scieurs artisanaux plutôt que dans les scieries industrielles.

Ces activités, perceptibles dans les principales villes du Gabon, sont de dimension modeste et de très faible capacité. Elles sont spécialisées principalement dans la fabrication des meubles et autres travaux de décoration destinés au marché domestique.

La main d'œuvre de ces structures passe de 820 employés en 2005 à 840 employés en 2006, soit une augmentation de 2,4%.

II.3.3 Le raffinage

Suite à un arrêt technique de deux mois, la raffinerie a terminé l'année 2006 avec des contre-performances sur le plan industriel.

Le brut traité

En 2006, le volume de brut traité a baissé de 6,5% pour se situer à 714.778 tonnes contre 764.728 tonnes l'année précédente..

Evolution de l'activité de la production de Sogara

(en tonnes métriques)	2004	2005	2006	06/05
Total brut traité	726 578	764 728	714 778	-6,5%
Compte propre	708 636	728 377	714 778	-1,9%
Compte des tiers	17 942	36 351	0	
Total Importations		132 429	166 593	25,8%

Source : Sogara

La commercialisation

Sur le plan local, on observe une bonne tenue des ventes du pétrole lampant (22,8%), du super (5,3%), du Gas-oil moteur (9,5%). Par contre, le Jet A1, le fuel-oil 380 et le Bitume baissent respectivement de 6 %, 30,2% et 32,2%.

Activité nationale

Quant aux produits exportés, le fuel-oil 380 export, a augmenté de 10,5%, tandis que le super export a baissé de 27%. Il n'y a pas eu d'exportation de Jet A1, de Fuel et de Gas-oil en 2006.

Ainsi, le chiffre d'affaires s'est élevé à 166,643 milliards de Fcfa en 2006 contre 153,097 milliards en 2005, soit une appréciation de 8,95% reposant essentiellement sur les ventes locales dont la valeur est en hausse de 1,9%.

Evolution des ventes de produits pétroliers

	2004	2005	2006	06/05
Butane (TM)	19 679	21 097	21 657	2,7%
Super (m3)	59 097	60 315	63 530	5,3%
Fuel-oil 380 (TM)	57 618	80 020	55 848	-30,2%
Pétrole lampant (m3)	28 115	26 290	32 295	22,8%
Turbine fuel (m3)	66 719	78 810	73 373	-6,9%
Gas-oil Moteur (m3)	288 141	363 390	397 952	9,5%
Bitume (TM)	177	966	655	-32,2%
Super export (TM)	35 636	37 875	27 324	-27,9%
Gas-oil export (m3)	20 582	200	0	-100,0%
Turbine fuel export (m3)	9 988	28 974	0	-100,0%
Fuel-oil 380 export (TM)	261 465	229 685	253 777	10,5%

Source : Sogara

Les investissements

En ce qui concerne les investissements, la société a consacré 39,6 milliards de Fcfa dont 38,1 milliards qui ont contribué à l'achat des équipements pour l'amélioration de l'outil de production.

Evolution des autres indicateurs d'activité (raffinage)

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	122 390	153 097	166 643	8,8%
Ventes locales	91 482	110 419	119 006	7,8%
Exportations	30 908	42 678	47 637	11,6%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)		57 056	55 290	-3,1%
Investissements (millions de Fcfa)	8 313	8 313	39 665	377,1%
Masse salariale (millions de Fcfa)	7 547	8 800	10 076	14,5%
Effectifs	421	471	465	-1,3%

Source : Sogara

Les effectifs ont accusé une baisse de 1,3%. Par contre la masse salariale a enregistré une hausse de 14,50%.

Activité nationale

II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

L'activité du secteur énergie consiste en la production et la distribution d'eau et d'électricité. Cette activité est assurée par la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG), filiale du groupe Veolia Water, qui en détient le monopole sur le territoire national.

Evolution de l'activité de la SEEG

	2004	2005	2006	06/05
Abonnements (nombre)				
Electricité	156 669	168 705	179 370	6,3%
Eau	93 055	100 633	107 089	6,4%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 337,13	1 364,00	1 463,00	7,3%
Eau (en millions de m ³)	63 233,42	67 000,00	73 000,00	9,0%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 121,9	1 138,0	1 196,0	5,1%
Moyenne tension	513,43	502,00	517,00	3,0%
Basse tension	608,48	636,00	679,00	6,8%
Eau (en millions de m ³)	52,92	55,00	59,00	7,3%
Chiffre d'affaires total (en milliards de Fcfa)	85,56	93,00	101,12	8,7%
Electricité	67,37	73,60	80,00	8,7%
Eau	14,63	15,80	16,90	7,0%
Prestations	3,56	3,60	4,30	19,4%
Valeur ajoutée	41,51	36,23	47,83	32,0%
Investissements	22,37	34,23	30,65	-10,5%
Masse salariale	19,40	19,88	20,25	1,9%
Effectifs	1 478	1 484	1 463	-1,4%

Source : Seeg

II.3.4.1 L'électricité

En 2006, la production d'électricité s'est élevée à 1 463 millions de kwh, soit une hausse de 7,3% par rapport à 2005, imputable à la production d'origine hydroélectrique inhérente à l'amélioration de la pluviométrie.

Le volume des ventes s'est établi à 1 196 millions de kwh, augmentant ainsi de 5,1% comparativement à l'année dernière.

Cette amélioration provient essentiellement des ventes basse tension sous l'effet de l'accroissement du nombre d'abonnés de 6,8%.

La poursuite de l'extension de la desserte des villes du pays dans le cadre des fêtes tournantes de l'indépendance ainsi que la demande soutenue des secteurs d'activité ont conforté ce résultat.

Activité nationale

II.3.4.2 L'eau

La branche eau voit son volume de production passer de 67 millions de m³ en 2005 à 73 millions en 2006. Par ailleurs, les ventes en volume sont en hausse de 7,3% pour se situer à 59 millions de m³ en 2006 contre 55 millions en 2005. La croissance linéaire de la demande est le facteur explicatif du raffermissement de la branche eau.

Le chiffre d'affaires total généré par les ventes d'électricité et d'eau ainsi que des prestations diverses, est en hausse de 8,7%. Cette progression est consécutive au relèvement des tarifs, à l'augmentation de la demande des ménages, des industries et de l'Etat.

La valeur ajoutée ressort à 47,83 milliards de Fcfa en 2006 contre 36,23 en 2005, soit une amélioration de 32%, du fait de la faible utilisation de la centrale thermique d'Owendo.

A l'inverse, les investissements sont en baisse de 10,5% à 30,653 milliards de Fcfa et ont servi au renouvellement de l'outil de production.

Les effectifs ont connu une légère réduction expliquée par les départs à la retraite et les licenciements. Les paiements des droits occasionnés par les départs ci-dessus évoqués sont à l'origine de l'augmentation de la masse salariale de 1,9%.

II.3.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation, hormis le raffinage et les agro-industries, comportent des activités tributaires des secteurs pétroliers, du BTP et des grandes surfaces commerciales. La chimie, les matériaux de construction et la seconde transformation des métaux sont les composantes de la branche «Autres Industries de Transformation».

Le chiffre d'affaires de la branche «Autres Industries de Transformation», d'un montant de 63 milliards de Fcfa, a connu une progression de 10,35% résultant essentiellement de la forte demande du marché pétrolier, marqué par le lancement des nouveaux produits à haute valeur ajoutée.

La fête de l'indépendance organisée dans l'Estuaire et la tenue des élections législatives ont également permis de la doper. Les exportations participent également au dynamisme de l'activité des autres industries de transformation.

II.3.5.1 La chimie

L'industrie chimique comprend les peintures, les gaz industriels, les lubrifiants et les autres produits dérivés des intrants chimiques.

La hausse des prix des produits chimiques consécutive à celle des matières premières sur le marché international et l'augmentation des commandes des grandes surfaces commerciales sont les principaux facteurs qui expliquent l'accroissement du chiffre d'affaires de 9,60%, soit 23,089 milliards de Fcfa à fin 2006.

Des investissements à hauteur de 481,4 millions de Fcfa en 2006, en baisse de 19,6%, ont été consacrés principalement au renouvellement de l'outil de production, à l'amélioration de la productivité et à l'expansion des activités.

Activité nationale

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2004	2005	2006	06/05
Productions				
- Peintures (tonnes)	3 260,6	5 426,2	5 333,6	-1,7%
- Gaz industriels (m3)	5 265	669 555	433 766	-35,2%
- Lubrifiants (tonnes)	6 687	6 753	6 947	2,9%
- Emballages (unités)	436 211	544 668	700 240	28,6%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	16 086,8	21 057,6	23 089,4	9,6%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	2 994,7	6 280,0	6 561,7	4,5%
Effectifs (nombre d'agents)	272	262	287	9,5%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 786,3	2 095,9	2 161,5	3,1%
Investissements (millions de Fcfa)	775,8	599,0	481,4	-19,6%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, Gaboa, Pizolub, Mousse Industrie, Satoga

Le renforcement des effectifs de 9,5%, passant de 262 employés en 2005 à 287 en 2006, a induit un relèvement de la masse salariale de 3,1% par rapport à l'exercice précédent. Elle s'est élevée alors à 2161,5 millions de Fcfa en 2006.

Les peintures

L'activité de fabrication des peintures s'est caractérisée par une atonie au niveau de la production imputable à la rupture des matières premières en provenance de certains pays instables du Moyen Orient. Aussi, le tonnage, en baisse de 1,71% comparativement à l'année précédente, s'est établi à 5 333,6 tonnes en 2006. Toutefois, il faut relever la hausse du chiffre d'affaires de 4,89%.

Les gaz industriels

La production de gaz industriels a enregistré une chute de 35,22% et sont évalués à 433 766 m³ au cours de la même période. Cette régression s'explique par le ralentissement des activités de certains hôpitaux de la C.N.S.S.

Les lubrifiants

En revanche, la production des lubrifiants a connu une légère progression de 2,87 % due à la hausse de la demande locale et à l'accroissement des exportations vers la Guinée Equatoriale et le Congo. La production s'est situé à 6 947 tonnes en 2006.

Corrélée aux commandes des lubrifiants, la production des emballages, en dépit de la rupture des stocks consécutive à un problème d'approvisionnement, a progressé pour atteindre 700 240 unités en 2006.

Activité nationale

II.3.5.2 Les matériaux de construction

L'activité des ciments du Gabon s'est caractérisée par une atonie imputable à l'obsolescence de l'outil de production. En vue de répondre aux besoins du marché local, la société a procédé à des importations pour combler le déficit dudit produit.

La production de clinker est passée de 167 380 tonnes en 2005 à 145 985 tonnes en 2006. Cette baisse de 12,8% n'est autre que le résultat des problèmes techniques rencontrés au cours de l'année en raison de la défectuosité de l'usine de Ntoum.

Les difficultés d'approvisionnement en clinker et de fonctionnement du broyeur de l'usine d'Owendo ont induit une régression de 4,9% de la production de ciment pour un volume de 273 242 tonnes en 2006.

Parallèlement, les agrégats ont reculé de 43,1% pour se situer à 63 603 tonnes en 2006.

Le volume de sable de construction extrait s'est établi à 250 000 tonnes en 2006 contre 150 000 tonnes en 2005 et traduit une hausse de 66,7%, attribuable en grande partie à la fermeté de la demande tirée par les travaux des BTP dans le cadre des fêtes de l'indépendance à l'Estuaire.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires est en hausse de 4,5% compte tenu des importations provenant principalement de la Chine qui ont compensé la baisse de production. Aussi, s'est-t-il situé à 26,121 milliards de Fcfa en 2006 contre 25,004 milliards en 2005.

La valeur ajoutée, en chute de 53,4% suite aux difficultés de production des usines de Ntoum et d'Owendo, s'est chiffrée à 2 258 millions de Fcfa sur la même période.

Evolution de l'activité de la branche des matériaux de construction

	2004	2005	2006	06/05
Production (tonnes)				
Clinker	210 539	167 380	145 985	-12,8%
Ciment	271 755	287 204	273 242	-4,9%
Agrégats	112429	111 835	63 603	-43,1%
Sable (m3)		150 000	250 000	66,7%
Vente de ciment (tonnes)	260 682	277 017	270 492	-2,4%
Marché domestique	227 365	251 412	267 052	6,2%
Exportations de ciment (tonnes)	33 317	25 605	3 440	-86,6%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	22 201	25 004	26 121	4,5%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	7 050	4 841	2 258	-53,4%
Effectifs (nombre d'agents)	290	320	326	1,9%
Masse salariale (millions de Fcfa)	3 667	4 198	4 527	7,8%
Investissements (millions de Fcfa)	1 044	850	1547,03	82%

Sources:Cimgabon et la Sablière d'Owendo

Des investissements, d'un montant de 1547,03 millions de Fcfa ont été réalisés et orientés essentiellement vers le renouvellement des équipements en 2006.

Activité nationale

Les effectifs qui ont connu des mouvements de départs et de recrutements comptent 326 employés en 2006 contre 320 en 2005, soit une réduction de 1,9%.

II.3.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux intègre la construction métallique et la transformation de l'aluminium. Généralement, les entreprises de ce segment exercent des activités de montage d'éléments semi-ouvrés importés et produisent essentiellement pour le marché local. Il s'agit, entre autres, des articles de ménage, des tôles, de la chaudronnerie, de la métallurgie navale et de la menuiserie aluminium.

La réduction des résidus de production de 1,1% soit 3,596 tonnes en 2006 traduit l'amélioration de la productivité du travail consécutive à la formation suivie par le personnel en 2005.

La production des articles de ménages est passée de 13,5 tonnes en 2005 à 7,3 tonnes en 2006. La chute de 45,93% est due d'une part à la forte concurrence asiatique sur le marché domestique et d'autre part, à la rupture des approvisionnements en matières premières.

Les volumes de tôles fabriquées ont baissé de 13 %, se situant à 1 604,157 tonnes en 2006 contre 1 843,80 en 2005. Cette contraction est imputable à une rupture des approvisionnements en matières premières en provenance du Cameroun.

Le chiffre d'affaires de la seconde transformation, tiré par les activités de la chaudronnerie, du chantier naval et de la mécanique, s'est élevé à 13,793 milliards de Fcfa en 2006 contre 11, 033 milliards en 2005.

L'embellie du chiffre d'affaires s'explique par la fermeté de la demande, l'amélioration des délais de livraison des produits finis et des travaux confiés, la modernisation des équipements en vue d'accroître la capacité de production et la qualité du travail.

Evolution de l'activité de la seconde transformation des métaux

	2004	2005	2006	06/05
Production				
Résidus (en tonnes)		3,636	3,596	-1,10%
Articles de ménage (Alga)	37,3	13,5	7,3	-45,93%
Tôles minces		626,48	339,85	-45,75%
Tôles épaisses		1 203,85	1 264,31	5,02%
Total des tôles	1 578,10	1 843,80	1 604,16	-13,00%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	15 487,40	11 033,46	13 793,28	25,01%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	2 517,20	2 501,89	4 401,294	75,92%
Investissements (millions de Fcfa)	5 034,40	128,704	433,24	236,62%
Effectifs (nombre d'employés)	195	175	177	1,14%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 797,60	1 319,57	1 692,59	28,27%

Sources: Sotralga, Sogi, Gamaflex, Big, Roc

Activité nationale

Les investissements ayant pour objectif le renouvellement, l'amélioration de la productivité des machines et du personnel, de la compétitivité ont été réalisés à hauteur de 433,24 millions de Fcfa en 2006 contre 128,704 millions de Fcfa l'année précédente.

Le renforcement des effectifs de 1,14% a induit un relèvement de 28,27% de la masse salariale qui est évaluée à 1 692,591 millions de Fcfa en 2006.

II.3.6. L'imprimerie, l'Édition et la Presse

III.3.6.1 L'Imprimerie

L'imprimerie est globalement marquée par une amélioration de son activité, consécutive à la tenue des élections législatives et à la commande importante des manuels scolaires de l'éducation nationale au titre de la mise en place du programme Approche Par les Compétences (APC).

Le chiffre d'affaires consolidé, a enregistré un raffermissement de 2,94%, passant de 7,644 milliards de Fcfa à 7,869 milliards de Fcfa en 2006. La hausse des prix a, par ailleurs, impulsé cette tendance.

La valeur ajoutée en progression de 4,28% s'est établie à 3,829 milliards de Fcfa.

Les investissements opérés en 2006 ont concerné essentiellement le renouvellement des machines et du matériel roulant. Ils sont évalués à 743,1 millions de Fcfa.

Les effectifs se sont accrus de 1,73% se situant à 176 employés à fin décembre de l'année sous-revue, induisant une hausse de 5,79% de la masse salariale pour un montant de 1,759 milliards de Fcfa.

Evolution de l'activité de l'Imprimerie

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	5 497	7 644	7 869	2,94%
Valeur ajoutée	2 515	3 672	3 829	4,28%
Investissements	126	241,7	743,1	207,45%
Effectifs (nombre de personnes)	170,00	173	176	1,73%
Masse salariale	1 595	1 662	1 759	5,79%

Sources : Multipress Gabon, Polypress, Ateliers Polygraphiques, Sprint, Imprimerie City Press

II.3.6.2 Édition et Presse

L'activité de la sous-branche «Édition et presse», orientée principalement vers la publication des périodiques et la publicité, est caractérisée par une hausse des ventes du quotidien l'Union et par la vigueur de la publicité des opérateurs économiques notamment ceux de la téléphonie mobile en 2006.

Activité nationale

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a observé un raffermissement de 17,41% et s'élève à 3,196 milliards de Fcfa en 2006 contre 2,722 milliards de Fcfa en 2005.

Corrélativement, la valeur ajoutée en hausse de 12,41%, s'est établie à 960 millions de Fcfa en 2006.

Evolution de l'activité de la sous-branche Edition et Presse

	2004	2005	2006	06/05
Production (tonnes)				
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	1 984	2 722,00	3 196	17,41%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	642	854	960	12,41%
Investissements (millions de Fcfa)	120	85	155	82,35%
Effectifs (nombre d'agents)	40	40	41	2,50%
Masse salariale (millions de Fcfa)	336,2	297	329	10,77%

Source : Sonapresse

Les investissements, à hauteur de 155 millions de Fcfa en 2006, ont servi au renouvellement de l'outil de production et se caractérisent par un accroissement de 82,35% par rapport à l'année précédente.

Les effectifs se sont renforcés de 2,50% et comptent 41 contractuels en 2006.

Les départs du directeur général et du directeur financier ont entraîné un relèvement de 10,77% de la masse salariale qui passe à 329 millions de Fcfa en 2006.

II.4 BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) comprend les filiales de multinationales, les entreprises moyennes à capitaux privés locaux ou étrangers et les petites entreprises individuelles.

Le domaine d'action des BTP est la construction et la réhabilitation des bâtiments, des infrastructures, la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que de la réfection du réseau routier. L'activité des BTP est très dépendante des dépenses d'investissements de l'Etat et qui contribue à plus de 75% du chiffre d'affaires consolidé du secteur.

L'activité du secteur s'améliore en 2006. Ainsi, la production vendue croît de 15,7% pour s'établir à 136,607 milliards de Fcfa. Le segment bâtiment génie civil, principal bénéficiaire des marchés publics dans le cadre des fêtes tournantes, explique cette progression.

Parallèlement, les investissements augmentent presque du simple au double, à un taux de 89,6%. Cette explosion s'explique non seulement par le développement des activités d'un nouvel opérateur dans le domaine routier, mais aussi par l'acquisition des véhicules de chantiers en prévision des travaux de fêtes d'indépendance à l'Estuaire.

Enfin, les effectifs ont progressé de 1,4% élevant la masse salariale de 2,8%.

Activité nationale

Evolution de l'activité du BTP

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Production vendue	114 348,0	118 028,3	136 606,7	15,7%
- bâtiment-génie-civil	89 639,5	87 479,8	109 533,4	25,2%
- lignes eau, électricité, téléphone	24 708,5	30 548,5	27 073,3	-11,4%
Valeur ajoutée	28 814,0	38 664,3	42 337,4	9,5%
Investissements	6 262,0	7 557,9	14 330,2	89,6%
Masse salariale	14 583,0	19 450,2	20 001,7	2,8%
Effectifs permanents	2 982	3 153	3 196	1,4%

Sources : Sobéa-Sogéa, Socoba, Dragages, Enélec, Egepc, Vibec, Colas, Entraco, Seteg, Sogafric-Services, Faco Construction, Soco-Btp

II.5 LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Ce secteur d'activité se fragmente en branches qui constituent en fait des modes de transport. On distingue ainsi :

- le transport terrestre ;
- le transport ferroviaire ;
- le transport aérien ;
- le transport maritime et fluvial.

A ces branches s'ajoutent les auxiliaires de transport.

II.5.1 Le transport terrestre

Les activités de cette branche portent essentiellement sur :

- le transport de personnes en :
 - zones urbaines par taxis, mini-bus ou bus (SOGATRA) ;
 - zones périurbaines grâce aux transporteurs suburbains (catégorie de transporteurs érigée par la municipalité et composée par les anciens « clandos » ;
- les liaisons interurbaines à l'aide de véhicules de type break, pick-up, mini-bus ou cars.

On note par ailleurs une amélioration considérable du confort des passagers sur les trajets interurbains, cela eu égard à l'achèvement du bitumage sur certains axes routiers ;

- le transport des marchandises au moyen de véhicules pick-up, de camions ou attelages spécifiques ;
- la location de véhicules de tout genre.

La branche du transport terrestre reste dominée par des opérateurs indépendants. Ces derniers exercent en général de manière artisanale et souvent au mépris de la réglementation en vigueur. La forte atomistique de

Activité nationale

ces opérateurs est telle que les efforts consentis par la commune de Libreville pour contenir les transporteurs suburbains s'avèrent inefficaces.

De plus, les facilités d'accès à la sous-branche des transporteurs suburbains entraînent un amenuisement du nombre de taxis immatriculés à Libreville.

On note toutefois l'existence à Libreville d'une société de transport appartenant à l'Etat (SOGATRA).

Globalement, le transport structuré des biens et des personnes a connu une croissance du chiffre d'affaires de 9,4%. Celui-ci s'est établi à 7,630 milliards de Fcfa contre 6,977 milliards en 2005.

Cette performance découle principalement des entreprises spécialisées dans le transport de grumes et autres marchandises, l'apport des entreprises œuvrant dans le transport des personnes étant fortement obéré par la vigueur du secteur informel.

Evolution de l'activité des transports terrestres

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	5 380	6 977	7 630	9,4%
Valeur Ajoutée	2 268	2 565	2 688	4,8%
Masse Salariale	2 404	2 778	3 068	10,4%
Investissements	529	2 281	989	-56,6%
Effectifs (nombre d'agents)	646	710	811	14,2%

Sources: *Transports Tankes, Sogatra, Transform, Stdi, Sds Dauphin & estimations Dge*

Le relèvement du chiffre d'affaires s'est accompagné de la hausse de la valeur ajoutée qui s'évalue à 2,688 milliards de Fcfa, soit 4,8%. De même, la masse salariale et les effectifs ont évolué respectivement de 10,4% et 14,2%.

Quant aux investissements du secteur, ils se contractent de 56,6% à 989 millions de Fcfa contre 2 281 millions en 2005. Cette tendance baissière est à mettre au passif des sociétés chargées de l'acheminement des grumes.

II.5.2 Le transport ferroviaire

Le chemin de fer traverse 5 provinces sur 9 et compte en tout 22 gares. La voie ferrée est longue de 814 km, la longueur du réseau exploitable est de 645 km.

C'est en novembre 2005 que la convention d'exploitation de la voie ferrée a été attribuée à la Comilog à travers sa filiale SETRAG pour une durée de 30 ans, après deux mandats d'exploitation provisoire.

A la fin de l'année 2006, les principaux indicateurs traduisent une

Activité nationale

amélioration de l'activité ferroviaire avec notamment le volume global des marchandises transportées qui progresse de 1,2%, malgré la baisse du volume de grumes et des produits pétroliers.

Evolution du trafic ferroviaire

(en tonnes)	2004	2005	2006	06/05
Grumes	819 004	767 717	736 978	-4,0%
Bois débités	23 555	27 794	34 072	22,6%
Manganèse	2 345 356	2 842 462	2 885 918	1,5%
Produits pétroliers	30 960	44 698	43 346	-3,0%
Clinker	30 960	21 529	26 842	24,7%
Autres marchandises	206 959	219 568	239 152	8,9%
Passagers (en nombre)	235 225	218 525	229 816	5,2%

Source : Setrag

La hausse de la production de manganèse, soutenue par une demande ferme, a eu pour effet d'accroître le volume transporté par rails, évalué ainsi à 2 885 918 tonnes contre 2 842 462 tonnes en 2005, soit une augmentation de 1,5%.

Pour sa part, le volume de clinker a augmenté de 24,7% par rapport à 2005. Cette performance est corrélée à l'augmentation de la production de l'usine de Franceville. Dans le même ordre d'idées, les autres marchandises connaissent une augmentation des quantités transportées de 8,9% comparativement à l'année 2005.

La croissance du volume des bois débités matérialise davantage la politique d'industrialisation de la filière bois. Elle est de 22,6% par rapport à 2005.

En revanche, on constate que le volume des grumes transportées recule de 4% à la fin de l'année 2006, pour s'établir à 736 978 tonnes eu égard aux difficultés techniques rencontrées par l'opérateur sur le réseau ferroviaire et aux faibles capacités des wagons.

De plus, le ralentissement constaté dans l'exploration minière tout autant que la faible demande de pétrole lampant transfrontalier ont suffi à induire la baisse du volume de produits pétroliers acheminés par rails de 3%.

Le nombre de passagers transportés augmente de 5,2% par rapport à 2005, imputable aux mouvements de population plus importants.

Corrélativement à cette embellie de l'activité, le chiffre d'affaires passe de 32,370 milliards de Fcfa en 2005 à 34,542 milliards de Fcfa en 2006, soit une appréciation de 6,7%. Pour sa part, la valeur ajoutée a enregistré une hausse de 6,7%.

Activité nationale

Evolution des performances de la SETRAG

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	31 111	32 370	34 542	6,7%
Valeur ajoutée	19 500	20 289	21 650	6,7%
Masse salariale	11 400	11 330	11 944	5,4%
Investissements	3 737	3 188	5 755	80,5%
Effectifs (nombre d'agents)	1 300	1 291	1 291	0,0%

Source : Setrag & estimations Dge

La masse salariale et les investissements ont augmenté respectivement de 5,4% et 80,5%. Les investissements ont été orientés essentiellement vers le renouvellement du matériel d'exploitation et la réfection des rails.

II.5.3 Le Transport aérien

Le transport aérien est assuré par de nombreuses compagnies réparties en fonction de leur lieu de résidence ou alors du segment d'activité dans lequel elles exercent. On distingue de ce fait trois catégories :

1. les compagnies installées au Gabon offrant divers services tels que des vols réguliers domestiques et internationaux, des affrètements et les locations à savoir :

- Air-Service, Nouvelle Air Affaires Gabon (N2AG) ;
- Avirex, Nationale Régionale de Transport, Allegiance, SCD Aviation ;
- Afrijet Business Services (clientèle particulière), Heli-Union (clientèle pétrolière).

2. les compagnies internationales étrangères, notamment Air France, Royal Air Maroc, Cameroun Airlines, Bénin Golf Air, Air Ivoire, etc.

Evolution du trafic aérien

	2004	2005	2006	06/05
Mouvements avions commerciaux	22 532	22 784	24 484	7,5%
- réseau domestique	13 403	13 740	15 276	11,2%
- réseau international	9 129	9 044	9 208	1,8%
Nombre passagers	698 589	635 422	603 374	-5,0%
- vols domestiques	319 552	301 635	275 520	-8,7%
- vols internationaux	367 933	310 286	305 347	-1,6%
- en transit	11 104	23 501	22 507	-4,2%
Volume du fret (tonnes)	14 217	14 611	20 011	37,0%
- réseau domestique	1 522	1 418	1 016	-28,3%
- réseau international	12 695	13 193	18 995	44,0%

Source : Adl

Activité nationale

En 2006, il a été constaté une évolution identique à celle de l'année 2005, à savoir une tendance à la hausse des mouvements des avions commerciaux et du fret, contre une baisse du nombre des passagers.

Les mouvements d'avions sont en hausse de 7,5%. Cette performance a été réalisée grâce à la bonne tenue du réseau domestique ; le trafic international, qui a enregistré la liquidation de la compagnie Air Gabon, a plutôt eu tendance à se stabiliser.

II.5.3.1 Le trafic aérien national

En 2006, dans leur ensemble, les indicateurs du trafic domestique connaissent un repli. C'est ainsi que le volume de fret a chuté de 28,3%, pour se situer à 1016 tonnes. De même, le nombre de passagers a baissé de 8,7%, soit 275 520 passagers contre 301 635 en 2005. L'unique évolution positive émane du mouvement des avions qui est en progression de 11,2%.

Le fléchissement de l'activité observé sur le plan national résulte de la cessation d'activité de la Compagnie Nationale Air Gabon. De plus, le transport aérien qui a enregistré une augmentation de ses tarifs subit la concurrence exercée par les autres modes de transport, notamment terrestre, ferroviaire et maritime qui proposent des tarifs plus attractifs

II.5.3.2 Le trafic aérien international

Sur le plan international, le trafic aérien continue de pâtir de la cessation d'activité de la compagnie nationale Air Gabon. Aussi, l'intensification du volume d'activité de la Royal Air Maroc, conjuguée à l'arrivée des compagnies Ethiopian Airlines et Kenya Airways, ont-elles permis de contenir la contraction du nombre de passagers depuis trois ans à plus de 300 000.

Le trafic régional enregistre une embellie eu égard à l'augmentation de l'offre commerciale (Bénin Golf Air, Air Service, Air Ivoire) et du fret avec le Hub sous-régional de DHL installé à Libreville.

Le nombre de passagers a atteint 305 345 contre 310 286 en 2005, soit une baisse de 1,6%. Cette tendance baissière est également perceptible au niveau des passagers en transit. Ces derniers régressent en effet de 4,2% pour s'établir à 22 507.

Quant au volume de fret, il a évolué de 44%. Cette performance remarquable a été réalisée grâce à la présence du Hub sous régional de la compagnie DHL et des effets exogènes engendrés par les mouvements de la Mission de l'Organisation des Nations unies au Congo (MONUC) et des renforts de la force de l'Union Européenne (EUFOR) via Libreville.

II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes

L'échec constaté dans le lancement des activités d'Air Gabon International (AGI) n'a fait qu'accentuer la crise dans un secteur où l'offre n'a cessé de décliner.

Activité nationale

Evolution des performances des compagnies aériennes

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	66 328	66 258	37 987	-42,7%
Valeur Ajoutée	3 533	5 625	12 399	120,4%
Masse Salariale	15 178	17 063	4 293	-74,8%
Investissements	52 874	19 193	23 361	21,7%
Effectifs (nombre d'agents)	938	1154	429	-62,8%

Sources : Air Gabon, Air France, N2ag, Bénin Golf Air, Cam Air, Nationale Régionale de Transport, Ram, Dgi & estimations Dge

En 2006, les investissements ont crû de 21,7%. Ils se situent à 23,361 milliards de Fcfa contre 19,193 milliards une année auparavant.

La valeur ajoutée suit également cette tendance haussière, pour se situer à 12, 399 milliards de Fcfa, soit 120,4% de hausse.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires et les effectifs, ils ont baissé respectivement de 42,7% et 62,8%. Une fois de plus, ces contre-performances sont imputables à la cessation des activités de la compagnie Air Gabon.

II.5.4 Le transport maritime et fluvial

La branche des transports maritime et fluvial est constituée de plusieurs armements spécialisés dans des segments précis :

- Armement Secam Gabon et Getma qui transportent des marchandises en direction de l'Europe et de l'Asie ;
- Le groupe Delmas SDV, qui assure les liaisons maritimes du Gabon avec la côte Ouest-africaine et l'Europe ;
- Satram (Antarès) et EGCA effectuent les liaisons entre Libreville et Port-Gentil ;
- CNI (compagnie de navigation intérieure) le long du fleuve Ogooué et la lagune du Fernan Vaz.

II.5.4.1 Le transport fluvial

Au niveau du transport fluvial, l'opérateur national CNI enregistre sa deuxième année d'inactivité. Cet immobilisme résulte toujours de la défectuosité de l'outil de production, car aucun des caboteurs en panne n'a été remplacé jusque là.

II.5.4.2 Le transport maritime

En 2006, l'activité des principales compagnies maritimes du pays connaît une certaine amélioration, grâce notamment à la hausse continue du volume de manganèse exporté.

Activité nationale

Evolution des performances des compagnies maritimes

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	27 573	33 724	35 529	5,35%
Valeur ajoutée	14 856	17 254	17 724	2,72%
Masse salariale	7 542	7 852	7 852	0%
Investissements	2 144	4 189	3 439	-17,90%
Effectifs (nombre d'agents)	672	695	698	0,90%

Sources : Smit, Socopao, Sdv, Maersk Gabon SA, Dgi et estimations Dge

Le chiffre d'affaires de la branche progresse de 5,3% pour s'établir à 35 529 millions en 2006. Parallèlement, la valeur ajoutée s'améliore de 2,7% ; la masse salariale et les effectifs sont restés quasiment stables. Quant aux investissements, ils enregistrent un nouveau repli de 17,9%.

II.5.4.3 Les activités portuaires

L'Etat gabonais a concédé la gestion des ports d'Owendo et Port-Gentil à la société SIGEPRAG le 20 septembre 2003. SIGEPRAG est une filiale du groupe espagnol Progrossa Investment/Puertos de Las Palmas. Quant aux autres activités, à savoir la gestion du domaine portuaire, exploitation du port à bois, beaches privés et rades annexes, elles relèvent toujours de la compétence de l'Oprag.

II.5.4.3.1 Le port d'Owendo

L'année 2006 a été marquée par une baisse de l'activité au port d'Owendo. On note ainsi un repli de 14,9% du volume total de marchandises manipulées, occasionné par la chute 65,4% des autres marchandises, malgré la hausse de 18,7% des produits forestiers et de 2,5% du volume de manganèse.

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2004	2005	2006	06/05
Mouvements des bateaux (nombre)	1 236	1 529	1 493	-2,4%
Volume total de marchandises	4 548 722	5 838 706	4 967 626	-14,9%
Produits forestiers	708 193	1 191 565	1 413 999	18,7%
- Grumes	665 522	1 012 060	1 188 899	17,5%
- Bois semi-ouvrés	42 671	179 505	225 100	25,4%
Manganèse	2 246 769	2 866 632	2 937 499	2,5%
Autres marchandises	885 567	1 780 509	616 128	-65,4%

Source: Sigeprag

II.5.4.3.2 Le port de Port-Gentil

Au port de Port-Gentil, le nombre de mouvements des bateaux s'est contracté de 7,1% (1664 mouvements en 2005 contre 1546 en 2006), l'activité portuaire, dans son ensemble baisse.

Activité nationale

Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

(en tonnes)	2004	2005	2006	06/05
Mouvements des bateaux (nombre)	2 072	1 664	1 546	-7,1%
Volume total de marchandises	14 230 204	13 944 827	12 567 834	-9,9%
Produits forestiers	417 602	389 485	399 472	2,6%
-Grumes	417 602	353 991	357 461	1,0%
-Bois semi-ouvrés	ND	35 494	42 011	18,4%
Pétrole Brut	12 738 000	12 490 000	11 010 000	-11,8%
Autres marchandises	657 000	675 857	758 890	12,3%

Sources: Sigeprag, Dgh & estimations Dge

Ainsi, le volume total des marchandises manipulées a baissé de près de 9,9%. Cette contre-performance résulte essentiellement de la baisse des exportations de pétrole de 11,8%. On note tout de même la bonne tenue des produits forestiers dont les quantités manipulées ont augmenté de 2,6%, mais également la forte progression du volume des autres marchandises (12,3%), avec notamment des importations conséquentes de matériel en vue du renouvellement de l'appareil de production de la SOGARA.

II.5.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires regroupe plusieurs acteurs. Elle rassemble toutes les entreprises dont l'activité est liée aux différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les structures dont la mission est la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, SIGEPRAG, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages (Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Gabon Contacts etc) ;
- les sociétés spécialisées dans les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, etc.) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de maintenance et de logistique maritime (SNAT, TTG, TAG, etc.).

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	23 988	30 319	32 519	7,3%
Valeur Ajoutée	11 109	13 709	17 243	25,8%
Masse Salariale	5 244	6 145	7 500	22,1%
Investissements	4 415	1 804	3 309	83,4%
Effectifs (nombre d'agents)	797	813	823	1,2%

Sources: Panalpina, Tag, Asecna, Sigeprag, Eagle, Saga, Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Adl, Gabon Fret, Ttg & estimations Dge

Activité nationale

Le raffermissement de l'activité au port d'Owendo et le recentrage de l'activité des transitaires ont permis la croissance du chiffre d'affaires qui s'évalue à 32 519 millions de Fcfa contre 30 319 millions en 2005, soit une hausse de 7,3%. Consécutivement à la hausse du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée a progressé de 26% et s'établit à 17 243 millions de Fcfa.

Les effectifs et la masse salariale ont augmenté respectivement de 1,2% et 22,1%. Cette relative amélioration est corrélée à l'afflux de marchandises naguère acheminées par voie aérienne dans les principaux ports du pays.

II.6 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications est composé de plusieurs sociétés opérant sur divers segments. On dénombre principalement :

- Gabon Télécom, spécialisées dans la téléphonie filaire, la radio diffusion télévision et les fournitures d'accès à internet ;
- Technique Représentation Radio Communication (TR2), société opérant dans la radio communication ;
- Gabonaise de Télécommunications (Gabtél), active dans la vente des terminaux et la gestion des fréquences d'émission ;
- DHL, EMS Delta+, Universal Express et autres qui sont des sociétés spécialisées dans l'acheminement du courrier accéléré ;
- Celtel, Libertis et Moov exerçant sur le segment de la téléphonie mobile ;
- Sociétés intervenant dans l'installation des équipements pour les branchements aux réseaux de télévision par satellites.

Depuis l'instauration et le développement de la téléphonie mobile, le secteur des télécommunications se caractérise par la vigueur de ses segments. On observe une forte croissance de l'activité en 2006.

Ainsi, le nombre total d'abonnés au téléphone filaire et mobile passe de 639 505 abonnés à 913 307 en 2006, soit un accroissement considérable de 42,8%, sous l'impulsion des performances de la téléphonie mobile malgré la baisse du nombre d'abonnés au téléphone filaire (-0,3%).

L'intensification de la connexion des agglomérations du pays et le dynamisme de la politique commerciale des opérateurs de téléphone cellulaire (promotion cartes SIM, jeux gagnants, baisse des tarifs de communication) expliquent ces résultats.

Evolution du nombre d'abonnés

	2004	2005	2006	06/05
Téléphone ordinaire	33 431	39 128	39 020	-0,3%
Téléphone cellulaire	475 223	600 377	874 287	45,6%
Total abonnés téléphone	508 654	639 505	913 307	42,8%
Nombre d'abonnés Internet	6 900	6 924	8 156	17,8%
Nombre d'abonnés ADSL	634	743	960	29,2%

Sources : Gabon Télécom, Gabon Poste, Celtel, Libertis, Moov

Activité nationale

Par ailleurs, le nombre d'abonnés à l'Internet à moyen et haut débit a connu une évolution similaire avec des hausses respectives de 17,8% et 29,2% à fin décembre 2006.

Sur le plan financier, la croissance de la téléphonie mobile s'est traduite par l'amélioration des performances commerciales et financières. C'est ainsi que le chiffre d'affaires du secteur enregistre une hausse de 16%, passant à 260,134 milliards de Fcfa en 2006. Corrélativement, la valeur ajoutée progresse de 30,5%, alors que les investissements croissent de 21,1% pour atteindre un montant de 78,403 milliards de Fcfa. Ces derniers ont servi à l'extension de la couverture nationale et à l'amélioration de la qualité du réseau.

Evolution des performances du secteur des Télécommunications

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	166 631	224 344	260 134	16,0%
Valeur ajoutée	77 868	44 076	57 537	30,5%
Masse salariale	34 138	43 773	47 874	9,4%
Investissements	71 789	64 746	78 403	21,1%
Effectifs	3 228	3 339	2 124	-36,4%

Sources : Gabon Télécom, Gabon poste, Celtel, Libertis, Moov (ex Télécel), Gabteli et Tv Sat

II.7 LE COMMERCE

Le secteur Commerce regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent pour revendre en l'état. Il est composé de cinq branches :

- le commerce général structuré qui concerne une gamme élargie de produits à savoir : l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques ;
- le commerce des produits pétroliers, assuré par Pizo Shell, Total Marketing, Tamoil (ex Mobil Oil Gabon) et Pétrogabon ;
- le commerce des produits pharmaceutiques avec deux entreprises qui assurent la distribution (Pharmagabon et Copharga) à une quarantaine de pharmacies, de pro-pharmacies (structure relais des pharmacies à l'intérieur du pays) ainsi que les organismes publics ;
- le commerce des véhicules, assuré par des concessionnaires agréés regroupés pour la plupart au sein de l'Union des Représentants des Automobiles Industriels (URAI) et par les vendeurs de véhicules d'occasion ;
- la distribution des ouvrages et périodiques.

Le secteur commerce s'est caractérisé par la consolidation des bons résultats enregistrés un an plus tôt, à la faveur de la bonne conjoncture des autres secteurs d'activité et la hausse de la consommation induite par l'organisation de la fête de l'indépendance et des élections législatives. Ainsi, le chiffre d'affaires global du secteur a progressé de près de 15% pour un montant de 598,61 milliards de Fcfa.

Activité nationale

Evolution des indicateurs consolidés du secteur Commerce

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	454 027	520 768	598 615	14,9%
Valeur ajoutée	57 241	66 986	77 181	15,2%
Masse salariale	22 170	24 572	26 227	6,7%
Investissement	12 050	16 680	16 660	-0,1%
Effectifs (nombre d'agents)	2 987	2 993	3 075	2,7%

Source : l'échantillon d'entreprises du secteur commerce

II.7.1 Le commerce général structuré

Le commerce général structuré se compose d'entreprises vendant des divers (quincaillerie, alimentation, habillement, cosmétique etc.)

Le chiffre d'affaires est passé de 209,42 milliards de Fcfa en 2005 à 231,93 milliards de Fcfa en 2006, soit une progression de 10,7% qui s'explique par la fermeté de la demande liée aux élections législatives et au contexte favorable des autres secteurs d'activité. De même, l'extension du réseau de Gaboprix à l'intérieur du pays et l'ouverture en continu des magasins ont conforté cet affermissement.

La valeur ajoutée est passée de 27,88 milliards de Fcfa en 2005 à 30,54 milliards de Fcfa en 2006, soit une hausse de 9,5%.

Les investissements ont baissé de 13,9% (3,83 milliards de Fcfa en 2006 contre 4,45 milliards de Fcfa en 2005).

La masse salariale est en hausse de 2,9% et les effectifs de 2,6%.

Evolution du commerce général structuré

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	191,58	209,42	231,93	10,7%
Valeur ajoutée	26,66	27,88	30,54	9,5%
Masse salariale	11,30	10,42	10,72	2,9%
Investissement	4,37	4,45	3,83	-13,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 992	1 896	1 945	2,6%

Sources : Ceca-gadis, Gipa, San, Mbolo, Nestlé Gabon, Centr'Affaires, Prix import, Bati-plus, Gabo Prix, Gabonaise de chimie, Colgate Palmolive, Cedicom, Davum-Gabon, Gipa.

II.7.2 Le commerce des produits pétroliers

Le commerce des produits pétroliers est assuré par quatre opérateurs (Total marketing, Tamoil, Pizo-shell et Petro-Gabon), regroupés au sein du Groupement Professionnels des Pétroliers (G.P.P).

Les ventes des produits pétroliers en volume se raffermissent en 2006, passant de 950,62 tonnes métriques en 2005 à 966,94 tonnes métriques l'année suivante. La forte consommation des produits pétroliers par les forestiers, les BTP et la S.E.EG explique cette situation. Le chiffre d'affaires

Activité nationale

de la branche a augmenté de 13%, s'établissant à 188,51 milliards de Fcfa en 2006.

La valeur ajoutée augmente de 37,4%, à 24,89 milliards de Fcfa.

Les investissements ont régressé de 7,1% compte tenu d'importants investissements engagés les années antérieures.

La masse salariale a reculé de 4% pendant que les effectifs ont progressé légèrement de 2,1%.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	145,2	166,7	188,5	13,0%
Valeur ajoutée	13,0	18,1	24,8	37,4%
Masse salariale	4,5	6,6	6,4	-4,0%
Investissement	3,92	10,74	9,98	-7,1%
Effectifs (nombre d'agents)	332	376	384	2,1%

Source : Gpp

II.7.3 Le commerce des véhicules

En 2006, l'activité du commerce des véhicules est en progression de 27,5%, soit un chiffre d'affaires de 145,24 milliards de Fcfa contre 113,88 milliards de Fcfa en 2005.

Cette bonne tenue de l'activité s'explique par la vigueur de la demande émanant des forestiers, des sociétés minières et des consommations de l'Etat dans le cadre des élections législatives.

La valeur ajoutée est quasiment stable, soit 17,05 milliards de Fcfa en 2006 contre 16,97 milliards de Fcfa en 2005.

La masse salariale connaît une augmentation de 23,7%. Dans le même temps, le nombre de travailleurs est passé de 647 à 674.

Les investissements ont doublé pour atteindre 2,74 milliards de Fcfa en 2006 et ont consisté en la construction d'un atelier par SHO-Tractafric, l'expansion et le renouvellement des équipements.

Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	87,79	113,88	145,24	27,5%
Valeur ajoutée	13,70	16,97	17,05	0,5%
Masse salariale	5,92	6,84	8,46	23,7%
Investissement	3,61	1,35	2,74	103,0%
Effectifs (nombre d'agents)	592	647	674	4,2%

Sources : Toyota, Sodim TP, Cfao, Général Motors, Sho Tractafric

Activité nationale

II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

En 2006, le chiffre d'affaires des produits pharmaceutiques s'est caractérisé par une hausse de 9%, soit 28,40 milliards de Fcfa contre 26,05 milliards de Fcfa en 2005. Cette performance s'explique par la fermeté de la demande.

La valeur ajoutée et la masse salariale ont progressé respectivement de 12% et de 4,5%, tandis que les effectifs et les investissements ont baissé de 2,70% et de 21,40%.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	25,00	26,05	28,40	9,0%
Valeur ajoutée	3,26	3,34	3,74	12,0%
Masse salariale	0,400	0,440	0,460	4,5%
Investissement	0,150	0,140	0,110	-21,4%
Effectifs (nombre d'agents)	71	74	72	-2,7%

Sources : Pharmagabon, Copharga

II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

L'activité a enregistré une baisse de 2,86% imputable à la perte d'un marché de l'Etat obtenu en 2005. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est chiffré à 4,535 milliards de Fcfa en 2006.

Les investissements d'un montant de 23 millions de Fcfa ont porté essentiellement sur l'acquisition de l'outil informatique et des voitures d'occasion et sur l'agencement.

Les effectifs ont fléchi de 6,06%, ce qui induit une contraction de la masse salariale de 8,17% à 167,27 millions en 2006.

Evolution du commerce des ouvrages et périodiques

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	4 457	4 668	4534,60	-2,86%
Valeur ajoutée	611	686	960	39,99%
Investissements (milliers de Fcfa)	19	42	23	-46,18%
Effectifs (nombre d'agents)		33	31	-6,06%
Masse salariale		182	167	-8,17%

Source : Sogapresse

II.8 L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME

Le parc hôtelier et touristique gabonais renferme une capacité d'accueil estimée à près de 166 hôtels et 300 restaurants toutes catégories confondues.

Activité nationale

L'activité du secteur « Hôtellerie, Restauration, Tourisme et Loisirs », est exercée par les opérateurs économiques spécialisés dans :

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, snack-bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, sites, parcs nationaux, réserves centre de loisirs).

II.8.1 L'hôtellerie

Cette branche d'activité comprend :

- les hôtels de classe internationale, gérés par les grandes chaînes hôtelières internationales ;
- les établissements publics et privés de faible capacité.

II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale

A fin 2006, le Gabon compte 5 unités de dimension internationale généralement implantées dans les chefs lieux de provinces, notamment à Libreville, Port-gentil et Franceville.

L'activité de ces chaînes hôtelières présente des meilleurs résultats comparativement à l'année 2005, malgré la fermeture de certains hôtels pour travaux.

Evolution de l'activité dans la branche des hôtels de classe internationale

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	13 917	12 939	16 430	27,0%
Nombre de clients	178 609	140 467	174 476	24,2%
Taux d'occupation %	51,70%	47,26%	56,04%	8,78 pts
Prix moyen/chambre (en milliers)	46 829	50 692	49 995	-1,4%
Masse salariale	4 293	5000	4000	-30,0%
Effectifs (nombre d'agents)	756	684	660	-3,5%

Sources Atlantique, Okoumé Palace, Méridien Ré Ndama, Léconi Palace.

Cette embellie s'explique par :

- le climat socio-politique qui a régné sur l'ensemble du territoire pendant les élections présidentielles de 2005 et les législatives de 2006 ;
- l'affluence des touristes (hommes d'affaires, investisseurs, chercheurs ...);
- l'occupation massive et prolongée des militaires d'EUFOR arrivés pour la couverture des élections présidentielles en République Démocratique du Congo ;
- l'importance des cérémonies événementielles (banquets, mariages, conférences, séminaires, activités diplomatiques et gouvernementales).

Le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels a évolué de 24,2%, passant de 140 467 clients en 2005 à 174 476 en 2006, ce qui s'est traduit par un relèvement du taux d'occupation de 8,78 points. Celui-ci se situe à 56,04 % contre 47,26 % en 2005.

Activité nationale

Ainsi, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 27% dans un contexte de baisse de prix moyen de la chambre suite à l'accroissement de la pratique des tarifs de groupe « package ».

De même, les effectifs ont régressé de 3,5% suite à l'application d'une gestion des ressources humaines plus rigoureuse et du fait de la fermeture de certains hôtels.

Parallèlement, la masse salariale recule de 30%. Elle passe de 5 milliards de Fcfa en 2005 pour se situer à 4 milliards de Fcfa à fin 2006

II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

Le nombre de structures hôtelières de moyenne capacité implantées sur l'ensemble du territoire national a crû considérablement depuis le lancement des fêtes tournantes. Ainsi, elles sont classées en deux catégories : Celles qui exercent dans les conditions requises par la loi et les autres qui évoluent à la limite de la légalité.

II.8.2 La restauration

Trois types d'opérateurs interviennent dans cette branche d'activité:

- les restaurants haut de gamme (hôtels de classe internationale, restaurations grands standing) ;
- les restaurants indépendants ;
- les établissements de petites tailles (cafétérias).

Les établissements de restauration ont connu une activité soutenue grâce à la tenue de nombreuses manifestations (séminaires, conférences, rencontres politiques ou inter-Etats) permettant aux restaurants d'équilibrer leur résultat.

II.8.3 Le tourisme et les loisirs

L'écotourisme étant l'une des valeurs sûres du marché du tourisme mondial, le Gabon s'est attaché à s'ancrer fortement dans cette forme de tourisme sans oublier d'autres tel que le tourisme de congrès ou d'affaires.

Parmi les 15 sites exploités que possède le Gabon, les plus visités aujourd'hui sont le site d'opération Loango, la région de Setté-Cama, la Lopé, Lambaréné et Evaro .

En effet, il existe plusieurs structures dont les activités sont tournées vers la promotion touristique des sites précités, parmi lesquelles :

- les agences de voyage (Mistral voyage, Eurafrique voyage, Global voyage...) ;
- les réceptifs (Crédits voyages, Cigogne...) et les Services du Haut Commissariat au Tourisme (Gabon Tour...) ;
- Les centres de loisirs (l'Aéro Club, le Mindoubé club, le Club Saoti, Gabon Expo...).

Par ailleurs, la branche « Loisirs et jeux » dispose d'un seul casino, « Croisette ». D'autres salles de jeux sont disséminées à travers le pays, tels que les Fortune's club et le Pari Mutuel Urbain Gabonais (PMUG).

Activité nationale

II.9 LES AUTRES SERVICES

L'activité du secteur des autres services a enregistré de bonnes performances au cours de l'année 2006, comparativement à la même période en 2005, soit une progression de 9,2%.

II.9.1 Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers regroupe des entreprises exerçant une variété d'activités : photographie, jeux et loisirs, services médicaux, auto-écoles, radiodiffusion, télévision, prestations mortuaires, relations publiques, etc.

En 2006, l'activité de ce segment s'est améliorée de 5,1% pour atteindre un chiffre d'affaires de 26,440 milliards de Fcfa contre 25,151 milliards en 2005. Les bons résultats enregistrés par les activités liées aux jeux et loisirs, aux pompes funèbres et aux structures médicales expliquent cette croissance.

Evolution de l'activité de la branche des services rendus aux particuliers

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	12 558	25 151	26 440	5,1%
Valeur ajoutée	6 565	6 902	7 213	4,5%
Investissements	1 623	2 704	514	-81,0%
Effectifs (nombre d'agents)	278	270	286	5,9%

Sources : : Africa N°1, Labo Color, Staff Gabon, Gabosep, Casepga, Médical Optique, Gabon Contacts, Pmug, Sgjl, Ags Frasers Gabon, Sgcl, Polyclinique El Rapha, Cabinet de groupe, Société Thermcotank Gabon, Egca.

La valeur ajoutée a augmenté de 4,5%, passant de 6,902 milliards de Fcfa en 2005 à 7,213 milliards en 2006.

Les investissements quant à eux ont chuté de 81% soit 514 millions de Fcfa en 2006 contre 2,704 milliards l'année précédente.

Les effectifs ont progressé de 5,9%, passant de 270 agents en 2005 à 286 agents en 2006.

II.9.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers concernent la promotion immobilière et les transactions sur terrains et immeubles. L'essentiel des services immobiliers est assuré par la Société Nationale Immobilière (SNI) et quelques agences de toutes tailles.

En 2006, les services immobiliers ont enregistré une croissance de leur activité. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 7,788 milliards de Fcfa, en hausse de 7,5% par rapport à 2005. Ce dynamisme est lié à la vente directe des parcelles et logements économiques à Angondjé et Akournam par la SNI, ainsi qu'à la location et la vente de certains logements réalisés par les autres sociétés immobilières.

Activité nationale

Le regain d'activité en 2006 s'est traduit par une hausse de 5,7% des effectifs qui ont atteint un niveau de 149 personnes en 2006 contre 141 travailleurs en 2005.

Evolution de l'activité de la branche des services immobiliers

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	6 775	7 245	7 788	7,5%
Valeur ajoutée	2 327	2 382	3 740	57,0%
Investissements	141	5 577	8 846	58,6%
Effectifs (nombre d'agents)	132	141	149	5,7%

Sources : Sni, Agence immobilière alliance, Agence immobilière de Libreville, Gestion immobilière, IMP Conseil, Alpha immobilier.

La valeur ajoutée s'est élevée à 3,74 milliards de Fcfa en 2006 contre 2,382 milliards en 2005, soit un accroissement de 57%. Parallèlement, les investissements ont progressé de 58,6% pour se situer à 8,846 milliards de Fcfa en 2006 et ont consisté au renouvellement du matériel existant.

II.9.3 Les services rendus aux entreprises

Cette sous-branche regroupe des entreprises ayant des spécialités diverses, notamment :

- les sociétés d'informatique, spécialisées dans la vente de matériel et logiciels informatiques, la maintenance, la formation, le conseil, l'ingénierie, etc ;
- les bureaux d'études, d'expertise et de contrôle, spécialisés dans l'ingénierie, le contrôle technique, les études géotechniques de génie civil et diverses ;
- les cabinets comptables et juridiques qui interviennent notamment dans le conseil juridique et financier, ainsi que dans la validation des comptes des sociétés.

L'activité des services aux entreprises a généré un chiffre d'affaires de 90,070 milliards de Fcfa en 2006 contre 80,967 milliards de Fcfa en 2005, soit une hausse de 11,2%. Celle-ci résulte de la fermeté de la demande, eu égard au contexte favorable des autres secteurs d'activité.

Evolution de l'activité de la branche des services rendus aux entreprises

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	61 647	80 967	90 070	11,2%
Valeur ajoutée	15 334	15 087	18 678	23,8%
Investissements	2 839	3 664	3 392	-7,4%
Effectifs (nombre d'agents)	4 466	4 362	4 482	2,8%

Sources : Pricewaterhouse Coopers, Fidafrica, Bureau Véritas Gabon, Gbm, Sovog, Bull, Déloitte Touche, Ernst & Young, Igm, Société Gabonaise de Services, Cfao Technologies, Ems Delta Freecom Gabon, Gabon Propre Service, Géri loison.

Activité nationale

Parallèlement, la valeur ajoutée a atteint 18,678 milliards de Fcfa en 2006 contre 15,087 milliards de Fcfa en 2005, en hausse de 23,8%.

Les effectifs sont de 4 482 agents en 2006 contre 4 362 agents en 2005, soit un relèvement de 2,8%.

A l'inverse, les investissements ont décliné de 7,4% pour s'établir à 3,392 milliards de Fcfa en 2006 contre 3,664 milliards de Fcfa en 2005, suite au non renouvellement de l'outil de production par plusieurs entreprises de cette branche.

II.9.4. Les services de réparation automobile

Le chiffre d'affaires des services de réparation automobile s'est renforcé de 4,7% en 2006, se situant à 12,507 milliards de Fcfa. Cette évolution provient de la demande accrue de réparation des véhicules en liaison avec le mauvais état des routes et de l'explosion du marché de l'occasion.

La valeur ajoutée s'est établie à 4 897 millions de Fcfa en 2006 contre 4 498 millions de Fcfa en 2005, soit une augmentation de 8,9%.

Evolution de l'activité de la branche des services de réparation

(en millions de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires	8 459	11 949	12 507	4,7%
Valeur ajoutée	2 526	4 498	4 897	8,9%
Investissements	611	292	349	19,5%
Effectifs (nombre d'agents)	122	136	147	8,1%

Sources : Société de Grands Garages de la Cemac, Gabon sprint auto, Pièces équip'auto, Entreprise Commerciale et Industrielle du Gabon, Commerce réparation automobile, Bobinage Industriel Gabonais, Libreville service auto.

Les investissements ont été évalués à 349 millions de Fcfa en 2006 contre 292 millions de Fcfa en 2005, soit un relèvement de 19,5% dû à l'extension et à l'achat des bâtiments, à l'amélioration du matériel informatique et à l'acquisition des véhicules de livraison du matériel.

En 2006, les effectifs du secteur réparation ont progressé de 8,1%.

II.9.5. Les services parapétroliers

Dans l'ensemble, le secteur parapétrolier a bénéficié des effets induits de la hausse du prix du baril de pétrole brut, ainsi que des investissements réalisés par Sogara pour améliorer sa productivité.

Aussi, la plupart des entreprises ont-elles connu une consolidation de leur chiffre d'affaires dans un contexte de stabilité des prix de leurs prestations. Globalement, celui-ci enregistre une hausse de 25,50%, à 72,79 milliards de Fcfa en 2006.

Activité nationale

Le secteur étant très concurrentiel, certaines entreprises ont procédé à d'importants investissements en équipements, afin d'améliorer la qualité de leurs prestations et s'attirer de nouveaux clients.

L'intense activité observée dans le secteur a eu pour effet le recours à un personnel d'appoint.

Evolution de l'activité des parapétroliers

	2005	2006	06/05
Chiffre d'affaires (en milliards de Fcfa)	58,00	72,79	25,50%

Sources: Semts, Schlumberger, Sesi, Baker Hughes, Geo Industrie, Weather Ford, Ortec Buzzichely, Antirouiafrique, Stsi, Acergy.

II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIERES

Les Institutions Financières regroupent :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisse Nationale d'Epargne ;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance.

II.10.1 Les banques commerciales et de développement

On dénombre six (6) établissements bancaires au Gabon dont cinq (5) banques commerciales (BICIG, UGB, BGFIBANK, CITIGROUP et FINANCIAL BANK) et une (1) banque de développement (BGD).

En 2006, l'activité du secteur bancaire marque une nouvelle hausse, avec un renforcement des fonds propres nets, une augmentation du produit net bancaire, une forte hausse de l'encours des crédits, une progression du stock des dépôts collectés. On note également une poursuite de l'amélioration de la rentabilité des établissements.

Les ressources

Le stock des dépôts collectés par les banques a atteint 805 milliards de Fcfa en 2006 contre 734 milliards l'année précédente, soit une hausse de 9,7%. Cette évolution est essentiellement liée à celle de l'épargne provenant du secteur privé, en particulier des secteurs mines et pétrole, dont les performances commerciales ont été à nouveau très bonnes.

Activité nationale

De même, les fonds propres des banques se renforcent en 2006 pour atteindre 145,9 milliards de Fcfa contre 138,2 milliards l'année précédente, soit une hausse de 5,6%.

Le coût moyen des ressources mobilisées a enregistré une baisse, passant de 3,27% en 2005 à 2,44% en 2006. Ce repli concerne les banques commerciales dont la liquidité bancaire a continué à s'accroître. Elles sont d'ailleurs toutes prêteuses nettes en 2006.

Par contre, le coût des ressources s'est alourdi pour la Banque de développement, passant de 3,19% à 4,5%, du fait des difficultés rencontrées pour lever des fonds à moindre coût, alors que les besoins sont grandissants.

Les emplois

En dépit d'une politique de crédit qui demeure très sélective et un souci de respect des normes prudentielles, l'encours des crédits connaît en 2006 une forte hausse de 22,4%. Il atteint 495,4 milliards de Fcfa contre 404,9 milliards en 2005.

Cette hausse est le fruit d'une politique attractive de crédit au profit des entreprises (notamment dans les secteurs industries, Télécommunications, transports, BTP, énergie et services) et des ménages.

L'analyse par terme montre que les crédits à court terme et découverts ont reculé de 22,2%, s'établissant à 179 milliards en 2006 contre 230,1 milliards en 2005. Cette évolution traduit une amélioration de la situation de trésorerie des agents économiques, notamment des entreprises qui ont continué à tirer profit du désengagement de l'Etat vis-à-vis des créanciers locaux.

Les crédits à moyen terme, quant à eux, ont enregistré une forte croissance de 85,6%, pour atteindre 308,1 milliards de Fcfa en 2006 contre 166 milliards en 2005. En revanche, le volume de crédits à long terme qui reste très faible recule de 30,4% pour s'établir à 7,8 milliards de Fcfa en 2006 contre 11,2 milliards en 2005. Globalement, cette évolution traduit un meilleur financement de l'économie en 2006 par rapport à l'année précédente, car le poids des crédits à moyen et long terme a augmenté, représentant 63,8% contre 43,7% en 2005.

Ceci signifie que les concours du système bancaire ont été plus importants au profit de l'investissement, alors que ceux alloués aux besoins de trésorerie ont reculé.

Le taux d'intérêt moyen des crédits distribués a évolué à la baisse, passant de 10,56% en 2005 à 9,12% en 2006. Cette évolution est également le fait des banques commerciales, alors que la tendance est inverse au niveau de la banque de développement où ce taux augmente de 12,27% à 13,61%.

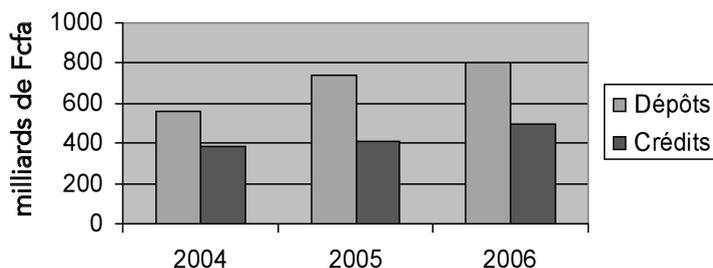
Activité nationale

Evolution de l'activité des banques

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	2005	2006	06/05
Dépôts	519,30	555,90	734,04	805,00	9,7%
Crédits	401,00	384,70	404,90	495,40	22,4%
- CT	141,40	192,50	230,10	179,00	-22,2%
- MLT	242,20	192,40	177,22	315,93	78,3%
Taux de couverture (D/C)	1,30	1,45	1,81	1,62	-10,4%
Rentabilité des FP (%)	4,6%	12,7%	16,2%	19,0%	17,2%
Résultat net	5,20	17,70	23,70	27,67	16,8%
Investissements	6,16	6,01	11,59	10,91	-5,9%
Effectifs	1388	1369	1404	1461	4,1%
Masse salariale	28,26	23,18	24,61	26,57	8,0%

Source : Etablissements bancaires

Evolution des dépôts et crédits



La rentabilité

En 2006, le produit net bancaire s'est établi à 95,3 milliards de Fcfa contre 85,1 milliards l'année précédente, soit une hausse de 12%.

Le résultat net s'est élevé à 27,67 milliards de Fcfa en 2006 contre 23,7 milliards en 2005, soit une augmentation de 16,8%. Cette performance s'explique par une hausse de la marge sur opérations avec la clientèle, notamment les commissions sur transferts.

La rentabilité des fonds propres a atteint 19% en 2006 contre 16,2% en 2005, soit une amélioration de 2,8 points.

Les effectifs

Le secteur bancaire emploie 1.461 personnes en 2006 contre 1.404 personnes en 2005, soit un accroissement de 4,1%. Cette évolution résulte d'une plus grande diversification des services à la clientèle.

Activité nationale

La masse salariale

La masse salariale a évolué de ce fait de 8,0%. Elle s'élève à 26,57 milliards de Fcfa en 2006 contre 24,61 milliards en 2005. Cette augmentation est également liée à l'effet de reclassements des agents.

Les investissements

L'effort d'investissement du secteur bancaire a reculé de 5,9%, s'élevant à 10,9 milliards de Fcfa en 2006 contre 11,5 milliards en 2005. Il porte essentiellement sur la sécurisation des systèmes de traitement informatique et l'extension du réseau d'agences et des bureaux, pour une meilleure compétitivité et une amélioration de la productivité.

II.10.2 Les établissements financiers

Le secteur se compose désormais de quatre (4) établissements (SOGACA, FINATRA, BICIBAIL et BGFIBAIL), suite à la transformation de la BGFI Participations en Société de bourse. Leurs activités principales sont le crédit-bail, le crédit-automobile et le crédit-équipement.

Les ressources

Les ressources ont connu une légère croissance de 3,4% s'établissant à 51,4 milliards de Fcfa contre 49,7 milliards de Fcfa en 2005. Cette progression résulte de l'augmentation simultanée des capitaux propres et de la dette bancaire.

En effet, les capitaux propres se sont hissés à 19,6 milliards contre 18,9 milliards en 2005. Les dettes bancaires quant à elles se sont renforcées de 3,2% pour atteindre 31,8 milliards en 2006.

Evolution des ressources :

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	2005	2006	Var 06/05
Capitaux Propres	19,3	18,4	18,9	19,6	3,7%
Dettes Bancaires	33,2	34,5	30,8	31,8	3,2%
TOTAL	52,6	52,9	49,7	51,4	3,4%

Source : établissements financiers

Les emplois

Les emplois ont marqué une baisse de 18,9% pour s'établir à 42,4 milliards de Fcfa en 2006 contre 52,3 milliards de Fcfa en 2005. Cette évolution est essentiellement consécutive au retrait du portefeuille de BGFI Participations qui annihile l'augmentation des emplois des quatre autres établissements.

Activité nationale

Evolution des emplois :

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	2005	2006	Var 06/05
Opération de crédit-bail	23,0	23,8	25,3	13,3	-4,7%
Crédit à moyen terme	24,4	23,0	23,1	24,7	6,5%
Crédit à court terme	5,3	4,4	3,8	4,3	0%
Titres Participation	2,2	2,2	0,0	0,0	-1%
Total	54,9	53,5	52,3	42,4	-18,9%

Source : Etablissements Financiers

II.10.3 La Microfinance

La microfinance se définit comme étant l'offre de services financiers à une clientèle pauvre évoluant en marge du système financier classique.

Selon le règlement CEMAC relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de cette activité, les établissements de microfinance sont classés en trois catégories :

- Les établissements de 1ère catégorie, de type associatif, procèdent à la collecte de l'épargne de leurs membres. En retour, ils utilisent cette épargne aux opérations de crédit exclusivement au profit de ces derniers ;
- Les établissements de 2ème catégorie, de type S.A collectent l'épargne et accordent des crédits au tiers ;
- Les établissements de 3ème catégorie, organisés sous forme de projet ou de type S.A, accordent des crédits aux tiers, sans exercer la collecte de l'épargne.

En 2006, on dénombre trois établissements agréés (La Caisse d'Epargne Crédit AGASS, la Caisse Fémo d'Epargne et Crédit et la Financière Africaine de Micro projets) dont l'activité a enregistré une hausse importante aussi bien en terme de collecte des ressources que de distribution de crédits.

Les Ressources

Les ressources propres passent de 211,8 millions de Fcfa en 2005 à 649,8 millions de Fcfa en 2006. Cette hausse s'explique par le renforcement des fonds propres de l'unique établissement de 2ème catégorie.

De même, l'épargne mobilisée par le secteur s'est appréciée de 90,4% passant de 310,7 millions de Fcfa à 591,5 millions en 2006. Cette augmentation traduit l'accroissement du nombre d'usagers ou sociétaires et une amélioration de leur capacité d'épargne, notamment pour les femmes qui détiennent plus de 60% des dépôts collectés.

Les Emplois

L'encours des crédits clients a évolué de 71,9% pour atteindre 571,6 millions de Fcfa en 2006 contre 332,5 millions en 2005. L'évolution ainsi observée traduit l'élargissement du cercle des bénéficiaires de crédits, notamment dans les secteurs commerce, services, agriculture-élevage et pêche.

Activité nationale

Le montant moyen des crédits distribués est de 50 000 Fcfa dans les structures de première catégorie du fait de l'insuffisance des ressources et de 100.000 Fcfa dans les établissements de catégorie 2.

Le résultat d'exploitation

Le taux de recouvrement des crédits accordés s'est dégradé en 2006 pour se situer à 76% contre 98% en 2005. Ceci a conduit à un accroissement des créances en souffrance. Cette situation s'explique par l'octroi d'un certain nombre de crédits sans une rigoureuse prise en compte du risque client.

Le nombre de sociétaires ou usagers est passé à 10.348 contre 8.670 en 2005, grâce à la multiplication des points de collecte de l'épargne.

Evolution des fonds propres, crédits et dépôts

	2005	2006	Var 05/06
Nombres de sociétaires ou usagers	8 670	10 348	19,35%
Montant des Fonds Propres (en millions de Fcfa)	211,5	649,8	206,7%
Montant des dépôts (en millions de Fcfa)	310,7	591,5	90,4%
Encours des crédits (en millions de Fcfa)	332,5	571,6	71,9%
Crédit moyen	50 000 Fcfa	50 000 Fcfa	
Taux de recouvrement	98%	76%	-22%

Source : Cnpm

Les effectifs

Les effectifs moyens sont de trois employés pour les établissements de première catégorie et de 30 personnes pour les établissements de deuxième catégorie. Les femmes représentent plus de la moitié du personnel.

II.10.4 Les Compagnies d'Assurances

En 2006, suite à la création de deux nouvelles compagnies, le marché gabonais des assurances est animé par huit opérateurs dont l'activité s'articule autour de deux produits :

- l'Assurance dommages, portant sur le Transport, l'Incendie, l'Automobile et les Risques Divers (TIARD), proposée désormais par cinq (5) compagnies (OGAR, AXA Assurance Gabon, ASSINCO, NSIA Gabon et COLINA Gabon);

- l'Assurance Vie, couvrant le décès et la vie (retraite et invalidité), proposée par trois (3) opérateurs (OGAR VIE, UAG VIE et NSIA VIE Gabon).

Ces compagnies d'assurances travaillent avec des Courtiers, Intermédiaires et Agents généraux qui sont au nombre de onze.

Le secteur assurance enregistre une hausse de l'activité, avec un chiffre d'affaires global qui s'établit à 55,6 milliards de Fcfa, contre 49,5 milliards de Fcfa en 2005. Cette augmentation de 12,5% résulte d'une amélioration des performances des deux composantes.

Activité nationale

Les effectifs

En 2006, le marché gabonais des assurances emploie 425 personnes, soit 297 personnes pour les compagnies d'assurances, 68 personnes pour les courtiers et 60 inspecteurs commerciaux vie.

La branche Vie et Capitalisation

Le chiffre d'affaires Vie et Capitalisation a atteint 7,9 milliards de Fcfa, soit 29,7% de plus qu'en 2005. Cette évolution traduit l'amélioration enregistrée sur les deux types de polices. En effet, les chiffres d'affaires des polices décès et capitalisation ont augmenté respectivement de 14,8% et de 45,5% pour s'établir à 3,2 milliards de Fcfa et 4,7 milliards de francs en 2006.

Cette hausse résulte du développement de nouveaux produits, notamment l'indemnité de fin de carrière (I.F.C.), les produits de banque assurance et l'indemnité de services rendus (I.S.R.).

La branche TIARD

L'activité de la branche TIARD a connu également une évolution positive, avec un chiffre d'affaires de 47,7 milliards de Fcfa en 2006 contre 43,4 milliards de Fcfa l'année précédente. Cette hausse résulte des progrès enregistrés sur tous les contrats, à l'exception de la maladie.

Résultats

Le résultat du marché gabonais des assurances demeure positif depuis 2002, grâce à une gestion rigoureuse résultant d'un contrôle régulier par l'organe de régulation (la CIMA).

Evolution du marché d'assurance

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
TIARD	43,0	43,4	47,7	9,9%
Vie et Capitalisation	5,7	6,1	7,9	29,7%
Total	48,7	49,5	55,6	12,3%

Source : Fegasa

II.10.5 Le Marché monétaire

Créé depuis 1994 par la BEAC, le marché monétaire a pour objet de soutenir l'activité des Institutions financières éligibles confrontées à une crise passagère de liquidité.

L'activité du marché monétaire s'est caractérisée en 2006 par une évolution nulle dans tous les compartiments.

Activité nationale

Les interventions de la banque centrale

1. Injection de liquidités (appels d'offres positifs)

Les opérations d'injections de liquidités concernant les capitaux à court terme ont lieu sur le guichet A, alors que le guichet B enregistre les opérations portant sur les capitaux à moyen terme.

Le guichet A

Durant l'année 2005, aucune banque Gabonaise n'a soumissionné aux appels d'offres positifs, en raison de la surliquidité générale du système bancaire.

Le guichet B

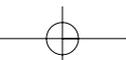
Du fait de l'absence de dossiers de financement à moyen terme émanant des investisseurs, le guichet B n'a pas été sollicité au cours de l'année 2006..

2. Ponction de liquidités (Appels d'offres négatifs)

Les placements de liquidités des banques gabonaises ont connu une évolution en dents de scie. En effet, l'encours moyen des placements bancaires qui se situait en Janvier 2006 à 5,7 milliards de Fcfa a terminé l'année à 2,6 milliards de Fcfa en décembre.

Le compartiment interbancaire

Durant l'année 2006, le compartiment interbancaire n'a enregistré aucune opération à caractère national ou régional.



TROISIÈME PARTIE

Grandeurs Macro-économiques

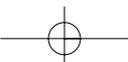


Tableau de bord de l'économie

III. GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macroéconomiques

Grandeurs	Unités	2005	2006	06/05
PIB en volume (aux prix de 1991)	Mds de Fcfa	1845,7	1867,4	1,2
PIB en valeur	Mds de Fcfa	4570,9	4 991,5	9,2
PIB hors pétrole	% du PIB	49,3	49,5	
PIB pétrole	% du PIB	50,7	50,5	
Importations en valeur	Mds de Fcfa	1476,1	1 621,6	9,9
Importations/PIB	%	32,3	32,5	
Total Ressources	Mds de Fcfa	6047,0	6 613,1	9,4
Consommation totale en valeur	Mds de Fcfa	1960,5	2 140,9	9,2
Publique	Mds de Fcfa	527,1	573,6	8,8
Privée	Mds de Fcfa	1433,4	1567,3	9,3
Consommation/PIB	%	42,9	42,9	
Investissement total en valeur	Mds de Fcfa	1047,1	1156,8	10,5
Public	Mds de Fcfa	266,5	322,1	20,9
Public/Investissement total	%	25,5	27,8	
Privé	Mds de Fcfa	780,6	834,7	6,9
Dont Pétrole	Mds de Fcfa	388,3	402,4	3,6
Investissement total/PIB	%	22,9	23,2	
Dont Pétrole	%	8,5	8,1	
Exportations en valeur	Mds de Fcfa	3025,8	3264,9	7,9
Exportations/PIB	%	66,2	65,4	
Absorption	Mds de Fcfa	3007,6	3297,7	9,6
Solde biens et services non-facteurs/PIB	%	33,9	32,9	
Taux de couverture (Export./Import.)	%	205,0	201	
Emploi	Effectif	111669	112508	0,8
Public	Effectif	56785	58 813	3,6
Dont MONP	Effectif	6484	6560	1,2
Public/Emploi. Total	%	50,9	52,3	
Privé	Effectif	54884	53695	-2,2
Masse salariale	Mds de Fcfa	784,8	844,4	7,6
Public	Mds de Fcfa	242,5	267,3	10,5
Privé et parapublic	Mds de Fcfa	542,8	577,1	6,3
Masse monétaire (M2)	Mds de Fcfa	832,6	977,8	17,4
Vitesse de circulation	Mds de Fcfa	5,5	5,1	-7,0
Prix de détail (base 100 = 1975, moyenne annuelle)	Indices des 125	489,9	509,7	4,0
Indicateurs de convergence et de surveillance multilatérale (CEMAC)				
Critères	Unités	Résultats 2006	Observations	
Solde budgétaire de base/PIB (> 0)		10,1	Respecté	
Taux d'inflation (< 3)	%	4%	Non Respecté	
Stock de la dette/PIB (< 70%)	%	33,8%	Respecté	
Non accumulation des arriérés (< 120 jours)				
Extérieurs	Mds de Fcfa	0,182	Respecté	
Intérieurs		0,572	Respecté	

Source : Dge

Grandeurs Macro-économiques

III. 1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2006, l'activité économique globale a enregistré une forte décélération. Toutefois, ce ralentissement, imputable à la baisse de la production pétrolière, masque le dynamisme de l'activité du secteur non pétrolier.

Le produit intérieur brut (PIB) augmente de 1,2% en volume par rapport à l'année précédente. La production pétrolière recule de 10,4%, alors que celle du secteur hors pétrole s'accroît de 4,5%.

Croissance du PIB

(en %)	2004	2005	2006
PIB total	1,4	3,0	1,2
Pétrole	0,4	-1,3	-10,4
Hors-pétrole	1,7	4,3	4,5

Source : Dge

III. 1.1 Le PIB par secteurs d'activité

Par rapport à l'année précédente, l'analyse sectorielle en 2006 révèle une consolidation de la croissance du secteur tertiaire (6,5%), un net ralentissement du secteur secondaire (1,0%) et une réduction de la production du secteur primaire (-5,8%).

Le secteur primaire, qui regroupe essentiellement les principaux produits d'exportation, enregistre une progression de la production de grumes et des mines et une diminution de la production pétrolière.

Le fléchissement de la production pétrolière à 11,9 millions de tonnes est lié au vieillissement de la plupart des champs arrivés à maturité et aux problèmes techniques rencontrés par certains opérateurs au cours de l'année 2006. Malgré la baisse de sa production, le secteur pétrolier représente encore 50,5% du PIB nominal.

La légère amélioration de 0,4 point de l'activité forestière découle de la conjoncture favorable des bois tropicaux sur le marché asiatique et d'une amélioration des conditions d'évacuation du bois par la voie ferroviaire. Les exportations de grumes sont en hausse de 11%, par rapport à 2005, pour atteindre 1,8 millions de mètres cubes.

En 2006, la production de manganèse s'accroît de 8,3% contre 11,9% en 2005. La Comilog maintient le même volume d'exportation que l'année précédente, malgré la perte d'un de ses clients traditionnels.

En raison de la baisse de la production en volume enregistrée dans les Autres industries (-9,1%) et le raffinage (-6,5%), la croissance du secteur secondaire décélère en 2006 pour se situer à 1% en volume contre 4,6% en 2005. Toutefois, l'activité des autres branches demeure bien orientée.

Grandeurs Macro-économiques

Evolution du PIB par secteurs d'activité de 2004 à 2006

(Valeurs en milliards de Fcfa)	PIB nominal (aux prix du marché)					PIB en volume (aux prix de 1991)				
	2004	2005	2006	05/04	06/05	2004	2005	2006	05/04	06/05
Produit intérieur brut	3792,1	4570,9	4991,5	20,5%	9,2%	1791,6	1845,7	1867,4	3,0%	1,2%
PIB marchand	3493,9	4270,5	4655,4	22,2%	9,0%	1554,1	1602,3	1614,3	3,1%	0,7%
Secteur primaire	1963,4	2653,9	2890,5	35,2%	8,9%	592,9	594,4	559,6	0,3%	-5,8%
Agriculture, élevage, pêche	156,4	162,7	175,3	4,0%	7,7%	110,0	113,5	117,6	3,2%	3,6%
Exploitation forestière	57,3	60,7	71,3	6,0%	17,4%	35,1	34,7	35,5	-1,0%	2,3%
Pétrole brut	1656,2	2316,4	2519,0	39,9%	8,7%	416,3	410,9	368,4	-1,3%	-10,4%
Mines	93,5	114,1	125,0	22,0%	9,6%	31,5	35,3	38,2	11,9%	8,3%
Secteur secondaire	347,3	374,0	409,5	7,7%	9,5%	323,1	338,1	341,6	4,6%	1,0%
Industries agro-al, boissons	49,3	53,3	58,5	8,1%	9,6%	47,9	50,7	53,5	6,0%	5,4%
Industrie du bois	35,6	40,4	51,7	13,5%	28,2%	16,0	17,6	19,3	9,7%	9,5%
Autres industries	87,8	94,4	94,4	7,5%	0,0%	67,6	72,1	65,5	6,7%	-9,1%
Raffinage	16,9	21,1	20,4	24,8%	-3,1%	49,4	52,1	48,8	5,6%	-6,5%
Electricité, Eau	53,9	56,7	61,6	5,1%	8,7%	55,8	57,2	60,7	2,5%	6,0%
BTP	75,6	78,6	91,9	4,1%	16,9%	57,5	58,7	62,4	2,0%	6,4%
Services pétroliers	28,2	29,5	31,0	4,5%	5,1%	28,9	29,6	31,4	2,5%	6,1%
Secteur tertiaire	1183,2	1242,6	1355,3	5,0%	9,1%	638,1	669,8	713,1	5,0%	6,5%
Transports & Communication	204,1	211,4	227,5	3,6%	7,6%	132,0	137,9	144,5	4,5%	4,8%
Services	461,7	494,0	539,5	7,0%	9,2%	292,8	309,9	326,7	5,8%	5,4%
Commerce	240,0	256,3	279,1	6,8%	8,9%	111,3	117,5	123,7	5,6%	5,3%
DTI et TVA	257,2	260,1	287,8	1,1%	10,6%	79,6	81,5	93,9	2,4%	15,3%
Banques et assurances	20,2	20,8	21,4	3,1%	3,0%	22,3	23,0	24,2	2,9%	5,6%
Services non marchands	298,2	300,4	336,1	0,8%	11,9%	237,5	243,4	253,1	2,5%	4,0%

Source : Dge

Le BTP, à travers son segment «bâtiment, génie civil», bénéficie des effets induits des travaux liés aux fêtes tournantes de l'Indépendance dans la province de l'Estuaire.

Du fait de la vigueur de la demande domestique en produits agro-alimentaires, la branche Industries agroalimentaires a poursuivi la progression amorcée en 2004, mais à un rythme moins élevé par rapport à 2005, année au cours de laquelle sa production avait bénéficié des retombées de la campagne pour l'élection présidentielle.

La branche Industrie du bois maintient sa dynamique, en phase avec les exigences du gouvernement en matière de transformation des grumes. Dans ce contexte, le taux de transformation du bois reste compris entre 30% et 40%.

La hausse de la demande d'eau et d'électricité, à la suite de l'extension des réseaux de la SEEG, a accéléré la croissance de la production d'énergie et d'eau.

Grandeurs Macro-économiques

L'activité du raffinage a enregistré une baisse du volume de brut traité par la SOGARA, suite à un arrêt technique d'un mois lié aux travaux du reformeur.

En raison de la contraction de la demande, des problèmes d'approvisionnement en matières premières et des difficultés techniques, la valeur ajoutée réelle de la branche Autres industries affiche un net repli, en dépit de la hausse de son chiffre d'affaires.

La consolidation de la production du secteur tertiaire (6,5%) résulte, non seulement de l'augmentation de l'activité de ses branches motrices que sont les Services (5,4%), le Commerce (5,3%) et les Transports et Télécommunications (4,5%), mais aussi des bonnes performances réalisées par les institutions financières (5,6%), ainsi que les droits et taxes sur les importations (DTI) et taxe sur la valeur ajoutée (15,3%).

La bonne tenue de la branche Services est tributaire des résultats remarquables des services rendus aux entreprises et aux particuliers, ainsi que ceux de l'immobilier.

La branche Commerce profite des performances affichées dans le commerce général structuré, le commerce des véhicules industriels, le commerce des produits pharmaceutiques et le commerce des produits pétroliers, en rapport avec l'activité économique globale.

En 2006, les branches Transports et Télécommunications poursuivent la progression amorcée depuis 2002. Cette évolution est davantage le fait de la branche Télécommunications qui consolide sa production, grâce à l'augmentation du nombre d'abonnés en rapport avec l'extension de la couverture du territoire en téléphonie GSM. En revanche, l'activité de la branche Transports reste contrastée.

En effet, alors que les transports terrestre et ferroviaire bénéficient de la conjoncture favorable du secteur hors pétrole, le transport maritime est au contraire en baisse et le transport aérien connaît une évolution tempérée avec d'une part une augmentation des mouvements commerciaux et du volume de fret et, d'autre part, un recul du nombre de passagers.

III.1.2 Le PIB par la demande

En 2006, La croissance gabonaise repose sur une dynamique interne. La demande finale intérieure hors stocks contribue en effet pour 3,8 points à la croissance, alors que la baisse de 4,6 points des exportations nettes des biens et services non facteurs en constitue un frein.

La demande intérieure demeure quasi-stable à 3,9% en volume. Toujours principal moteur de la croissance, la consommation des ménages augmente de 5,2% grâce à la hausse de la masse salariale induite par les glissements catégoriels dans la Fonction Publique et dans le secteur moderne marchand, les nouvelles embauches dans les services non marchands et le relèvement du SMIG intervenu, en octobre 2006, dans la Fonction Publique.

Grandeurs Macro-économiques

De même, l'investissement total progresse considérablement en raison, notamment, de la hausse de l'investissement du secteur public. La formation brute de capital fixe des secteurs pétrole et non pétrolier connaissent une évolution similaire.

Le repli de la consommation des administrations publiques procède de la volonté manifestée par le Gouvernement de maîtriser les dépenses de fonctionnement.

Les exportations nettes en volume des biens et services non facteurs reculent de manière significative de 90,7%, après une contraction de 9,3% en 2005. Le repli des exportations pétrolières en volume n'a pas été suffisamment compensé par la hausse des exportations de bois, de manganèse ainsi que des Autres Biens et Services. Les importations augmentent de 6,7% à la faveur d'une activité économique assez dynamique du secteur hors pétrole.

Evolution de la demande intérieure de 2004 à 2006

(en milliards de Fcfa)	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 1991)				
	2004	2005	2006	05/04	06/05	2004	2005	2006	05/04	06/05
Demande intérieure	2895,3	3007,6	3297,7	3,9%	9,6%	1671	1739,7	1808,3	4,1%	3,9%
Consommation totale	1858,8	1960,5	2140,9	5,5%	9,2%	1125,7	1191,4	1215,4	5,5%	2,0%
Publique	496,7	527,1	573,6	6,1%	8,8%	334,4	356,7	337,4	6,7%	-5,4%
Privée	1362,1	1433,4	1567,3	5,2%	9,3%	791,3	834,7	878	5,5%	5,2%
Investissement total	1036,5	1047,1	1156,8	1,0%	10,5%	545,3	548,3	592,8	0,6%	8,1%
Dont: Pétrole	387,1	388,3	402,4	0,3%	3,6%	221,6	222,4	232,7	0,4%	4,6%
Hors pétrole*	285,8	296,6	330,1	3,8%	11,3	137,9	142,0	152,7	3,0%	7,5%
Administration	271,5	266,5	322,1	-1,8%	20,9%	139,1	135,8	157,8	-2,4%	16,2%

Source: Mega/ Dge

*non compris l'investissement des ménages et des institutions financières

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget 2006 a été modifié en cours d'année par une Loi de Finances Rectificative (LFR), afin de tenir compte des modifications intervenues en cours d'année sur le plan international. En effet, le prix moyen du brut gabonais a profité de la flambée des cours sur le marché international. Il s'est établi à 60 dollars américains dans le collectif budgétaire contre 45 dollars US en prévision initiale. Le taux de change est resté stable à 530 Fcfa pour un dollar américain.

Grandeurs Macro-économiques

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de l'Etat, en hausse de 23,3 % par rapport au budget initial, est arrêté à la somme de 1629,8 milliards de Fcfa en ressources et en emplois.

Budget prévisionnel de l'Etat

(en milliards de Fcfa)	LFI 2006	PLFR 2006	Var. PLFR/LFI
<i>Nature des ressources</i>			
<i>Recettes propres</i>	1287,2	1619,8	25,8%
Pétrole	729,8	1057,7	44,9%
Hors pétrole	557,4	562,1	0,8%
Ressources d'emprunts	35,0	10,0	-71,4%
Total des ressources	1322,2	1629,8	23,3%
<i>Nature des charges</i>			
Service de la dette	657,6	629,5	-4,3%
Fonctionnement	496,6	672,1	35,3%
Investissement	168,0	200,0	19,0%
Prêts et avances		128,2	
Total des charges	1322,2	1629,8	23,3%

Source : Direction Générale du Budget

III.2.1.1 Les ressources

En raison de la forte augmentation des recettes pétrolières, due à l'envolée du cours du brut, les ressources budgétaires propres de l'Etat augmentent de 25,8% par rapport à la Loi de Finances Initiale (LFI). Par contre, les ressources d'emprunt régressent de manière significative.

Les recettes non pétrolières ne progressent que de 0,8% à 562,1 milliards de Fcfa, contre 557,4 milliards dans la prévision initiale.

Les ressources d'emprunts fléchissent de 71,4% pour s'établir à 10 milliards de Fcfa contre 35 milliards de Fcfa initialement prévus.

III.2.1.2 Les emplois

En dépit de la poursuite de l'effort de maîtrise des dépenses budgétaires engagé depuis plusieurs années, la révision à la hausse des recettes propres budgétaires a conduit à des arbitrages qui ont induit un relèvement de certaines dépenses.

Par rapport aux prévisions initiales, les dépenses de l'Etat ont été réaménagées au profit des dépenses de fonctionnement (+35,3%), des prêts et avances (+100%), ainsi que des dépenses en capital (+19%). A l'opposé, la dotation budgétaire consacrée au service de la dette publique recule de 4,3%. Mais la charge de la dette demeure encore importante ; elle représente 38,7% des dépenses totales contre 49,3% dans la Loi de Finances Initiale.

Grandeurs Macro-économiques

III.2.2 L'exécution du budget

En 2006, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire de 577 milliards de Fcfa, en hausse de 11,7% comparativement à 2005. Cet excédent, qui représente 11,6 % du PIB nominal, résulte de l'accroissement de 11,7% des recettes pétrolières et d'un meilleur recouvrement des recettes non pétrolières.

Bien que profitant d'un contexte économique international porteur, le solde base engagement, c'est-à-dire incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, s'accroît à un rythme moins élevé que l'année précédente, 17,2% contre 32,2% en 2005, en raison de l'expansion des dépenses.

Du fait de la réduction nette des instances au Trésor et des arriérés sur les intérêts pour un montant de 33,5 milliards Fcfa, le solde global base caisse est excédentaire de 20% par rapport à 2005. Il représente 8,6% du PIB.

Evolution des soldes

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	06/05
Recettes pétrolières	907,1	1012,8	11,7%
Recettes hors pétrole	527,0	569,7	8,1%
Recettes totales	1434,1	1582,5	10,3%
Dépenses de fonctionnement	660,1	710,9	7,7%
Dépenses d'investissement	193,4	238,8	23,5%
Prêts nets	5,0		
Fonds spéciaux (y.c. FER)	53,4	55,8	4,5%
Dépenses primaires totales	911,9	1005,5	10,3%
Solde Primaire	522,2	577,0	10,5%
Solde base engagement	393,0	460,4	17,2%
Solde base caisse	355,7	426,9	20,0%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En 2006, le budget en recettes a été exécuté à hauteur de 97% des recettes prévues dans la loi des finances rectificative. En hausse de 10,3% par rapport à l'année précédente, il s'établit à 1582,5 milliards de Fcfa, en raison de l'augmentation des recettes pétrolières et, dans une moindre mesure, de l'effort de l'administration fiscale en matière de recouvrement des droits de douanes.

Les recettes pétrolières

Du fait de l'augmentation des sommes perçues au titre des autres recettes et de l'impôt sur les sociétés, en rapport avec la hausse des cours du pétrole, les recettes pétrolières progressent de 11,7% en 2006, pour atteindre 1012,8 milliards de Fcfa contre 907,1 milliards l'année précédente.

Grandeurs Macro-économiques

Evolution des recettes pétrolières

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	06/05
Impôts sur les sociétés	258,2	295,6	14,5 %
Redevances Minière Proportionnelle	233,4	230,8	-1,1 %
Autres	343,6	424,5	23,5%
Transfert SOGARA	71,9	61,9	-13,9%
Total des recettes	907,1	1012,8	11,7%
En % du PIB pétrolier	39,2%	40,2%	
PIB pétrolier (pour mémoire)	2316,4	2519,0	8,7%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

Les recettes non pétrolières

En 2006, l'ensemble des impôts perçus par l'Etat sur les activités non pétrolières augmente plus vite (+8,1%) que l'année précédente (+3%). La progression la plus forte concerne les impôts directs (+15%), en particulier l'impôt sur les sociétés (IS) qui s'accroît de 20%. Les recettes douanières s'améliorent grâce aux droits et taxes sur les importations (+17,0%), en dépit de la chute de 15,4% des taxes à l'exportation. Les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée régressent de 2,6%.

Evolution des recettes non pétrolières

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2006/2005
Droits de douanes	215,3	240,4	11,7%
dont DTI	179,6	210,1	17,0%
Taxes sur les biens et services	113,7	113,7	0,0%
dont TVA	80,5	78,4	-2,6%
Impôts directs	138,6	159,4	15,0%
Autres recettes	57,4	56,2	-2,8%
Dons	2,0		
Total	527,0	569,7	8,1%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

III.2.2.2 Les dépenses publiques

En 2006, les dépenses exécutées de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette publique, augmentent de 10,3%, passant de 911,9 milliards de Fcfa en 2005 à 1005,5 milliards en 2006, soit 9,2% du PIB. Cette hausse s'explique aussi bien par l'expansion des dépenses de fonctionnement que par l'accroissement des dépenses en capital.

Grandeurs Macro-économiques

Evolution des dépenses publiques primaires

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Fonctionnement	477,0	660,1	710,9	7,7%
Salaires et traitements	226,3	227,8	252,4	10,8%
Biens et services	125,1	153,2	167,2	9,1%
Transferts et subventions	125,6	279,1	291,3	4,4%
Investissements	160,0	193,4	238,8	23,5%
Ressources propres	142,2	146,1	190	30,0%
Finex	17,8	47,3	48,8	3,2%
Prêts nets (yc prise de participation)	0,0	5	0	0%
Fonds spéciaux (yc FER)	39,3	53,4	55,8	4,5%
Total des dépenses	676,3	911,9	1005,5	10,3%
PIB total	3792,0	4570,9	4991,5	9,2%
Fonctionnement en % du PIB	12,6%	14,4%	14,24%	
Investissements en % du PIB	4,2%	4,2%	5%	

Source: Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 710,9 milliards de Fcfa contre 660,1 milliards en 2005, soit une augmentation de 7,7%, due non seulement à la hausse de la masse salariale, particulièrement à la suite du relèvement du Smig et de la valeur du point d'indice dans la Fonction publique, mais également à l'expansion des achats des biens et services, ainsi qu'à celle des dépenses de transferts et subventions.

Les dépenses d'investissement

Du fait de la hausse des ressources propres et des financements extérieurs, les dépenses en capital exécutées progressent de 23,5% par rapport à 2005 pour s'établir à 238,8 milliards de Fcfa.

La dette publique

En 2006, la progression des recettes budgétaires a permis à l'Etat d'honorer ses engagements financiers envers ses créanciers extérieurs et intérieurs à hauteur de 423 milliards de Fcfa contre 356,1 milliards l'année précédente, en dette Direction Générale de la Comptabilité Publique (DGCP), soit 26,7% des recettes propres.

Evolution du règlement de la dette publique

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	05/04
Dette extérieure	224,4	245,2	326	33,0%
Multilatérale	44,9	41,9	37,8	-9,8%
Bilatérale	1,6	194,9	282,9	45,2%
Bancaire	177,9	8,4	5,3	-36,9%
Dette intérieure	81,9	110,9	97,0	-12,5%
Total	306,3	356,1	423,0	18,8%

Source: Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

Grandeurs Macro-économiques

Les règlements au titre de la dette extérieure augmentent de 33%, grâce au traitement des dettes consolidées auprès du Club de Paris, d'un montant de 204,3 milliards de Fcfa. Les remboursements de la dette intérieure se sont effectués pour un montant de 97 milliards de Fcfa.

Globalement, à fin 2006, le service de la dette publique représente 33,8% du PIB. Le poids de la dette est en net recul pour la troisième année consécutive. Toutefois, cet effort de désendettement ne laisse pas moins l'encours de la dette publique à un niveau encore très élevé.

Evolution du stock de la dette publique

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	2006/2005
Dette extérieure	1852,2	1770,1	1594,9	-9,9%
Multilatérale	213,9	199,0	174,7	-12,2%
Bilatérale	1620,3	1558,8	1403,6	-10,0%
Bancaire	18,0	12,3	6,6	-46,3%
Dette intérieure	168,9	124,4	93,5	-24,8%
Total	2021,1	1894,5	1688,4	-10,9%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation..

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

Corrélée à l'évolution du secteur réel et des finances publiques, la situation monétaire large, à fin décembre 2006, se distingue par :

- un accroissement de la masse monétaire ;
- un recul du crédit intérieur ;
- un renforcement des avoirs extérieurs nets ;
- une amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) envers le système bancaire ;
- une détente de la politique monétaire.

Evolution de la situation monétaire large

(en milliards de Fcfa)	déc-04	déc-05	déc-06	Var 06/05
Disponibilités monétaires	385,3	521,8	617,8	18,4%
- Monnaie fiduciaire	138,5	190,0	218,6	15,0%
- Monnaie scripturale	246,8	331,8	399,2	20,3%
Quasi-monnaie	273,4	313,0	360,7	15,2%
Masse monétaire	658,7	834,8	978,5	17,2%
Ressources extra-monétaires	169,1	183,7	196,3	6,9%
Total Ressources	827,8	1018,5	1174,8	15,3%
Avoirs extérieurs nets	286	536,5	709,2	32,2%
Crédit intérieur	541,8	482	465,6	-3,4%
- créances sur l'économie	422,7	464,7	555,5	19,5%
- créances nettes sur l'Etat	119,1	17,3	-89,9	-619,6%
Total Contreparties	827,8	1018,5	1174,8	15,3%

Source : Beac

Grandeurs Macro-économiques

III.3.1 Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire large augmentent de 15,3% et s'établissent à 1174,8 milliards de Fcfa en 2006 contre 1018,5 milliards en 2005. Cette évolution résulte de la consolidation de la masse monétaire et de l'accroissement des ressources extra-monétaires.

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

En glissement annuel, la masse monétaire croît de 17,2% pour s'établir à 978,5 milliards de Fcfa en décembre 2006 contre 834,8 milliards en décembre 2005. Cette évolution provient de l'accroissement conjugué des disponibilités monétaires et de la quasi-monnaie (respectivement de 18,40% et 15,24%), traduisant le gain de l'activité économique nationale.

Les disponibilités monétaires

Les disponibilités monétaires se chiffrent à 617,8 milliards de Fcfa en décembre 2006 contre 521,8 milliards en décembre 2005, soit une augmentation de 18,4%. La hausse de la monnaie fiduciaire (15,05%) et de la monnaie scripturale (20,31%) expliquent cette évolution.

La quasi-monnaie

La quasi-monnaie, constituée des dépôts à terme et d'épargne s'élève à 360,7 milliards de Fcfa en décembre 2006 contre 313 milliards en décembre 2005, soit une progression de 15,2%, suite à l'amélioration de l'épargne des agents économiques.

Ces évolutions ont pour incidence une hausse du taux de liquidité (M2/PIB) comparativement à l'année précédente. Il s'établit à 19,6% contre 18,3%, alors que le taux de couverture des crédits à l'économie par la quasi-monnaie baisse de 2,4 points passant de 67,3% à 64,9% en décembre 2006.

Le taux de couverture du crédit intérieur par la quasi-monnaie croît de 12,8 points. De 64,7% en décembre 2005, il atteint 77,5% en décembre 2006. En revanche, la vitesse de circulation de la monnaie s'est réduite à 5,1 en décembre 2006 du fait de la hausse de la masse monétaire, alors qu'elle se situait à 5,5 en décembre 2005.

III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires progressent de 6,9%, passant de 183,7 milliards en décembre 2005 à 196,3 milliards en décembre 2006.

Cette évolution est essentiellement le résultat de l'amélioration des « autres postes nets » qui passent de -25,7 milliards de Fcfa en décembre 2005 à -11,9 milliards en décembre 2006.

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Elles se composent des Avoirs Extérieurs Nets et du Crédit Intérieur. Elles constituent les opérations à l'origine de la création monétaire. Sur la période sous revue, les contreparties de la masse monétaire augmentent de 15,3%.

Grandeurs Macro-économiques

III.3.2 1 Les avoirs extérieurs nets

En décembre 2006, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) progressent de 32,2% et s'évaluent à 709,2 milliards de Fcfa contre 536,5 milliards en décembre 2005.

Les AEN de la BEAC se sont fortement appréciés et s'établissent à 527,9 milliards de Fcfa en décembre 2006 contre 334 milliards en décembre 2005. Cette performance s'explique par l'augmentation des recettes des principaux produits d'exportation.

Les banques commerciales en revanche voient leurs AEN reculer, passant de 202,6 milliards en décembre 2005 à 181,4 milliards en décembre 2006.

III.3.2.2 Le crédit intérieur

Sur la période de référence, le crédit intérieur recule de 3,4%. De 482 milliards de Fcfa en 2005, il passe à 465,6 milliards en décembre 2006. Cette évolution résulte des mouvements contrastés de ses deux composantes, une augmentation des crédits à l'économie et un net repli des créances nettes sur l'Etat.

Les créances sur l'économie

Les concours bancaires accordés à l'économie progressent de 19,5% entre décembre 2005 et décembre 2006. Ils se chiffrent à 464,7 milliards de Fcfa en décembre 2005 pour s'établir à 555,5 milliards en décembre 2006. Ce dynamisme est dû à la hausse des crédits d'exploitation dans les secteurs des industries brassicoles, du BTP et de la transformation du bois, en liaison avec la tendance haussière de l'activité économique.

Les créances nettes sur l'Etat

L'effort de désengagement de l'Etat envers le système bancaire local a entraîné une baisse des créances nettes sur l'Etat. De ce fait, l'encours de la dette nette passe de 17 milliards de Fcfa en décembre 2005 à -89,9 milliards en décembre 2006.

Sur cette base, la position Nette du Gouvernement (PNG) s'est nettement améliorée, passant de 60,05 milliards de Fcfa en décembre 2005 à -36,7 milliards en décembre 2006.

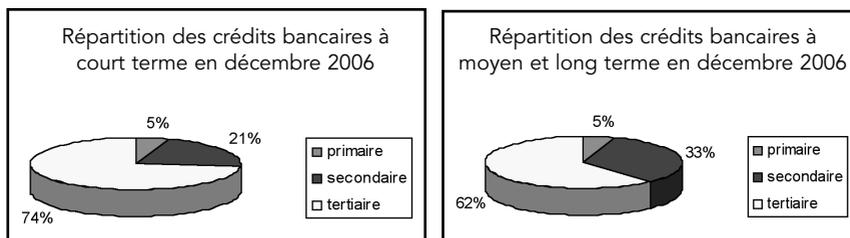
III.3.2.3 Le financement de l'économie

Au 31 décembre 2006, la Centrale des Risques de la Banque Centrale (BEAC) a recensé un montant global de crédits bancaires de 510,4 milliards de Fcfa en 2006 contre 492,7 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 3,6%. Cette hausse est imputable à la forte augmentation de 52,8% des crédits à moyen et long terme qui s'établissent à 303,9 milliards en décembre 2006, par rapport à 198,9 milliards en décembre 2005.

Le repli des crédits à court terme de 29,7% n'a eu aucune incidence sur la hausse globale des crédits.

Grandeurs Macro-économiques

Répartition des crédits bancaires par secteur d'activité et par terme en décembre 2006 (en %)



Le secteur primaire

Les concours octroyés à ce secteur reculent légèrement de 2,9%, partant de 27,9 milliards de Fcfa en décembre 2005 pour s'établir à 27,1 milliards de Fcfa en décembre 2006.

Ce recul s'explique par la baisse des crédits à court terme de 38,9%. Les secteurs de la pêche (-60%) et de la forêt (-47,5%) en sont les principaux responsables, alors que le secteur agricole affiche une hausse des financements bancaires de 43,8%.

Les crédits à moyen et long terme enregistrent une hausse de 47% par rapport à décembre 2005. Cet accroissement est essentiellement le fait de l'augmentation des concours bancaires octroyés au secteur de la forêt (85,3%).

Sur le total des crédits bancaires recensés en fin 2006 (tous termes confondus), 5% seulement vont au secteur primaire.

Le secteur secondaire

Le montant total des financements bancaires destinés à ce secteur connaît une évolution notable de l'ordre de 64,6% (167,1 milliards en décembre 2006 contre 101,5 milliards de Fcfa en décembre 2005). Cette évolution est le fait de la forte augmentation des crédits à moyen et long terme de 64,6%, due à l'intense activité relevée dans le secteur. Cette situation est consécutive à la flambée du prix du pétrole brut au cours de l'année 2006.

L'évolution des concours à court terme accordés à ce secteur au cours de l'année 2006 est à la baisse. En effet, partant de 65 milliards de Fcfa en décembre 2005, les concours bancaires à court terme destinés au secteur secondaire s'établissent à 30 milliards de Fcfa en décembre 2006, soit une diminution de 53,8%. Cette tendance baissière est le résultat du déclin des financements bancaires observé au niveau des secteurs des mines (-64,7%), des industries de transformation (-70,9%) et du BTP (-39,3%), malgré un regain des crédits accordés au secteur eau et électricité (63,2%).

A moyen et long terme, toutes les branches ont profité de la hausse des crédits. Au total, le secteur a absorbé 33% des crédits recensés au 31 décembre 2006.

Grandeurs Macro-économiques

Le secteur tertiaire

Ce secteur enregistre une baisse de crédits de 12,9% (316,2 milliards en décembre 2006 contre 363,3 milliards de Fcfa en décembre 2005). Cette évolution est le fait de la baisse conjuguée des crédits à court, moyen et long terme.

A court terme, les concours au secteur tertiaire passent de 212,6 milliards de Fcfa en décembre 2005 à 166,6 milliards douze mois plus tard, soit un recul de 22,1% dû à la baisse concomitante du financement bancaire du commerce de distribution, du commerce d'exportation ainsi que des services.

A moyen et long terme, les financements bancaires destinés au secteur affichent une légère baisse de l'ordre de 0,7%, imputable au recul des crédits octroyés au commerce de distribution (-25%) et aux services (-17,5%).

Sur l'ensemble des crédits recensés, 62% des financements bancaires ont été absorbés par le tertiaire, lequel reste le principal bénéficiaire des crédits alloués en 2006.

III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2006

En 2006, la balance des paiements se caractérise par un excédent du compte des transactions courantes. Les investissements directs gabonais à l'étranger ont progressé, mais les autres investissements, c'est-à-dire les prêts et les crédits commerciaux, ont reculé. Au total, le solde de la balance globale est excédentaire.

III.4.1 La balance des transactions courantes

Fortement excédentaire l'année dernière, les transactions courantes progressent seulement de 3,2% en 2006 pour se situer à 919,9 milliards de Fcfa, soit 18,4% du PIB. Cette évolution découle de l'aggravation des déficits des balances des services et revenus, en dépit de l'accroissement modéré du solde de la balance commerciale.

III.4.1.1 La balance commerciale

L'excédent commercial s'accroît de 2,9% pour s'établir à 2337,8 milliards de Fcfa en 2006 après 2272,6 milliards en 2005. L'augmentation de 5,9% des exportations en valeur, moins proportionnelle à l'accroissement des importations, est à l'origine de cette évolution.

Evolution de la balance commerciale

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006*	06/05
Exportations (fob)	2208,9	2988,6	3165,6	5,9%
Importations (fob)	649,3	716,0	827,8	15,6%
Balance commerciale	1559,7	2272,6	2337,8	2,9%
Taux de couverture (en %)	340,2	417,4	382,4	-8,4 %

Source : Fmi

*Estimations

Grandeurs Macro-économiques

Le ralentissement de la croissance des exportations totales s'explique essentiellement par la baisse des ventes gabonaises de pétrole à la suite du repli de la production pétrolière, du prix du brut gabonais et du taux de change du dollar américain par rapport au Fcfa. En revanche, le manganèse et le bois se sont bien vendus à l'étranger.

En 2006, les importations de marchandises ont été très dynamiques. Elles ont augmenté de 15,6% pour se situer à 827,8 milliards de Fcfa, contre 716 milliards en 2005, profitant du dynamisme de l'activité dans le secteur non pétrolier (entrées des produits sidérurgiques, des consommations intermédiaires des entreprises de construction, etc.), ainsi que de la poursuite des importations du secteur pétrolier.

III.4.1.2 La balance des services et des revenus

En raison de la dégradation de tous les postes des services, à l'exception des Autres assurances d'une part et, de la hausse des revenus du capital versés à l'étranger d'autre part, le déficit de la balance des services et des revenus des facteurs s'accroît de 3,1%.

III.4.1.3 La balance des transferts courants

Le déficit des transferts courants atteint 103,4 milliards de Fcfa en 2006, soit 3,4 milliards de Fcfa de moins qu'en 2005. La réduction des transferts nets du secteur privé à l'étranger explique particulièrement cette évolution.

III.4.2 La balance des capitaux

En 2006, le déficit de la balance des capitaux recule de 7,5% du fait de la baisse des sorties des capitaux au titre des « autres investissements ». Les flux d'investissements directs à l'étranger, correspondant essentiellement aux prises de participations à l'étranger par les filiales des grands groupes résidents, s'accroissent de 9,3%.

III.4.3 La balance globale

En définitive, la balance globale des paiements dégage un excédent de 193,9 milliards de Fcfa en 2006 après celui de 98,4 milliards de Fcfa obtenu en 2005, soit une progression de 97,1%. Cet excédent a induit une augmentation des avoirs de réserve de 193,9 milliards de Fcfa, correspondant dans leur quasi-totalité à une hausse des avoirs en devises étrangères.

Grandeurs Macro-économiques

Evolution de la balance globale

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006*	var 06/05
1. Transactions courantes	390,3	891,1	919,9	3,2%
A. Biens et Services	487,5	997,9	1023,4	2,6%
a. biens	1559,7	2272,6	2337,8	2,9%
b. services	-1072,2	-1274,7	-1314,4	3,1%
B. Transferts sans contreparties	-97,1	-106,8	-103,4	-3,2%
2. Mouvements de Capitaux	-320,6	-659,9	-610,4	-7,5%
3. Erreurs et Omissions	-45,8	-132,8	-115,6	
4. Balance globale	24,0	98,4	193,9	97,1%

Source : Fmi

*Estimations : Beac

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

Avec une progression annuelle de 0,8%, les créations nettes d'emplois ralentissent en 2006, après la croissance remarquable de 2005 (+2,1%). Le secteur public emploie 58 813 agents, alors que les effectifs des sociétés baissent de 2,2% pour se situer à 53 695 personnes. Dans ce contexte, le taux de chômage est estimé à 26,4%.

Evolution des effectifs salariés du secteur moderne

	2004	2005	2006	06/05
Sociétés	54 897	54 884	53 695	-2,2%
Parapubliques	13 978	13 837	12 512	-9,6%
Privées	40 919	41 047	41 183	0,3%
Secteur public	54 415	56 785	58 813	3,6%
Fonction publique	44 041	46 411	48 363	4,2%
MONP	6 484	6 484	6 560	1,2%
Libreville	3 640	3 640	3 716	2,1%
Intérieur	2 844	2 844	2 844	-
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	-
Total Général	109 311	111 669	112 508	0,8%

Sources : Dgb, Dge

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

En 2006, l'emploi dans le secteur public augmente de 3,6% par rapport à l'année précédente, sous l'impulsion des recrutements dans les administrations sociales (+12,5%), économiques (+12,7%), dans les administrations générales (+1,9%) et de l'éducation (+4,2%). De même, la main d'œuvre non permanente de l'Etat s'accroît de 1,2%. En revanche, les effectifs des administrations de développement régressent de 14,6%..

Grandeurs Macro-économiques

Evolution de l'emploi public

(en nombre de salariés)	2004	2005	2006	06/05
Fonction publique	44 041	46 411	48 363	4,2%
Pouvoirs publics	13 653	13 969	14 343	2,7%
Adm. Générale	6 298	6 473	6 595	1,9%
Adm. Economiques	3 392	3 626	4 085	12,7%
Adm. du Développement	2 196	2 328	1 988	-14,6%
Adm. Des transports	450	479	494	3,1%
Adm de l'Education	12 917	13 401	13 963	4,2%
Adm. sociales	5 108	6 108	6 869	12,5%
Autres	27	27	22	-18,5%
MONP	6 484	6 484	6 560	1,2%
Libreville	3 640	3 640	3 716	2,1%
Intérieur	2 844	2 844	2 844	-
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	-
Total	54 415	56 785	58 813	3,6%

Sources: Dgb, Dge

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

Du fait de la réduction des effectifs des sociétés Air Gabon et Gabon télécom, pour cause de privatisation, l'emploi total des sociétés recule par rapport à l'année 2005. Les créations d'emplois dans les sociétés privées ont été très faibles pour compenser les pertes d'emplois dans le parapublic.

Toutefois, du point de vue sectoriel, le tertiaire marchand reste le moteur principal de l'emploi, en dépit de la régression des effectifs des branches Transports et Télécommunications. En effet, la hausse est très sensible dans les Services (+2,3%) et dans le Commerce (+3,7%), à la suite du dynamisme de l'activité enregistré dans ces deux branches. L'emploi dans les secteurs primaire et secondaire est faiblement orienté à la hausse.

Evolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

(Nombre de salariés)	2004	2005	2006*	06/05	Poids de la branche en 2006
Agriculture	2 030	2011	2076	3,2%	3,9%
Pétrole	1 533	1547	1622	4,8%	3,0%
Mines	1 495	1502	1529	1,8%	2,8%
Bois	9 083	9091	9134	0,5%	17,0%
Industries Agro-alimentaires	1 975	1875	1908	1,8%	3,6%
Autres industries	1 779	1790	1837	2,6%	3,4%
Eau, électricité et raffinage	2 013	1955	1929	-1,3%	3,6%
Bâtiment et travaux publics	4 860	4847	4951	2,1%	9,2%
Transports et Télécom	11 052	11193	9066	-19,0%	16,9%
Services	11 194	11180	11505	2,9%	21,4%
Commerce	5 732	5732	5943	3,7%	11,1%
Banques et Assurances	2 151	2161	2195	1,6%	4,1%
Total	54 897	54884	53695	-2,2%	100,0%

Sources: Dge, Comité de privatisation

*Estimations

Grandeurs Macro-économiques

III.5.2 Le chômage

Le nombre de demandes d'emplois traités par l'Office National de l'Emploi (ONE) s'est établi à 4569 contre 3134 en 2005, soit une hausse de 45,8%, résultant de la progression significative des demandes d'emploi d'anciens travailleurs (+176,6%) malgré la baisse de 16,2% observée chez les primo demandeurs (actifs à la recherche d'un premier emploi).

Par ailleurs, les offres d'emplois ont augmenté de 88% pour atteindre 1156 contre 615 en 2005.

Les embauches totales se sont élevées à 835, soit une hausse de 97,4%. Cette embellie a été consécutive à la hausse des emplois gérés par le Fonds d'Insertion et de Réinsertion (FIR) ainsi qu'à l'adéquation entre offres disponibles et qualifications des demandeurs d'emploi.

III.5.3 Les salaires

En 2006, la masse salariale globale du secteur moderne progresse de 7,6% pour s'établir à 844,4 milliards de Fcfa, après 784,8 milliards en 2005. Cette évolution est le résultat de la hausse conjointe des rémunérations des sociétés et de celles des administrations.

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Sociétés	491,0	542,8	577,1	6,3%
Privés	383,4	433,2	463,7	7,0%
Parapubliques	107,6	109,6	113,4	3,5%
Administrations	242,6	242,0	267,3	10,5%
Fonction publique	209,4	208,8	229,2	9,8%
Collectivités locales	14,2	14,2	14,9	4,9%
MONP	19,0	19,0	23,2	22,1%
Total Général	733,6	784,8	844,4	7,6%

Sources : Dge, Dgb

III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale des administrations publiques s'accroît de 10,5%, sous l'impulsion du relèvement du Smig, de la revalorisation du point d'indice, de la prise en compte partielle des régularisations du stock des situations administratives des agents publics.

III.5.3.2 La masse salariale des sociétés

Le niveau de la masse salariale dans le secteur marchand s'accroît de 6,3%, passant de 542,8 milliards de Fcfa en 2005 à 577,1 milliards en 2006. Cette évolution s'explique particulièrement par l'accroissement de 7% des salaires des sociétés privées du fait du dynamisme de l'activité dans la quasi-totalité des branches du secteur hors pétrole.

Grandeurs Macro-économiques

III.5.4 Les prix

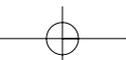
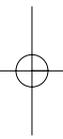
En 2006, les prix à la consommation des ménages africains de Libreville ont crû de 4% en moyenne annuelle par rapport à 2005 (-0,1%). En glissement annuel, la hausse des prix a été de 6,5%.

L'année est marquée par l'accélération des prix de l'alimentation, en particulier ceux des viandes et poissons, en raison notamment de la « crise de la grippe aviaire » qui a conduit les ménages à consommer plus de viande et de poisson.

Evolution de l'indice des prix à la consommation de 2004 à 2006

Regroupements	Pondérations	2003	2004	2005	déc.05/ déc.04(en %)	moy. annuelle (en %)
INDICE GENERAL	1000	490,4	489,9	509,7	6,5	4,0
PRODUITS LOCAUX	656	458,5	457,7	481,6	10,5	5,2
PRODUITS IMPORTES	344	550,6	542,8	563,5	1,2	3,8
Alimentation	547	472,1	473,7	504,1	10,6	6,4
Produits à base de céréales	38	310,1	306,3	305,4	2,1	-0,3
Tubercules	108	400,0	417,0	418,3	1,1	0,3
Fruits et légumes	18	320,5	317,7	288,4	10,2	-9,2
Epicerie	75	297,7	283,3	278,5	2,3	-1,7
Viandes et poissons	184	701,1	705,3	800,7	19,7	13,5
Restaurant	5	283,0	283,0	283,0	0,0	0,0
Boissons et tabacs	119	375,7	364,1	371,1	-0,2	1,9
Habillement	175	397,6	389,9	397,1	1,5	1,8
Habitation	130	400,4	395,9	403,7	3,7	2,0
Logement	23	590,9	589,3	589,2	0,0	0,0
Energie et entretien	14	395,9	397,2	413,9	2,6	4,2
Equipement	93	354,0	356,2	372,9	5,5	4,6
Hygiène - Soins	19	581,6	616,5	639,8	4,2	3,8
Transports	63	888,0	882,4	871,2	2,7	-1,3
Loisirs - Divers	66	659,2	680,6	681,6	-0,4	0,2

Source: Dgsee



QUATRIÈME PARTIE

Politique économique du Gouvernement en 2006

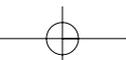


Tableau de bord de l'économie

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2006

Dans un contexte de réduction des ressources pétrolières, le gouvernement tient à redonner un second souffle à l'économie gabonaise à travers le chantier de la diversification de l'économie, tout en poursuivant le programme d'assainissement des finances publiques lancé en 2002.

Dans le but d'asseoir sa stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, l'action du gouvernement s'est caractérisée par la promotion d'une croissance forte et durable, le développement des infrastructures de base et l'amélioration des conditions de vie des populations.

IV.1 LA POLITIQUE BUDGETAIRE

Le gouvernement s'est engagé à redresser les finances publiques avec l'aide des principaux bailleurs de fonds. L'objectif visé étant le renforcement des mesures budgétaires à travers une meilleure mobilisation des recettes et une maîtrise des dépenses publiques.

L'optimisation des recettes

Conformément à la stratégie nationale de mobilisation des recettes de l'Etat, plusieurs chantiers ont été ouverts en 2006 dont ceux consistant à :

- améliorer la comptabilisation de la nouvelle nomenclature des recettes de l'Etat ;
- localiser et identifier les contribuables ;
- officialiser les recettes des administrations collectant les taxes ;
- élaborer un identifiant statistique et fiscal unique ;
- mettre en place une caisse des dépôts du Trésor Public.

La maîtrise des dépenses publiques

Dans un contexte marqué par la baisse des ressources pétrolières, la nécessité de freiner l'expansion des dépenses publiques est impérieuse. Conscient de cette réalité, le gouvernement a poursuivi son effort d'encadrement de la dépense par les actions suivantes :

- révision des textes de loi de nature à entraîner l'accroissement inconsidéré des recrutements ainsi que la création de fonctions administratives nouvelles dont le corollaire est l'augmentation des traitements et salaires ;
- mise en œuvre des opérations de régularisation des situations administratives des agents publics ;
- assainissement des fichiers solde à travers le contrôle des effectifs ;
- ventilation de la masse salariale devant permettre une meilleure lisibilité dans l'exécution de la solde et la gestion des ressources humaines ;
- réduction du flux des étudiants gabonais à l'étranger en vue de contenir à terme, le niveau de la dotation allouée au paiement des bourses ;
- maintien à des niveaux raisonnables, de l'utilisation des services d'utilité publique malgré la mise en fonction des nouveaux édifices publics.

Politique économique du Gouvernement en 2006

La gestion de la dette

En matière de dette publique, la politique poursuivie par le gouvernement s'est basée sur deux axes majeurs : le désendettement progressif de l'Etat d'une part et le renforcement de sa crédibilité auprès des créanciers internes et externes d'autre part. La stratégie mise en place, à cet effet, depuis 2004, porte essentiellement sur le paiement à échéance de l'ensemble des engagements intérieurs et extérieurs, la recherche de financements aux conditions de remboursement très favorables et la diversification des partenaires économiques et financiers.

Représentant plus de 20% du budget de l'Etat, le service de la dette extérieure exerce un effet d'éviction significatif sur les dépenses d'investissements publics. Pour faire face à cette contrainte, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une stratégie qui passe par :

- le maintien de la viabilité de la dette publique à moyen et long terme. Pour ce faire, il s'est engagé à rechercher majoritairement des financements aux conditions plus attractives que celles offertes par le marché ;
- la restauration de la crédibilité de l'Etat par le paiement à bonne date des échéances sur la dette intérieure et extérieure ;
- la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique permettant une gestion de la dette conforme aux standards internationaux ;
- une coordination plus marquée entre la politique d'endettement et de gestion de la dette publique avec les politiques budgétaire et monétaire ;
- le développement d'un marché financier local ou régional pour une mobilisation de l'épargne intérieure au profit du financement de la croissance et du développement.

Le but ultime de la politique d'endettement mise en œuvre est de garantir que le Gouvernement tout en honorant ses engagements au titre de la dette disposera de suffisamment de ressources pour assurer ses autres missions régaliennes.

IV.2 LES MESURES STRUCTURELLES

En plus de la construction des infrastructures économiques de base, la promotion du secteur privé et la restructuration des entreprises publiques sont les principales réformes structurelles que le gouvernement gabonais a poursuivi, pour gagner la bataille de la diversification de l'économie et de la lutte contre la pauvreté.

La promotion du secteur privé

Dans ce domaine, le gouvernement a poursuivi cette politique en mettant l'accent sur :

- le renforcement des capacités de gestion des dirigeants d'entreprises publiques et privées ;
- le renforcement des moyens des structures d'appui et d'accompagnement existantes (Promo Gabon, FAGA, FODEX, APIP...) ;
- les formalités visant à la création d'une pépinière d'entreprises dans les technologies de pointe ;
- la facilitation de l'accès au financement par les opérateurs économiques.

Politique économique du Gouvernement en 2006

En rapport avec ce dernier point, des actions appréciables en faveur du développement de la microfinance ont été menées, dont les principales sont :

- l'organisation de formations à l'intention des promoteurs intéressés par la microfinance et la poursuite des actions de sensibilisation et de promotion dans ce domaine ;
- la remise d'agrément à certains établissements après approbation de la COBAC ;
- la confection d'un document de stratégie de développement de la microfinance au Gabon

La restructuration des entreprises publiques

En 2006, elle a essentiellement concerné Air Gabon, Gabon Poste et Gabon Télécom.

Après l'annonce de la dissolution de la compagnie nationale Air Gabon, le liquidateur a engagé le paiement des droits dus au personnel en poste aussi bien au Gabon qu'à l'étranger.

Au regard des limites constatées dans la proposition faite par les responsables de la Royal Air Maroc, le Gouvernement a jugé utile d'encourager des initiatives privées locales. Ainsi, plusieurs investisseurs se sont regroupés pour créer une nouvelle entité dénommée Gabon Airlines, dont les activités devraient démarrer au courant de l'année 2007.

Une fois la liquidation de Gabon Poste décidée, le gouvernement a entrepris parallèlement la création d'une nouvelle structure publique dénommée « la Poste ».

Par contre, la privatisation de Gabon Télécom a fait l'objet d'un appel d'offre international. Dix (10) investisseurs potentiels ont été sélectionnés.

IV.3 LES POLITIQUES SECTORIELLES

Le document de stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR) repose sur la mise en place des politiques efficaces dans les principaux secteurs d'activité que sont : la forêt, l'environnement, l'agriculture, la pêche, les mines et les infrastructures.

Forêt

Afin de doter l'économie d'une industrie du bois diversifiée et performante, le gouvernement a poursuivi les réformes entreprises dans le secteur forestier en adoptant les mesures suivantes :

- la finalisation du cadre réglementaire de l'aménagement forestier ;
- l'identification des différents circuits de commercialisation des produits transformés ;
- l'identification des mécanismes de financement des PME/PMI forestières ;
- l'harmonisation des mécanismes de rétrocession des revenus forestiers aux populations riveraines.

Politique économique du Gouvernement en 2006

Environnement

Le Gabon a manifesté son engagement à assurer la conservation de la biodiversité forestière et la protection des écosystèmes par la mise en place d'aires protégées. A cet effet, le gouvernement a réalisé des actions allant dans le sens de :

- la mise en œuvre d'une législation environnementale ;
- l'aménagement des sites potentiels de développement des activités écotouristiques ;
- l'utilisation rationnelle de la faune à travers un réseau de concertation des différents acteurs impliqués.

Pêche et aquaculture

Pour le développement de ce secteur, le gouvernement s'est fixé des objectifs spécifiques visant à permettre l'émergence d'une pêche gabonaise rentable et compétitive. Ainsi, des actes ont été posés afin de :

- augmenter la production halieutique permettant d'assurer l'approvisionnement normal du marché intérieur ;
- créer des filières artisanales et industrielles des produits de la pêche ;
- organiser un processus d'accès au crédit pour les PME/PMI du secteur.

Agriculture

La reprise des activités de production du café, du cacao et de l'hévéa ainsi que l'extension de l'agriculture périurbaine à l'intérieur du pays, donnent le ton sur le rôle prioritaire que le gouvernement compte faire jouer au secteur agricole. Dans le cadre de la nouvelle politique de relance du dudit secteur, il s'est engagé à :

- créer des centres provinciaux de renforcement agricole ;
- appuyer la recherche agricole ;
- renforcer la production des cultures maraîchères et fruitières ;
- lancer un programme spécial de sécurité alimentaire avec l'appui de la FAO ;
- appuyer les initiatives locales avec le soutien du FIDA.

Réduction des inégalités

Le principe de la continuation des fêtes tournantes du 17 août visant le développement équilibré des provinces, par l'amélioration des infrastructures, notamment routières et aéroportuaires, ainsi que l'adduction d'eau et l'électrification des zones rurales, a constitué l'un des outils du gouvernement pour la réduction de la fracture sociale.

Mines

La conjoncture favorable sur les marchés internationaux de la sidérurgie a eu des effets bénéfiques sur l'activité du secteur minier au Gabon. Cette situation explique l'engouement du gouvernement à promouvoir des investissements dans l'ensemble du secteur. Par la relance des projets d'exploitation du manganèse et du fer, il s'est investi dans :

Politique économique du Gouvernement en 2006

- la mise en place d'un cadre juridique adéquat permettant l'amélioration de la transparence dans l'attribution des titres miniers et pétroliers ;
- la préservation de l'environnement par la création d'un service spécialisé en la matière.

Tourisme

L'action du gouvernement s'est orientée vers le développement d'un ensemble d'activités permettant d'exploiter, à des fins touristiques, les réservoirs de biodiversité dont regorge le pays. La politique gouvernementale dans ce secteur a essentiellement consisté à :

- restructurer et renforcer Gabon Tour ;
- classer les structures hôtelières ;
- valoriser la culture et l'artisanat ;
- mettre en place des circuits touristiques.

Infrastructures de base

L'amélioration des infrastructures de base est un préalable important au développement d'un pays. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a orienté ses efforts dans les domaines du transport, de l'eau/énergie et des technologies de l'information et de la communication.

Transport

La route reste une priorité pour le gouvernement. C'est pourquoi des mesures portant sur la pérennisation de l'entretien routier par le biais du fonds d'entretien routier de deuxième génération (FER II) ont été prises. Elles concernent :

- l'achèvement des projets ayant effectivement démarré en 2005 ;
- la poursuite du bitumage de 30% du réseau national ;
- la protection du réseau routier eu égard au problème posé par la surcharge des poids lourds ;
- la mise en place de la banque des données routières informatisées (BDR).

En matière de transport routier, un accent a été mis sur la sécurité, avec un certain nombre d'actions posées en vue de prévenir, d'éduquer et de sensibiliser à la sécurité routière.

Dans le domaine du transport aérien, le gouvernement s'est attelé à la modernisation des installations à travers la réhabilitation de dix (10) aéroports provinciaux et par l'étude sur la construction d'un nouvel aéroport à Libreville.

Le transport maritime a fait l'objet quant à lui, de mesures allant dans le sens de la modernisation et de l'adaptation des ports, le renforcement de la sûreté et la sécurité des ports ainsi que la surveillance des zones maritimes territoriales.

Eau – Electricité

ECe secteur d'activité économique est à la base de l'activité productive du pays. A cet effet, des efforts sont consentis en vue de :

Politique économique du Gouvernement en 2006

- renforcer la capacité nationale d'offre en électricité ;
- renforcer le réseau d'eau aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays ;
- contrôler la qualité des eaux distribuées

Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Le Gabon n'est pas en reste en matière de développement des TIC. Ainsi, le gouvernement a poursuivi toutes actions visant à connecter les administrations aux TIC.

IV.4. LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2006, la BEAC a maintenu sa politique de détente des taux d'intérêt, profitant de la forte consolidation des avoirs extérieurs consécutive à la flambée des prix du pétrole brut et du resserrement des politiques monétaires constaté dans la plupart des pays industrialisés.

Refinancement bancaire

Au cours de la période sous revue, la liquidité du système bancaire local s'est encore renforcée, ce qui a eu pour effet la non soumission des banques primaires aux appels d'offres. En conséquence, l'objectif de refinancement a été maintenu à 8 milliards de Fcfa.

Politique des taux

Les taux directeurs et les conditions de banque n'ont été réaménagés qu'une seule fois à la baisse. Cette inflexion de la politique monétaire visait à encourager les investissements et la croissance dans le contexte d'une inflation jugée maîtrisée.

Ainsi, en 2006, les taux d'intervention de la BEAC et les conditions de banque ont été réaménagés à la fin du premier trimestre comme suit :

- le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) descend à 7% contre 7,25%;
- le taux des Prises en Pension (TIPP) baisse à 5,25% au lieu de 5,50% ;
- le Taux Crédeur Minimum (TCM) baisse à 4,25% au lieu de 4,75%;
- le Taux Débiteur Maximum (TDM) passe à 15% au lieu de 17% auparavant ;
- le Taux de Pénalité des Banques (TPB) est réduit à 12% au lieu de 15%;
- le taux des avances aux Trésors baisse de 5,50% à 5,25%.

Par ailleurs, le Taux d'Intérêt sur les Placements (TISP) a été également revu à la hausse et s'établit comme suit pour les différentes échéances :

- placements à 7 jours : 1,65% au lieu de 1,60% ;
- placements à 28 jours : 1,65% majoré de 1/16 de point ;
- placements à 84 jours : 1,65% majoré de 1/8 de point.

Politique économique du Gouvernement en 2006

Enfin, il est à noter qu'une nouvelle politique de rémunération des dépôts publics a été adoptée en mars 2006. Celle-ci se traduit par la suppression du Taux des Dépôts Spéciaux des Organismes Publics et par l'instauration de quatre taux différents.

Compte tenu du relèvement par la Banque Centrale Européenne du Taux de la Facilité de Prêt Marginal (Taux de rendement des avoirs en Compte d'Opérations), la grille de rémunération des dépôts publics par la BEAC a été réaménagée, comme suit :

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de Réserves sur les Générations Futures (TISPP0), 3,15% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP1) : 2,95% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des Dépôts Spéciaux lorsque l'Etat ne recourt pas aux avances de la BEAC (TISPP2) : 2,65% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des Dépôts Spéciaux lorsque l'Etat recourt aux avances de la BEAC (TISPP3) inchangé : 0,50%.

Réserves obligatoires

Le Conseil d'Administration de la BEAC a adopté, en juillet 2002, le principe de coefficients de réserves obligatoires différenciés selon les pays, en fonction de la situation de liquidité bancaire observée localement, et a créé des groupes en fonction de la situation de liquidité des pays. La persistance de la surliquidité bancaire, particulièrement forte dans le cas de la Guinée Equatoriale, a conduit la BEAC à redéfinir les groupes de pays en mars 2006, ainsi que les coefficients afférents.

Les coefficients et le taux de rémunération des réserves obligatoires applicables aux banques gabonaises ont donc été modifiés, compte tenu de leur situation de liquidité jugée satisfaisante (les banques gabonaises font maintenant partie du groupe II). Ainsi :

- Les coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV) sont de 7,75% au lieu de 5% et ceux applicables sur les dépôts à terme (DAT) sont de 5,75% au lieu de 3% ;
- Le taux de rémunération des réserves obligatoires est ramené à 0,30%, contre 0,40% auparavant.

En décembre 2006, les réserves obligatoires à constituer atteignent 57,8 milliards de Fcfa (soit 31,4% des réserves libres des banques) contre 28,4 milliards de Fcfa (environ 24,4 % des réserves libres des banques) en décembre 2005.

Ce renforcement de la politique des réserves obligatoires vise à ponctionner la forte liquidité bancaire et à renforcer l'efficacité de la politique des taux d'intérêt.

Politique économique du Gouvernement en 2006

IV.5.LA POLITIQUE SOCIALE

La lutte contre la pauvreté a été consacrée comme priorité dans le DSCRP du Gabon. A cet effet, le Gouvernement a articulé sa politique sociale autour des axes que sont : la santé, l'éducation, l'habitat, la solidarité nationale, la formation et l'emploi.

Par ailleurs, les coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV) et les dépôts à terme (DAT) sont restés les mêmes et sont respectivement de 5,0% et 3,0%. En revanche, le taux de rémunération des réserves obligatoires a baissé sur la période, passant de 0,55% à 0,40%. Cette progression traduit la volonté des autorités monétaires de mieux maîtriser la liquidité bancaire.

Santé

En plus des mesures du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) dont les principales orientations ont été reprises dans le DSCRP, le gouvernement s'est engagé dans :

- la poursuite de la construction des hôpitaux, des CTA et des pharmacies régionales à l'intérieur du pays ;
- la réhabilitation et équipement des centres de santé et dispensaires ;
- le recrutement de 1220 personnels médicaux supplémentaires.

Habitat

Pour faire face à la forte demande de logement émise par les populations, le gouvernement a poursuivi les actions suivantes :

- la réhabilitation de l'Ecole Nationale du Cadastre ;
- l'intensification des activités du Ministère de l'Urbanisme et du Cadastre ;
- la promotion du logement social ;
- la poursuite de l'aménagement des lotissements de Bikélé et d'Agondjé.

Solidarité nationale

Le Gouvernement a mis un point d'honneur à procurer aux populations vulnérables, un certain nombre de services, au titre de la solidarité nationale. Ainsi, on peut noter dans le domaine des catastrophes :

- la mise en œuvre des textes d'application de la loi n° 021/2004 du 2 février 2005 relative aux plans d'exposition aux risques ;
- le renforcement des capacités des structures administratives devant prendre en charge les populations sinistrées et celles exposées au risque de catastrophe ;
- la mutation de la Caisse Nationale de Garantie Sociale (CNGS) en Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) d'une part, et la réhabilitation continue de la CNSS d'autre part, sont autant d'actions qui montrent l'ambition du gouvernement en matière de protection et de sécurité sociale au Gabon.

Politique économique du Gouvernement en 2006

Education

Le système éducatif gabonais souffre de dysfonctionnements structurels que le Gouvernement tient à enrayer par les mesures suivantes :

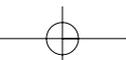
- le financement d'une étude sur l'implantation et la répartition de nouvelles salles de classe dans le pays ;
- la réforme des programmes d'enseignement dont les contenus sont inadaptés à l'emploi ;
- la distribution gratuite des fournitures dans le primaire ;
- la formation permanente des enseignants.

Au niveau de l'enseignement supérieur, le gouvernement a décidé du passage au système LMD (Licence, Master, Doctorat) pour être en phase avec les évolutions internationales et de la création de nouveaux pôles universitaires pour décongestionner l'Université Omar BONGO de Libreville.

Emploi

Si la politique de diversification de l'économie répond à toutes les attentes que le Gouvernement place en elle, il est à prédire une embellie dans les secteurs d'activité qui ont été retenus pour relancer la croissance hors pétrole au Gabon.

En attendant, pour reclasser l'abondante main d'œuvre mise en chômage du fait des privatisations, l'Etat a entamé la mise en place d'une cellule de prise en charge dont la mission essentielle est de conseiller et assister les licenciés dans leurs démarches de création d'unités de production et dans leur quête d'emploi.



CINQUIÈME PARTIE

Perspectives 2007-2008

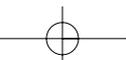
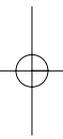


Tableau de bord de l'économie

V. LES PERSPECTIVES 2007-2008

V.1 LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2007-2008

V.1.1 La situation internationale

En 2007, l'économie mondiale, bien qu'en léger retrait, demeurerait sur une phase de croissance forte avec une prévision du PIB en volume de 4,9%. La croissance mondiale devrait se rééquilibrer entre les grandes zones économiques, avec un atterrissage en douceur des économies américaine et britannique et un léger retrait de l'activité en Europe.

L'économie de la zone euro serait particulièrement influencée par le resserrement des politiques budgétaires, l'appréciation continue de l'euro, le refroidissement du secteur immobilier et le ralentissement de l'économie américaine.

Des politiques monétaires accommodantes aux Etats-unis et dans la plupart des pays de l'OCDE permettraient de limiter le rythme de progression de l'inflation, ceci dans un contexte de prix élevé de la facture énergétique.

Le commerce mondial resterait dynamique, malgré un léger fléchissement en volume à 7,7%.

L'activité

Aux Etats-Unis, en dépit d'une gestion prudente des taux d'intérêt par la Fed, la croissance ralentirait à 2,9 %. L'effondrement du marché immobilier observé en 2006 se poursuivrait et aurait un impact sur l'expansion économique. Par ailleurs, le niveau d'endettement des ménages ne favoriserait pas un redécollage de la consommation. Toutefois, l'investissement des entreprises resterait dynamique, en raison du niveau actuellement élevé des profits.

Au Japon, l'économie devrait enregistrer une croissance de 2,1%. Le dynamisme de la demande intérieure, soutenue par des taux d'intérêt très bas et les résultats positifs du commerce extérieur obtenus grâce à un taux de change du yen avantageux, expliqueraient cette évolution. Néanmoins, la baisse prévisible de régime des économies américaine et européenne aurait un effet sur l'économie japonaise.

Dans la Zone euro, la croissance, en retrait par rapport à l'année 2006, serait estimée à 2%.

Dans ce contexte, l'économie allemande principale locomotive de la zone, ne profiterait que d'un taux du PIB de 1,3% sous l'effet d'une hausse à 19% de la taxe sur la valeur ajoutée. En France, l'économie pourrait stagner à 2,3%. En Italie, la hausse des prélèvements obligatoires affecterait la croissance qui se maintiendrait à 1,3%.

Au Royaume Uni, le taux de croissance de l'économie se stabiliserait à 2,7%.

Perspectives 2007-2008

Le ralentissement de l'économie mondiale n'aurait qu'un impact limité sur les économies des pays en transition. L'ensemble des économies des pays de l'Europe Centrale et de l'Est croîtrait de 5%. La Russie, la Pologne et la République Tchèque auraient respectivement des taux de croissance de 6,5%, 4% et 4,5%.

Dans le même temps, dopé par les cours élevés du pétrole, le Moyen-Orient consoliderait sa richesse 5,4%.

Les économies des pays en développement resteraient dynamiques malgré le fléchissement de l'économie mondiale. L'ensemble, les pays émergents et ceux dits en développement enregistreraient une expansion de 7,2%.

En Asie, les différentes économies bénéficieraient d'un taux de croissance de 8,6%. Les performances de la Chine et de l'Inde demeureraient particulièrement appréciables avec des taux de croissance respectifs de 10% et 7,3%.

En Amérique Latine, le PIB fléchirait légèrement à 4,2% en 2007. L'envolée des prix des produits de base soutiendrait la croissance de la région. Particulièrement, le Brésil et l'Argentine progresseraient respectivement de 4% et 6%.

Le continent africain afficherait une croissance de 5,9% en 2007 contre 5,4 % en 2006. Gros exportateur de matières premières, il profiterait de la bonne tenue des cours sur le marché international.

L'Afrique du sud et le Nigeria pourraient à nouveau profiter des effets de l'amélioration des termes de l'échange avec respectivement 6% et 4% de richesses créées en 2007.

Au Maghreb, la croissance serait à nouveau soutenue par la bonne tenue de l'industrie pétrolière et le dynamisme du secteur tertiaire. Le Maroc, l'Algérie et l'Égypte auraient respectivement 3,5%, 4,5% et 5% de croissance.

Dans les pays de la CEMAC, l'activité économique serait caractérisée par une baisse de la production pétrolière de 2,6%, compensée par la forte hausse de la production de méthanol. Toutefois, la zone pourrait bénéficier d'un taux de croissance du PIB de 4,9% favorisée par une forte expansion du secteur non pétrolier, la poursuite des réformes structurelles et l'amélioration des politiques macro-économiques. Ainsi, la croissance serait de 4,1% au Cameroun, 4% en République Centrafricaine; 5,2% au Congo ; 16,6% en Guinée Equatoriale ; 0% au Tchad et 5,6% au Gabon.

L'inflation

Au regard des incertitudes relatives aux cours du pétrole et à la fin de la crise du secteur immobilier en Europe et aux Etats-Unis, l'année 2007 serait caractérisée par une évolution mitigée de l'inflation selon les zones économiques et les pays.

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, l'inflation se stabiliserait à 2% en 2007. Aux Etats-Unis, la Fed parviendrait à maîtriser l'inflation qui baisserait à 2,5% en 2007 et 2,2% en 2008.

Perspectives 2007-2008

La hausse générale des prix resterait très faible au Japon en dépit du renchérissement du prix des terrains. En 2007 et 2008 l'inflation serait respectivement de 0,1% et 0,3%.

Les pays de la zone euro et particulièrement la BCE veilleraient scrupuleusement au maintien des prix à des seuils non pénalisant pour la croissance. Ainsi, pour toute la zone, il est prévu une inflation de 1,8% en 2007 et 2% en 2008.

Dans ce contexte, la France et l'Allemagne enregistreraient respectivement, 1,9% et 1,8% en 2007 et 2% et 1,6% en 2008.

Quant au Royaume Uni, il connaîtrait une progression de l'indice des prix à la consommation de 2,2% en 2007 et 2,1% en 2008.

L'emploi

Malgré une baisse prévisible de l'activité économique mondiale en 2007, le taux de chômage poursuivrait sa tendance baissière et se situerait à 5,8% dans l'ensemble des pays de L'OCDE.

Aux Etats-Unis, le taux de chômage baisserait à 4,2% de la population active à cause du dynamisme observé dans plusieurs secteurs de l'économie.

L'embellie de l'économie Japonaise entamée en 2005, stimulerait de nouvelles créations d'emplois en 2007. Le taux de chômage se réduirait à 3,9% de la population active.

Dans la zone euro, la décreue du chômage se poursuivrait en 2007 et atteindrait 7% de la population active.

Ainsi, en Allemagne, les prévisions indiquent une baisse du taux de chômage à 7,7% de la population active, tandis qu'en France, il est prévu une stabilité de ce taux à 8,4%.

Au Royaume Uni, le taux de chômage serait en hausse et afficherait une évolution estimée à 5,9% de la population active.

V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base

V.1.2.1 Le pétrole

Après avoir atteint 64,3 dollars le baril en moyenne annuelle en 2006, le cours du pétrole (Brent) s'établirait à 60,8 dollars en fin d'année 2007, sous l'effet de la douceur de l'hiver dans l'hémisphère nord, des stocks importants aux USA, de l'atténuation des tensions géopolitiques malgré les capacités de raffinage toujours limitées à l'échelle mondiale.

V.1.2.2 L'huile de palme

Soutenu par une forte demande en 2006, le marché international des oléagineux se caractériserait par un déficit de l'offre face à une demande en forte croissance liée aux besoins des industries alimentaires, des oléo chimiques et des biocarburants. Ainsi, les cours des principales huiles et graisses se raffermiraient en 2007, notamment ceux de l'huile de palme.

Perspectives 2007-2008

V.1.2.3 Le caoutchouc

Le déficit de la production de caoutchouc prévisible dans les principaux pays producteurs (Thaïlande, Indonésie et Malaisie), en raison des effets conjugués du Tsunami et du phénomène « El Nino », soutiendrait la fermeté des cours du caoutchouc naturel en 2007. Les fonds d'investissement contribueraient à cet affermissement.

V.1.2.4 Le café

Le marché mondial du café se caractériserait par un déficit de l'offre par rapport à la demande, en raison de la baisse prévisible de la production brésilienne et vietnamienne (les deux principaux producteurs) suite aux mauvaises conditions météorologiques. Ainsi, les cours du robusta et de l'arabica devraient rester fermes en 2007, avec une hausse de 5%.

V.1.2.5 Le cacao

Le déficit de l'offre de cacao par rapport à la demande estimé à plus de 100 000 tonnes pour la campagne 2006/2007 soutiendrait les cours en 2007. En effet, la production de la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, pâtirait d'une sécheresse probable en 2007, affectant la récolte intermédiaire.

V.1.2.6 Le sucre

La production mondiale de sucre pour la campagne 2006/2007 se situerait à 152 millions de tonnes (Mt), en augmentation de 5,1% par rapport à 2005/2006, alors que la demande croîtrait de 1,9% à 149,4 Mt, soit un excédent de 2,6 Mt. Dans ce contexte de surabondance, les cours s'inscriraient en baisse, exacerbés par le recul des prix de l'éthanol.

V.1.2.7 L'or

Les cours de l'or demeureraient fermes en 2007, essentiellement soutenus par le rebond de la demande de la joaillerie, les ventes d'or par les banques centrales, les tensions géopolitiques et les craintes inflationnistes. Ainsi, l'once d'or s'échangerait contre un prix moyen oscillant entre 650 et 675 dollars.

V.1.2.8 Le minerai de fer

Le minerai de fer connaîtrait un raffermissement de son prix en 2007 de 9,5% pour s'établir aux alentours de 45 dollars la tonne. La croissance exponentielle de la demande chinoise pour les besoins de son industrie sidérurgique (hausse de 10% par rapport à 2006) soutiendrait les cours du minerai.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le Pétrole

La production s'établirait à 12,5 millions de tonnes en 2007, soit une amélioration de 4,6% résultant des efforts consentis par les opérateurs en 2006.

Le prix du baril de brut gabonais accuserait un recul 8,5% pour se situer en moyenne annuelle à 60,80 dollars, suite au repli des cours sur le marché international. Le dollar serait en retrait et son taux moyen de change annuel serait de 504,2 Fcfa, soit une dépréciation de 3,6%.

La recherche pétrolière se poursuivrait, malgré la baisse prévue des cours du baril de brut sur le marché international. Les sociétés pétrolières poursuivraient leurs investissements en exploration. Ces derniers enregistreraient une hausse de 4%, en s'établissant à 418,4 milliards de Fcfa.

V.2.1.2 Le Manganèse

La demande sans cesse croissante de la Chine, des pays de l'Europe de l'Est, des Etats-Unis et la reconstitution des stocks de minerai offrent au secteur minier des bonnes perspectives sur le marché mondial.

Avec un investissement de 25 milliards de Fcfa prévu en 2007, la Comilog entrevoit atteindre une production de 3,3 millions de tonnes de minerai. De même, elle procéderait au recrutement d'une quarantaine d'employés.

V.2.1.3 Le Bois

La forte demande de bois sur le marché extérieur laisse entrevoir un accroissement de la production des grumes et partant une augmentation des exportations de bois en 2007. Celles-ci pourraient se situer à environ 1,8 million de m³, dont 850 000 m³ pour l'Okoumé et 915000 m³ pour les bois divers.

V.2.1.4 L'Agriculture

Les performances enregistrées en 2006 par la production maraîchère et vivrière suite à la mise en place du PADAP depuis 2004, se consoliderait en 2007.

Pour ce qui est des cultures de rentes, la poursuite des opérations d'achat de cacao et de café, ainsi que la relance des opérations agromomiques par la Caistab, pourraient contribuer à la consolidation de la production de ces cultures en 2007. De plus, la Caistab prévoit d'apporter un soutien financier et technique aux planteurs afin d'améliorer la production et la qualité du café et du cacao.

Quant à l'hévéaculture, il est prévu un raffermissement des activités en raison de la fermeté de la demande mondiale de caoutchouc.

Perspectives 2007-2008

V.2.1.5 La Pêche

Avec le lancement du projet d'appui des pêches et de l'aquaculture (PSPA) sur financement de la BAD à hauteur de 12,9 milliards de Fcfa, le secteur pêche et aquaculture pourrait améliorer ses performances. En effet, ce projet vise à apporter un soutien technique et financier à :

- 500 femmes fumeuses et transformatrices de poissons ;
- 500 aquaculteurs dont 300 nouveaux et 200 anciens ;
- 500 jeunes gabonais qui désirent entreprendre dans les métiers de la pêche ;
- 500 pêcheurs artisanaux ;
- tout le personnel administratif et les autres intervenants qui exercent dans la filière.

Le but recherché par ce projet est d'atteindre une production de plus 60 000 tonnes contre 4 000 tonnes actuellement dans un contexte de fermeté de la demande locale et extérieure.

V.2.1.6 La Production meunière et avicole

L'activité meunière et avicole devrait enregistrer en 2007 des contreperformances en raison de la hausse du cours de la matière première sur le marché international et de l'effet grippe aviaire. Ainsi, la production de farine s'établirait à 57 340 tonnes et, celle des œufs serait de 37 905 milliers d'unités, soit des baisses respectives de 1,4% et 7,1%.

V.2.1.7 Les Huiles et corps gras

SIAT prévoit d'améliorer ses performances par rapport à 2006, à travers le renouvellement des plantations et la réduction de sa consommation de carburant (Grâce à la pleine utilisation de son outil de production).

V.2.1.8 Le Sucre

Pour 2007, SUCAF prévoit une production de 24 428 tonnes de sucre en hausse de 13,76% grâce à la récupération des surfaces abandonnées. Dans le même temps, elle envisage vendre 24 700 tonnes de sucre en prévision du maintien des exportations vers Sao-Tomé et la Guinée-Équatoriale pour un chiffre d'affaires global de 14,56 milliards de Fcfa.

V.2.1.9 Les Bières et les boissons gazeuses

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées envisage de maintenir les belles performances enregistrées en 2006. Cette amélioration se traduirait au niveau commercial par l'apparition de nouveaux produits. Toutefois, elle compte réduire le volume de production des boissons gazeuses de l'ordre de 10%.

Perspectives 2007-2008

V.2.1.10 L'Industrie du tabac

En 2007, l'activité de la branche tabac continuerait à se détériorer en raison de la poursuite de la baisse des ventes locales provoquée par la perte de la licence Dunhill d'une part et d'autre part, en raison de la baisse des exportations de scaferlatis malgré l'augmentation des ventes de cigarettes dans la zone CEMAC.

V.2.1.11 Le Raffinage

Compte tenu des grands travaux entrepris en 2006, Sogara améliorerait sa productivité. Aussi pourrait elle traiter 814 000 tonnes de brut, soit une hausse de 13,88% par rapport à 2006.

Parallèlement, les quantités vendues localement accuseraient une légère baisse de 0,7%. En revanche, les exportations augmenteraient de 30%. Les prix seraient revus à la hausse. Ainsi, le chiffre d'affaires connaîtrait une amélioration de 8%. De même, Sogara réduirait considérablement ses investissements de 76,2% en 2007.

V.2.1.12 Les Autres industries de transformation

La Chimie

Au titre des peintures, l'activité observerait un raffermissement du chiffre d'affaires sous l'impulsion du développement et de la commercialisation des nouveaux produits à haute valeur ajoutée.

Par ailleurs, l'importance du marché pétrolier et des exportations, l'éventualité d'une hausse des prix et l'organisation de la fête de l'indépendance pourraient conforter cette activité.

Les Matériaux de construction

Dans la branche des matériaux de construction, la production de ciment s'élèverait à 250 000 tonnes à fin 2007. L'importation de 60 000 tonnes de ciment serait nécessaire pour satisfaire la demande du marché national. Aussi, le chiffre d'affaires serait-il évalué à 28 milliards de Fcfa.

Il est également prévu un investissement de 5,5 milliards en vue de l'installation d'un broyeur qui permettra d'augmenter la capacité de 30 000 tonnes à 32 000 tonnes par mois à l'usine d'Owendo.

En matière d'extraction de sable, l'activité serait marquée par une embellie imputable à une forte demande. Le chiffre d'affaires s'évaluerait à 3 milliards de Fcfa pour 300 000 m³ de sable en 2007.

Les ventes prévues de 1 950 tonnes de tôles et de 50 tonnes d'articles de ménages généreraient un chiffre d'affaires de l'ordre de 5 milliards de Fcfa en 2007. Celui des activités de la chaudronnerie, du chantier naval et de la mécanique serait de 10 milliards de Fcfa.

V.2.1.13 L'Imprimerie

En prévision de la bonne tenue de la conjoncture avec l'organisation

Perspectives 2007-2008

des élections municipales, l'imprimerie table sur un maintien de son activité. Ainsi, le chiffre d'affaires avoisinerait 8 milliards de Fcfa en 2007.

V.2.1.14 Les Télécommunications

La privatisation de Gabon Télécom dont le capital est détenu à 51% par le groupe Maroc Télécom augure de perspectives meilleures. Ainsi, les performances de cette société s'amélioreraient en 2007 avec l'augmentation du nombre d'abonnés au téléphone fixe.

Quant à la téléphonie mobile, le nombre d'abonnés augmenterait de 21,1% en raison de la poursuite de la politique d'extension du réseau national et de l'utilisation des produits à haute valeur ajoutée.

V.2.1.15 L'Hôtellerie

L'activité du secteur Hôtellerie, Restauration, Tourisme et Loisirs enregistrerait globalement un léger recul en 2007. Celui-ci s'expliquerait par des difficultés de fonctionnement et la vétusté de certaines installations hôtelières. Ainsi, le chiffre d'affaires se situerait à 16 milliards de Fcfa.

Néanmoins, de gros projets sont en voie de finalisation en vue de promouvoir le Tourisme au Gabon notamment le projet dénommé « Amélioration du Service » en collaboration avec les organismes internationaux.

V.2.1.16 Les Banques

Le chiffre d'affaires généré par la vente de têtes pourrait atteindre 4,4 milliards. Le marché bancaire gabonais renferme des possibilités de développement, eu égard à la faible bancarisation de la population active. Ce développement passe par :

- l'extension vers le secteur informel ;
- le lancement de nouveaux produits financiers sur le marché bancaire ;
- la facilitation des procédures d'acquisition foncière.

V.2.1.17 Les Assurances

Les perspectives pour 2007/2008 du marché des assurances sont mitigées. Mais, il existe des motifs d'espoir avec notamment :

- le lancement annoncé des activités de la Bourse de Valeurs Mobilières qui apportera de nouvelles possibilités de placement des ressources collectées ;

- la reprise de l'activité économique génératrice de nouvelles affaires ;
- la tendance à la baisse de la charge de réassurance.

En revanche, quelques inquiétudes demeurent, liées à :

- la gestion laxiste du transport des voyageurs et le mauvais état des routes qui favorisent la multiplication des accidents ;
- la rareté des opportunités locales de placement ;
- la réalisation de grands travaux d'Etat échappant au marché des assurances (Senat, Cité de l'Information, travaux routiers).

Perspectives 2007-2008

V.2.2 Les prévisions macroéconomiques en 2007-2008

V.2.2 1. Les Principales hypothèses

Sur la période 2007-2008, l'économie gabonaise devrait rebondir vigoureusement, après la décélération de 2006 liée à la baisse de la production pétrolière. Le PIB en volume augmenterait de 5,6% en 2007 et de 4,2% en 2008.

Cette forte croissance, bien que riche en créations d'emplois, serait cependant inflationniste. Par ailleurs, le poids du service de la dette dans la production nationale et le déficit primaire hors pétrole seraient en constante régression. La balance des paiements globale demeurerait excédentaire.

En plus de la production pétrolière qui progresserait de 3,9% en moyenne en 2007-2008, la croissance reposerait sur la poursuite de la vitalité du secteur hors pétrole qui s'accroîtrait de 5,8% en moyenne sur la période, grâce aux réformes structurelles amorcées avec l'appui de la communauté financière internationale dans le cadre de l'élargissement de la base productive.

Tableau des principales hypothèses

	2006	2007	2008
Production pétrolière (milliers de tonnes)	11927	12474	12865
Exportations de manganèse (milliers de tonnes)	2900	3250	3500
Exportations de grumes (milliers de mètres cubes)	1768	1771	1765
Prix du baril de pétrole (en dollars US)	61,83	56,80	60,80
Taux de change du dollar (en Fcfa)	522,9	504,2	502,1
Prix de vente du manganèse (dollar/tonne)	125,4	130,6	131,5

Source : Dge

V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2007 et 2008

En 2007-2008, la valeur ajoutée totale augmenterait de 5,6% en volume. En 2007, elle proviendrait pour 19,5% des activités du pétrole, pour 13,6% des services non marchands et pour 66,9% des activités des autres branches, dont 47,9% des activités des services, du commerce, ainsi que des transports et communications qui sont les branches les plus importantes du secteur marchand hors pétrole.

Perspectives 2007-2008

Prévisions du PIB par secteur aux prix de 1991

(en %)	2007/2006	2008/2007
Produit intérieur brut	5,6%	4,2%
PIB marchand	5,5%	4,7%
Secteur primaire	4,9%	3,9%
Agriculture, élevage, pêche	3,8%	4,0%
Exploitation forestière	4,2%	6,7%
Pétrole brut	4,6%	3,1%
Mines	12,1%	7,7%
Secteur secondaire	5,7%	4,7%
Industries agro- al, boissons	5,0%	4,5%
Industrie du bois	9,8%	9,7%
Autres industries	1,1%	3,0%
Raffinage	11,8%	2,3%
Electricité, Eau	5,7%	6,8%
BTP	6,5%	6,5%
Services pétroliers	3,1%	1,4%
Secteur tertiaire	5,9%	5,2%
Transports & Communication	5,1%	4,7%
Services	5,8%	5,5%
Commerce	8,4%	6,0%
DTI et TVA	4,0%	4,2%
Banques et assurances	6,0%	5,0%
Services non marchands	6,0%	1,6%

Source : Dge

V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2007 et 2008

Du point de vue de la demande, l'activité économique serait soutenue sur les deux années par toutes les composantes de la demande globale.

L'évolution des dépenses d'investissement serait imputable à la croissance des investissements du secteur hors pétrole, en raison notamment des investissements attendus dans le secteur minier, les Télécommunications et les BTP, entre autres.

La consommation totale s'accroîtrait de 6,3% en moyenne, du fait de l'accroissement remarquable de la consommation des ménages, malgré la décélération des achats des biens et services des administrations publiques en 2008. Le relèvement du Smig intervenu à la fin de l'année

Perspectives 2007-2008

2006, l'amélioration du marché de l'emploi et les effets positifs des réformes structurelles pourraient consolider le dynamisme de la consommation des ménages, en dépit de la hausse des prix.

La demande extérieure, quant à elle, s'améliorerait du fait de la croissance de la demande mondiale du pétrole et de l'acier.

V. 2.2.4 Les prévisions du budget

En 2007 et 2008, les prévisions budgétaires prennent en compte à la fois l'évolution favorable de l'environnement économique international et la poursuite, au plan interne, des politiques d'optimisation des recettes, de la maîtrise de la dépense publique et de l'allègement de la dette.

V.2.2.4.1 Les recettes

Les recettes totales s'établiraient à 1594,9 milliards de Fcfa en 2007 contre 1582,5 milliards en 2006. Ce léger accroissement proviendrait de la bonne tenue du secteur hors pétrole.

Les recettes pétrolières, estimées à 938 milliards de Fcfa, seraient en retrait de 7,4% par rapport à 2006.

Par ailleurs, les recettes hors pétrole s'amélioreraient de 14,4% en 2007 grâce au renforcement des mesures visant l'optimisation des recettes du secteur hors pétrole.

Prévisions des recettes de l'Etat

(en milliards de Fcfa)	2006	2007	07/06
Recettes pétrolières	1012,8	938,0	-7,4%
Recettes hors pétrole	569,7	651,5	14,4%
Dons	0,0	5,4	
Total des recettes et dons	1582,5	1594,9	0,8%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

V.2.2.4.2 Les dépenses (hors dette)

En 2007, les dépenses publiques primaires reculeraient de 3,7% pour atteindre 968,3 milliards de Fcfa contre 1005,5 milliards en 2006. Cette régression s'expliquerait par le repli de 6,1% des dépenses de fonctionnement, particulièrement les dépenses de transferts et subventions qui chuteraient de 33,6%.

La baisse des dépenses courantes résulterait de la poursuite des efforts de maîtrise des charges entrepris depuis quelques années par le gouvernement.

Perspectives 2007-2008

Prévisions des dépenses de l'Etat

(en milliards de Fcfa)	2006	2007	07/06
Fonctionnement	710,9	667,7	-6,1%
Salaires	252,4	294	16,5%
Biens et Services	167,2	180,2	7,8%
Transferts et Subventions	291,3	193,4	-33,6%
Investissements	238,8	237,6	-0,5%
Ressources propres	190	195	2,6%
Financements extérieurs (Finex)	48,8	42,6	-12,7%
Prêts nets	0	0	0,0%
Fonds spéciaux (y.c. FER)	55,8	63	12,9%
Total des dépenses	1005,5	968,3	-3,7%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

V.2.2.4.3 La dette publique

En 2007, le service prévisionnel de la dette publique DGCP baisserait de 3,5% par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'expliquerait surtout par la diminution de 8,6% des charges de la dette intérieure.

En 2007, le poids de la dette demeurerait toujours important, en dépit des efforts consentis par le gouvernement pour en réduire le stock.

Prévision du service de la dette publique (DGCP)

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Dette extérieure	324,7	334,4	326,9	-2,3%
Intérêt	113,7	99,9	97,5	-2,4%
Principal	211,1	234,5	229,4	-2,2%
Dette intérieure	54,6	81,8	74,8	-8,6%
Intérêt	5,6	3,5	2,8	-20,5%
Principal	49,0	78,3	72,0	-8,0%
Total	379,3	416,2	401,6	-3,5%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle

En 2007, malgré le recul des transactions courantes, la balance globale serait excédentaire du fait de la réduction significative des sorties des capitaux.

V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes

Le solde de la balance des transactions courantes baisserait de 6%, essentiellement en rapport avec le repli de l'excédent commercial. La

Perspectives 2007-2008

baisse des exportations de pétrole en valeur, en raison du recul du cours de brut gabonais et du taux de change du dollar américain par rapport au Fcfa, expliquerait cette évolution.

La balance commerciale

Le solde excédentaire de la balance commerciale se réduirait de 8,1 %, en relation avec la diminution, en termes nominaux, des ventes de pétrole gabonais à l'étranger et de la hausse des importations totales.

La balance des services et des revenus

En 2007, le déficit de la balance des services et des revenus des facteurs se réduirait de 5,9%, en raison de la baisse sensible du solde négatif des principaux postes.

V.2.2.5.2. La balance des capitaux

En 2007, le déficit de la balance des capitaux devrait s'aggraver de 1,9 % pour atteindre 674,4 milliards de Fcfa, après 661,8 milliards en 2006. Les « Autres investissements » seraient à l'origine de l'accroissement des sorties des capitaux.

V.2.2. 5.3 La balance globale

En 2007, le déficit de la balance des capitaux devrait s'aggraver de 1,9 % pour atteindre 674,4 milliards de Fcfa, après 661,8 milliards en 2006. Les « Autres investissements » seraient à l'origine de l'accroissement des sorties des capitaux.

V.2.2.6. L'emploi, les salaires et les prix

Dans le contexte d'une croissance soutenue en 2007, on devrait normalement assister à une amélioration sensible de l'emploi dans le secteur moderne. Au contraire, en raison de l'existence des capacités de production largement inutilisées, les sociétés privées, bien que bénéficiant du dynamisme du secteur hors pétrole, n'enregistreraient pas un accroissement significatif de leurs effectifs. Les recrutements dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'action sociale contribueraient à la hausse des effectifs de l'Etat.

En revanche, l'effectif des sociétés parapubliques reculerait du fait de la poursuite des privatisations. Dans ces conditions, la crise de l'emploi persisterait, induisant un taux de chômage toujours élevé.

Compte tenu de la fermeté de l'activité économique en 2007, la masse salariale des sociétés privées poursuivrait son évolution à la hausse. Celle des administrations publiques hors collectivités locales s'accroîtrait de 16,5% selon les prévisions budgétaires de la loi de finances 2007.

En 2007, la hausse des prix serait de 5,5% du fait notamment de la

Perspectives 2007-2008

forte croissance du poste alimentation (poissons et viandes), des effets continus du relèvement du Smig et de la valeur du point d'indice sur la consommation des ménages, ainsi que de l'augmentation des postes « énergie et transports » en rapport avec la hausse des prix à la pompe décidée par le gouvernement au mois de mars 2007.

En 2006 et 2007, l'indice des prix à la consommation des ménages retrouverait sa tendance habituelle, avec un taux d'inflation qui pourrait atteindre 1,8% en 2006 et 1,9% en 2007.

V.3. LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT

La politique économique du Gouvernement devrait se traduire en 2007 par la poursuite de l'amélioration de la gestion budgétaire et l'accentuation des efforts de réforme structurelle permettant d'atteindre une croissance alimentée par une base productive diversifiée.

V.3.1 La politique budgétaire

Du fait du relèvement de la valeur du point d'indice de 400 à 425, les dépenses de salaire exercent de fortes pressions à la hausse sur le déficit du solde primaire hors pétrole. La politique budgétaire devrait donc viser à accroître la mobilisation des recettes hors pétrole et à garantir une meilleure programmation des charges de l'Etat.

La mobilisation des recettes de l'Etat

Pour améliorer le rendement des recettes hors pétrole, le Gouvernement compte :

- poursuivre l'officialisation des régies des recettes dans les ministères collectant les taxes ;
- installer le progiciel ASTER pour l'exécution et la comptabilisation des opérations budgétaires et financières de l'Etat ;

Les dépenses

Pour atteindre une meilleure programmation des dépenses, la politique du gouvernement devrait consister à maîtriser les postes de dépense les plus rigides à la baisse.

Il s'agirait des services d'utilité publique, des communications, des bourses et stages, des loyers et des déplacements à l'étranger.

En ce qui concerne les services d'utilité publique et de communication, le gouvernement envisagerait de :

- étendre l'opération de réduction des charges de téléphone aux ministères des mines et de la Défense nationale ;
- poursuivre la mise en place d'un réseau téléphonique intégré de l'administration gabonaise et supprimer les appels aux GSM.

S'agissant de l'eau et de l'électricité, il faudrait :

Perspectives 2007-2008

- ajuster la puissance et les diamètres des compteurs ;
- réparer les fuites et traquer les branchements pirates ;
- interdire la prise en charge des consommations d'eau et d'électricité dans les domiciles privés.

V.3.2 Les réformes structurelles

Pour impulser une dynamique de croissance forte et durable, génératrice d'emplois et de richesses, le gouvernement poursuivrait :

- une politique de long terme axée sur la diversification des sources de croissance pour passer d'une économie de rente à une économie productive diversifiée ;
- la mise en place d'un cadre propice à l'émergence d'un secteur privé dynamique ;
- le renforcement de la bonne gouvernance.

Le développement du secteur privé

Il passe par la promotion et l'encadrement de l'initiative privée ainsi que par l'amélioration de l'environnement des affaires.

Pour stimuler l'initiative privée, le Gouvernement envisage :

- renforcer les capacités nationales d'octroi de crédits par la promotion de la création des établissements de microfinance ;
- vulgariser les nouvelles dispositions fiscales avantageuses concernant l'activité de ces établissements de microfinance.

En ce qui concerne l'amélioration de l'environnement des affaires, le Gouvernement compte :

- élaborer des textes d'application de la Charte des investissements ;
- poursuivre la révision des différents codes déjà existants dans le pays ;
- impulser le partenariat public/privé.

Pour ce qui est du renforcement de la bonne gouvernance, il devrait :

- renforcer l'Etat de droit ;
- accentuer la rigueur et la transparence dans la gestion des ressources publiques aussi bien financières qu'humaines.

Les actions à mener viseraient essentiellement :

- l'amélioration des procédures budgétaires ;
- la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite.

Les actions permettant de consolider l'Etat de droit concerneraient principalement :

- la réforme judiciaire à travers le renforcement des capacités de la magistrature, la réorganisation de la Justice ainsi que la réactualisation des codes en vigueur dans le système judiciaire ;

Perspectives 2007-2008

- la réforme juridique à travers la modification des textes organisant la justice et l'adoption de nouveaux textes d'essence nationale ou communautaire.

La gestion des ressources humaines s'appuie sur la réforme administrative débutée en 2001 et qui devrait se poursuivre en 2007, avec un accent particulier sur :

- la mise en place d'un système de management par objectifs ;
- l'élaboration des textes d'application de la loi relative à la gestion des ressources humaines.

V.3.3 La politique sociale

La politique sociale du gouvernement devrait s'inscrire dans la continuité de l'ensemble des actions amorcées au cours des exercices précédents.

Elle sera essentiellement axée sur la refondation du système éducatif et de la formation professionnelle, un meilleur accès des populations à la santé et à l'habitat, la protection sociale et l'emploi.

Réfondation du système éducatif et de la formation

Elle consisterait pour le gouvernement à corriger l'inefficacité structurelle ainsi que le dysfonctionnement de ces systèmes afin de relever le niveau de l'éducation et de la formation au Gabon.

Pour ce faire, le gouvernement s'engagerait au niveau de l'éducation à :

- mener des réformes pédagogiques en partant du primaire jusqu'au supérieur ;
- relever la capacité d'accueil dans les établissements secondaires
- appliquer le système LMD dans les universités et établissements supérieurs ;
- finaliser l'élaboration de la carte scolaire ;
- finaliser l'élaboration d'un plan de recrutement cohérent.

Pour ce qui est de la formation professionnelle, le gouvernement souhaiterait s'attaquer au problème de la déperdition scolaire par :

- la mise en place d'une offre de formation alternative pour les populations cibles ;
- le développement de passerelles entre l'enseignement général et l'enseignement technique professionnel.

Santé

Pour améliorer l'accessibilité des populations aux soins et renforcer la lutte contre les maladies, l'effort du gouvernement devrait s'orienter vers :

- la réhabilitation à Libreville et dans le chef-lieu de département, de centres de santé et de bases épidémiologiques ;

Perspectives 2007-2008

- la construction de trois nouveaux centres hospitaliers régionaux à Libreville, Makokou et Tchibanga;

Dans le cadre de la lutte contre le SIDA, le gouvernement se propose de :

- poursuivre la construction des centres de traitement ambulatoires (CTA) dans les 9 provinces ;
- mettre en place un fonds de soutien de la lutte contre le VIH/SIDA ainsi qu'un programme multisectoriel de lutte contre cette pandémie.

Protection sociale

Dans ce domaine, on ne saurait faire l'impasse sur la création de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS). Cette structure est actuellement en attente de la mise en place de son cadre réglementaire ainsi que l'adoption par le parlement de la loi fixant le régime d'assurance maladie en république gabonaise.

Habitat

La politique gouvernementale en matière d'habitat devrait comporter des mesures fiscales incitatives permettant de diminuer les coûts d'acquisition des logements. Celle-ci se traduirait par des efforts de terrassement et de production de parcelles ainsi que par la poursuite de la viabilisation des lotissements autour de la ville.

Emploi

Le Gouvernement a identifié depuis quelques années, des secteurs porteurs, générateurs de revenus et à forte densité de main d'œuvre, qui devaient prendre la relève du secteur pétrolier en déclin. Ces secteurs étant fortement pourvoyeurs d'emplois directs, le gouvernement compte renforcer son action en faveur des PME/PMI par :

- la création de brigades d'inspecteurs du travail chargés de contrôler la forte activité à venir ;
- le lancement d'une étude sur la mise en place d'une statistique fiable sur le marché de l'emploi au Gabon ;
- l'organisation d'un forum sur l'emploi

V.3.4 Les Politiques sectorielles

Elles visent non seulement la diversification de la base productive, mais aussi le développement de l'offre d'emploi dans les secteurs de la forêt, l'environnement, la pêche et l'aquaculture, les mines, l'agriculture et le tourisme.

Perspectives 2007-2008

Forêt et Environnement

En 2007, le Gouvernement poursuivrait le programme triennal de valorisation du potentiel forestier par :

- la poursuite du processus de mise en réserve de zones forestières ;
- la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation des forêts dégradées ;
- la fixation des quotas de transformation, l'objectif étant la réalisation d'un taux de transformation de plus de 75% en 2012 ;
- la finalisation d'un plan visant à éliminer progressivement le monopole de commercialisation de certaines essences de bois par la Société Nationale des Bois du Gabon.

Dans le sens de la conciliation entre les objectifs de développement et ceux de conservation de l'environnement, le Gouvernement s'engage en matière d'environnement à :

- conduire des inspections environnementales ;
- promouvoir et valoriser des biens et services environnementaux ;
- renforcer le cadre législatif et réglementaire relatif à la gestion durable de la biodiversité.

Pêche et aquaculture

La poursuite des objectifs spécifiques pour le développement intégral de la pêche et de l'aquaculture amènerait le Gouvernement à poser les actes suivants en 2007 :

- rédiger des textes d'application du code des pêches et de l'aquaculture ;
- réactualiser les programmes de formation en pêche de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts.

Exploitation du sous-sol

En 2006, le Gouvernement a initié un certain nombre d'actions en vue de relancer l'exploitation minière au Gabon. A cet effet, il compte en 2007 :

- améliorer la transparence dans l'attribution des titres miniers et pétroliers ;
- renforcer le dispositif administratif visant à préserver l'environnement ;
- lutter contre la dégradation de l'environnement

Agriculture

La nouvelle politique de développement agricole du Gabon est basée sur la recherche de la sécurité alimentaire et la relance des cultures de rente.

Pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire, le Gouvernement compte poursuivre le renforcement des mesures permettant d'accroître rapidement la productivité et faciliter l'accès aux denrées alimentaires.

Perspectives 2007-2008

En plus de l'agriculture urbaine et périurbaine, il s'agirait en 2007 de :

- mettre en place des plantations de multiplication du matériel végétal vivrier ;
- lancer la collaboration avec les porcheries naisseurs ;
- démarrer un projet d'appui au développement de l'élevage au Gabon.

En matière de cultures de rente, le Gouvernement ambitionne de relancer les activités de la filière café cacao avec l'assistance technique des organisations internationales du café (OIC) et du cacao (ICCO). L'objectif recherché étant de restructurer aussi bien les méthodes de production que les circuits de commercialisation.

Tourisme

Les atouts du Gabon en matière de tourisme sont indéniables. Pour que ce secteur parvienne à contribuer au PIB à hauteur de 8% d'ici 2008, le Gouvernement entend :

- renforcer les capacités institutionnelles de l'administration ;
- améliorer la coordination entre les acteurs du secteur touristique tout en mettant à leur disposition, les financements nécessaires à l'investissement dans le secteur.

Transport

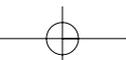
Ce secteur constitue le socle qui sert de support à l'activité économique nationale et sous-régionale. Conscient de cet état de fait, le Gouvernement compte maintenir le cap sur sa stratégie de transport fondée sur le développement du réseau routier, la rationalisation de la desserte aérienne et la modernisation des ports.

Energie

Comme le transport, le secteur de l'énergie est un secteur transversal qui conditionne pour une large part, l'activité productive du pays. A cet effet, les efforts de renforcement de la capacité nationale d'offre en électricité et en eau se poursuivraient en 2007.

Dans le domaine de l'électricité et de l'eau, il s'agirait de :

- construire de nouvelles lignes de moyenne tension ;
- poursuivre l'électrification villageoise ;
- renforcer le schéma directeur eau de Libreville ;
- réhabiliter le réseau hydrométrique national.



Conclusion

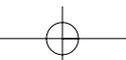


Tableau de bord de l'économie

C O N C L U S I O N

La situation économique mondiale en 2007 serait marquée par une nouvelle phase de croissance soutenue quoiqu'en léger retrait par rapport à l'année précédente. L'expansion profiterait à nouveau à l'ensemble des régions, mais à des rythmes différents.

L'activité au niveau mondial se consoliderait à 4,9% en volume en dépit de nombreux risques qui pourraient fragiliser la croissance. En effet, les menaces inflationnistes liées à l'envolée des cours du baril et à la crise du secteur immobilier dans plusieurs pays occidentaux, ne semblent pas définitivement écartées. Par ailleurs, la persistance des déséquilibres financiers et commerciaux dans de nombreux pays riches et la faiblesse de la demande dans la zone euro renforceraient ces craintes.

Dans ce contexte, les Etats-Unis d'Amérique verraient leur croissance baisser à 2,9% tandis que le Japon et les pays de la zone euro enregistreraient une croissance molle respective de 2% et 2,1%.

L'ensemble des pays en développement et les économies émergentes verraient leur production intérieure brute stagner à 7,2%. Particulièrement, les économies du continent africain confortées par la bonne tenue des prix de produits de base enregistreraient un taux de croissance de 5,9%. En Asie, le dynamisme de l'économie Chinoise se confirmerait avec une expansion de 10%.

Sur le plan national, le Gabon connaîtrait une accélération de son activité économique en 2007. Celle-ci entraînerait une croissance du PIB en volume de 5,6% constituant ainsi le taux le plus élevé depuis 1998.

L'accélération de la croissance en 2007, serait entretenue par la poursuite de la vitalité du secteur hors pétrole qui s'accroîtrait de 5,8% en moyenne et par l'embellie du secteur pétrolier qui progresserait de 3,9%.

La répartition sectorielle de l'expansion permettrait d'observer une contribution significative des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la création de richesses en 2007. Particulièrement, les activités d'extraction minière, de raffinage, de transformation de bois, de BTP, de commerce et de services soutiendraient l'expansion.

La politique budgétaire en 2007 se traduirait par la poursuite des actions visant une optimisation des recettes, la maîtrise de la dépense publique et un allègement de la dette. Tout ceci dans un contexte national favorable marqué par une légère augmentation des recettes et une baisse des dépenses de l'Etat.

Dans le domaine de l'emploi, le secteur public à travers de nombreuses créations de postes enregistrerait une amélioration sensible, tandis que les effectifs du secteur privé ne connaîtraient qu'une croissance atone.

Tableau de bord de l'économie

En rapport avec l'accroissement des réserves extérieures nettes, le solde de la balance globale se renforcerait en 2007, en dépit d'une baisse du solde de la balance des transactions courantes liée à un repli de l'excédent commercial.

La politique économique du gouvernement se traduirait en 2007 par la poursuite de l'assainissement des finances publiques et l'accentuation des efforts en matière de réforme structurelle permettant d'atteindre une croissance alimentée par une base productive diversifiée. Par ailleurs, la lutte contre la pauvreté et l'enrichissement illicite constitueraient des axes majeurs de cette politique.

Annexes

Annexes

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Activité (en milliards de Fcfa)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB aux prix de 1991	1 536	1 592	1 671	1 732	1 832	1 895	1 726	1 693	1 730	1 725	1 768	1 791,6	1 845,7	1 867,4
Pétrole	483	547	575	582	573	547	483	421	398	388	415	416,3	410,9	368,4
Hors Pétrole	1053	1046	1096	1150	1259	1348	1243	1272	1332	1337	1353	1375,3	1434,8	1499
PIB aux prix courant	1531	2 327	2 475	2 913	3 109	2 645	2 871	3 608	3 455	3 437	3 519	3792,1	4570,9	4991,5
Pétrole	438	911	970	1 279	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1656,3	2316,4	2519,0
Hors Pétrole	1 093	1 416	1 505	1 634	1 835	1 931	1 822	1 906	2 064	2 075	2 091	2135,8	2254,6	2472,5
Déflateur du PIB	1	1,4	1,5	1,7	1,7	1,4	1,7	2,1	2	2	2	2,1	2,5	2,7
Indices des prix à la consommation	289	393	431	444	454	466	465	467	477	478	488	490	490	510
Variation annuelle (en %)	0,5	36,1	9,6	3,1	2,3	2,6	-0,3	0,5	2,1	0,2	2,1	0,4	-0,2	4,0
Secteur extérieur (en milliards de Fcfa)														
Exportations fob	659	1 324	1 362	1 706	1 770	1 125	1 539	2 364	1 916	1 781,2	1 847,1	2208,9	2 988,6	3165,6
Pétrole	503	1 019	1 063	1 334	1 378	845	1 124	1 891	1 511	1 430,1	1 549,2	1 822,2	2472	2602,3
Importations fob	293	421	440	492	602	686	561	568	621	651,7	605,9	649,3	716,0	827,8
Budget (en milliards de Fcfa)														
Recettes totales	350,9	544,6	726,8	755,1	1 030	912	814	1 208	1 174	1 089	1 050	1113,6	1434,1	1582,5
Recettes pétrolières	157	323,5	436,9	449,1	644	498	369	814	753	609	570	600	907,1	1012,8
Recettes non pétrolières	193,6	221,1	289,9	306,0	386	414	445	393	421	480	479	513,6	527	569,7
Dépenses totales	438	592,6	654	676,4	980,2	1 281,6	779,5	786	1 062,9	969,1	789,9	827,1	911,9	1005,5
Dépenses courantes	360	462,6	515,2	522,1	630,6	918,8	660,6	674,7	860,4	687,4	613,1	627,9	660,1	710,9
Dépenses d'équipement	78	130	138,8	154,3	350	363	119	105	164	137	131	160	193,4	238,8
Monnaie et crédit														
Avoirs intérieurs nets	279	253	329	315	366	496	660	507	723	695	665	636		
Crédits intérieurs	409	396	455	440	500	668	647	495	715	707	674	541,7	482	465,6
Créances nettes sur l'Etat	230	220	237	225	194	303	290	94	243	199	208	119,1	17,3	89,9
Créances au secteur privé	179	177	218	214	306	365	357	401	472	508	466	422,7	464,7	555,5
Avoirs extérieurs nets	-42,2	72,5	28	106	103	-49	-47	174	-12	32	76	286	536,5	709,2
Vitesse de circulation de la monnaie	4,5	4,25	4,15	3,86	0,11	5,6	6,4	6,9	6,1	5,7	5,9	5,7	5,3	5,1
Taux de pression fiscale	23,2	25,3	33,8	30	33,1	34,5	28,3	33,5	34	31,7	29,8	29,4	29,8	31,7

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

Annexes

REPARTITION SECTORIELLE DE LA VALEUR AJOUTEE A PRIX COURANTS

(milliards de Fcfa)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Produit intérieur brut	2 327	2 475	2 475	3 109	2 645	2 871	3 606	3 454	3 437	3 519	3 792,1	4 570,9	4 991,5
PIB marchand	2 101	2 240	2 240	2 850	2 367	2 583	3 316	3 161	3 144	3 217	3 493,9	4 270,5	4 655,4
Secteur primaire	1 172	1 220	1 220	1 552	962	1 311	1 973	1 660	1 627	1 700	1 963,4	2 653,9	2 890,5
Agriculture, Elevage, Pêche	116	124	124	132	134	135	138	144	148	153	156,4	162,7	175,3
Exploitation forestière	96	75	75	92	52	75	86	76	61	61	57,3	60,7	71,3
Pétrole brut	911	970	970	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,2	2 316,4	2 519,0
Mines	49	52	52	53	62	52	47	49	55	58	93,5	114,1	125,0
Secteur secondaire	264	275	275	341	365	300	281	334	359	344	347,3	374,0	409,5
Industries agro-alimentaire, boissons	45	43	43	40	45	40	40	45	47	48	49,3	53,3	58,5
Industries du bois	12	13	13	15	16	22	16	21	26	31	35,6	40,4	51,7
Autres industries	53	57	57	82	87	74	79	91	94	87	87,8	94,4	94,4
Raffinage	5	13	13	9	16	13	15	15	16	17	16,9	21,1	20,4
Electricité, Eau	34	35	35	36	29	33	34	37	46	48	53,9	56,7	61,6
BTP	84	93	93	152	159	77	54	80	85	72	75,6	78,6	91,9
Recherche, services pétroliers	32	22	22	7	12	42	44	44	46	41	28,2	29,5	31,0
Secteur tertiaire	665	745	745	958	1 040	972	1 062	1 167	1 158	1 173	1 183,2	1 242,6	1 355,3
Transports et communications	134	130	130	164	172	161	166	186	191	197	204,1	211,4	227,5
Services	210	265	265	322	362	380	392	450	466	457	461,7	494,0	539,5
Commerce	224	222	222	232	251	232	239	257	242	247	240,0	256,3	279,1
DTI et TVA	83	116	116	215	236	181	247	255	239	251	257,2	260,1	287,8
Services bancaires, assurances	15	12	12	24	19	18	19	19	20	21	20,2	20,8	21,4
Services non marchands	226	235	235	259	278	288	291	293	293	302	298,2	300,4	336,1

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

Annexes

TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(en pourcentage)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Produit intérieur brut	3,7	5,0	3,6	5,7	3,5	-8,9	-1,9	2,2	-0,2	2,5	1,4	3,0	1,2
PIB marchand	3,5	5,5	3,7	5,9	3,1	-10,6	-2,2	2,5	-0,2	2,5	1,3	3,1	0,7
Secteur primaire	10,7	5,1	0,8	-0,8	-2,1	-11,3	-8,9	-3,0	-2,8	5,4	1,6	0,5	-5,8
Agriculture, Elevage, Pêche	-0,1	-1,7	1,2	-2,7	4,4	-5,8	2,1	3,5	2,2	2,4	2,2	3,2	3,6
Exploitation forestière	5,9	0,0	0,0	29,4	-8,6	18,5	13,0	2,0	-20,6	-1,0	-1,9	3,8	2,3
Pétrole brut	13,2	5,2	1,3	-1,6	-4,5	-11,7	-12,9	-5,4	-2,5	6,9	0,4	-1,3	-10,4
Mines	10,5	32,0	-6,4	-6,3	25,6	-42,3	-10,0	5,1	3,9	4,8	2,3	11,9	8,3
Secteur secondaire	-0,3	1,7	11,3	17,5	9,8	-12,8	-3,2	10,3	6,1	0,9	0,9	4,6	1,0
Industries agro-alimentaires, boissons	-5,6	-1,7	4,6	0,0	15,3	-7,0	-2,8	11,4	3,4	-0,1	2,5	6,0	5,4
Industries du bois	-45,0	3,0	5,9	61,1	86,2	0,2	-29,2	33,9	19,0	19,7	4,1	9,7	9,5
Autres industries	1,4	4,1	17,9	18,1	7,0	-13,0	5,3	13,5	1,8	-3,2	0,1	6,7	-9,1
Raffinage	9,6	35,1	74,0	-5,2	3,1	45,8	8,9	-10,6	4,6	-4,9	4,0	5,6	-6,5
Electricité, Eau	9,0	-0,3	-4,3	6,0	2,3	3,9	1,3	6,8	21,2	3,8	10,2	2,5	6,0
BTP	1,4	6,9	10,5	44,9	7,1	-52,8	-24,4	37,4	3,3	-6,2	4,2	2,0	6,4
Recherche, services pétroliers	-4,7	-28,8	-28,5	-16,8	37,2	110,3	3,1	0,0	3,0	22,3	-22,4	2,5	6,1
Secteur tertiaire	-4,0	8,0	4,6	9,8	6,3	-8,6	5,8	4,2	-0,9	0,7	1,2	4,7	6,5
Transports et télécommunications	-2,8	-1,4	4,8	8,8	5,8	-5,8	3,2	3,1	2,4	3,0	3,2	4,5	4,8
Services	-2,7	14,3	4,1	10,5	11,5	5,3	2,8	4,4	3,3	0,2	1,5	5,8	5,4
Commerce	-3,7	9,4	-4,3	1,1	5,0	-24,9	2,7	2,2	-7,3	1,3	-0,7	4,1	5,3
DTI et TVA	-17,5	7,0	22,8	24,9	0,8	-27,2	28,6	8,2	-11,1	-2,8	1,4	2,4	15,3
Services bancaires, assurances	41,9	-8,7	31,6	18,4	-12,3	10,6	2,0	2,6	5,7	2,7	-5,4	2,9	5,6
Services non marchands	4,9	0,7	3,0	4,7	6,3	3,5	0,3	0,3	-0,4	2,5	2,0	2,5	4,0

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production	14 654	15 569	17 357	18 246	18 277	18 462	17 570	15 586	13 500	12 890	12 563	13 432	13 483	13 300	11 930
Exportations	13 943	14 545	16 201	16 770	17 363	17 539	16 722	14 500	12 400	12 650	11 640	12 680	12 732	12 490	11 010
Prix moyen du Brent (dollar US/baril)	ND	ND	ND	17	20,69	19,7	12,74	17,87	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22	54,38	65,13
Prix moyen du brut gabonais (dollar US/baril)	ND	ND	ND	ND	19,9	ND	ND	17,1	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75	50,49	61,83
Taux de change moyen (Fcf/dollar US)	268	282	514	498	511,6	583,7	589,8	615,5	711,5	733,11	696,5	581,18	528,18	527,84	522,89

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE BOIS EN GRUMES (en milliers de mètres cubes)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production	1 015	1 459	1 667	1 842	1 779	1 993	1 393	1 650	2 675	2 013	1 181	1 812	1 077	950	1 010
Okoumé/ Ozigo	400	400	460	546	505	782	771	752	1 040	1 518	1 644	1 208	1 486	1 329	1 445
Bois divers	1 415	1 859	2 127	2 388	2 284	2 775	2 184	2 402	3 715	3 531	2 825	3 020	2 563	2 279	2 455
Total	853	1 479	1 482	1 711	1 907	1 990	1 074	1 611	1 723	1 520	1 243	1 110	848	813	496
Exportations	363	356	423	508	444	681	690	718	856	790	684	607	674	779	906
Okoumé/ Ozigo	1 216	1 835	1 905	2 219	2 351	2 671	1 764	2 329	2 579	2 310	1 927	1 717	1 522	1 592	1 402
Bois divers															
Total															

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE MINERAIS DE MANGANESE (en milliers de tonnes)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production	1 556	1 291	1 436	1 929	1 903	2 093	1 908	1 743	1 791	1 856	1 972	2 000	2 459	2 753	2 979
Exportations	1 551	1 460	1 366	1 852	1 977	1 995	2 064	1 944	1 939	1 659	1 932	1 943	2 491	2 887	2 896
Ventes	1 455	1 665	1 691	2 010	2 063	2 036	2 050	2 018	2 003	1 664	1 924	1 942	2 493	2 885	2 900
Prix de vente (en Fcf/Tonne)	29 003	23 363	38 025	34 826	36 625	43 500	40 597	41 309	41 883	42 718	52 238	46 572	61 515	75 000	65 572

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

Annexes

Le déroulage-contreplaqué

Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	44 601	11 180	32 011
1991	48 993	13 222	23 248
1992	33 951	6 898	18 209
1993	25 345	4 813	14 576
1994	32 428	11 658	19 624
1995	57 199	15 292	39 137
1996	55 660	21 277	36 622
1997	52 519	17 644	34 205
1998	54 299	16 047	33 515
1999	64 005	11 747	59 302
2000	37 405	12 813	26 288
2001	45 208	13 903	28 686
2002	31 275	12 174	26 591
2003	37 824	7 161	29 578
2004	52 766	2 330	49 261
2005	42 759	6 667	30 471
2006	55 931	11 746	40 069

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

Les sciages

Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	29 028	25 877	625
1991	44 820	49 872	1 502
1992	34 109	23 448	ND
1993	31 967	21 376	93
1994	29 125	18 870	171
1995	29 000	20 105	176
1996	30 089	18 846	230
1997	30 369	19 250	251
1998	37 691	19 967	16 948
1999	34 650	23 802	17 000
2000	49 193	20 155	24 581
2001	69 840	23 904	25 392
2002	86 195	32 040	32 240
2003	95 000	34 427	34 100
2004	170 185	16 147	120 921
2005	229 687	20 197	166 089
2006	171 922	8400	163 522

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

Informations sur la DGE

Ont contribué à l'élaboration du TBE, Situation 2006, perspectives 2007-2008

CABINET :

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

M. Paul TOUNGUI

Ministres délégués :

MM : Alexandre BARRO CHAMBRIER
Charles MBA

DIRECTION GENERALE

Directeur Général

M. Paul BONGUE BOMA

Directeurs Généraux Adjoints :

Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

M. Modeste MFA OBIANG

Assistants du Directeur Général :

Mmes Arlette ANTIOPE NGOUA

Amélie ANGUE MINKO

MM. Jean Louis MIHINDOU

Marcel IBINGA

Guy AMBOUROUE

LASSY

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur : M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint : M. MOULOUNGUI Roger

Chargés d'Etudes : MM. Yves MOUPEPE

Eric IKAPI

LEYINDA KOKA NDOMBA

Célestin MEKAME OSSOUMA

Mmes : Honorine RALOUGOU

Carla Marlène MATSANGA

Marie France NDAMANGANA

Hortense OKOUMBA ALILA

Annette Clarisse LEKOGO

Mélanie Flore KOUMBA

Lucienne YABINA MBANI

Natacha TSINGUI ép. MBENGUET MALAT

Aristide Flore LEPENGUE

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur : M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Adjoint : M. André MEBIAME OWONO

Chef de service : Thomas EYENE OBAME

Informations sur la DGE

Chargés d'Etudes : MM. : Christian NDO

Jean de Dieu MOUSSODOU

Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

Guy Rostand NDONG ALLOGHO

Mmes : Cécile MAGANGA NZIENGUI

Bertille ONGUIND'AVOUMA

Raïssa NTSAME NDZIGUE

Mireille AYITO OBIANG

Gisèle LIKASSA

DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)

Directeur : Mme Aurélie KASSAT

Directeur Adjoint : Jean Aimé Roger BOUSSAMBA

Chargés d'Etudes : MM. : Cyril BIBANG ENDAMANE

Prosper EBANG

Valentin MBA

Jean Aimé Christian DIWASSA

Raphaël MBA NANG

Mmes : Bernadette BELLA B'OBAME

Catherine MEZENE M'EBANE

Ghislaine MINKUE

DIRECTION DES SYNTHESSES ECONOMIQUES ET DE LA RECHERCHE (DSER)

Directeur : Mme Juliette LOEMBA BAYONNE née NZIENGUI

Directeur Adjoint : M. Ghislain ILOUGOU

Chef de service : M. Blaise NDOUNOU YINDAS

Chargés d'Etudes : MM. : Patrick LOEMBA

Cédric KOUMBA

Clotaire MATHOUMBOU

Joseph TCHINGA

Félicien Farlane NGANI

Mmes : Ruth DOREGO née AKOUME MBA

Huguette NGUIABANDA née LEMAMI

Achévé de rédiger en août 2007
par les services de la Direction Générale de l'Économie
du Ministère de l'Économie, des Finances,
du Budget et de la Privatisation
de la République Gabonaise



Multipress-Gabon
2825-2007